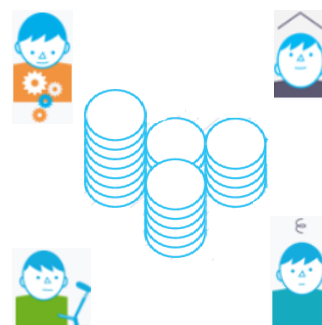


Situation financière des établissements de santé publics et privés à but non lucratif

à fin 2016 et évolution 2013-2016



atih

AGENCE TECHNIQUE
DE L'INFORMATION
SUR L'HOSPITALISATION

SOMMAIRE

PARTIE I : COMPTE FINANCIER (CF)	5
INTRODUCTION	6
SYNTHESE	7
PRECAUTIONS DE LECTURE	8
1. ANALYSE DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER	10
1.1. Recettes, dépenses et résultat	10
1.2. Ratios en lien avec l'exploitation	19
1.3. Financement de l'exploitation	21
2. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT ET DES INVESTISSEMENTS	24
2.1. Endettement net et encours de la dette	24
2.2. Gestion de l'endettement	26
2.3. Les investissements et l'actif immobilisé	33
PARTIE II : ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA DETTE (ODT)	37
SYNTHESE	38
1. ENDETTEMENT BANCAIRE MOYEN ET LONG TERME DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ	39
1.1. Montant de la dette bancaire des EPS	39
1.2. Conditions d'endettement	41
2. PART DE L'ENCOURS COMPOSÉE DE CRÉDITS STRUCTURÉS À FORT RISQUE DE DÉGRADATION FINANCIÈRE (6F)	43
2.1. Montant des encours structurés (risque faible à risque très élevé 6F)	44
2.2. Focus sur le montant des encours hors charte Gissler (6F)	46
3. POLITIQUES DE GESTION DE L'ENDETTEMENT	48
3.1. Les nouveaux contrats de prêt souscrits	48

3.2. Les opérations de refinancement/ renégociation des emprunts	50
PARTIE 1 – ANNEXES : COMPTE FINANCIER.....	51
Annexe 1 : Méthodologie	52
Annexe 2 : Lecture d'une boîte à moustaches	54
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'équilibre financier (2016 et évolution 2016/ 2013).....	55
Annexe 4 : Tableaux complémentaires sur l'endettement et l'investissement (2016 et évolution 2016/ 2013)	82
PARTIE 2 – ANNEXES : ANALYSE DETAILLEE DE LA DETTE.....	90
Annexe 1 : Méthodologie	91
Annexe 2 : Montant de l'encours global de la dette (bancaire + non bancaire)	92
Annexe 3 : Glossaire relatif à la dette	95

Partie I :

Compte financier (CF)

Étude du compte de résultat, du tableau de financement et du bilan des établissements publics et privés antérieurement sous dotation globale

INTRODUCTION

En 2016, plusieurs points marquants sont à noter quant à l'environnement financier des établissements de santé publics et privés antérieurement sous dotation globale, notamment :

- la poursuite de la démarche de la certification des comptes, à laquelle se sont engagés l'ensemble des établissements publics dont les recettes dépassent les 100 millions d'euros ;
- l'enjeu de suivi de la masse salariale et de sa composition.
- la poursuite du dispositif d'accompagnement des établissements publics de santé dans la sécurisation de leurs contrats de prêts structurés. Le volet présentant les données de l'enquête ODT 2016 détaille l'évolution de la dette financière des établissements publics de santé ;

Pour rappel, lors du Conseil des Ministres du 23 avril 2014, le gouvernement a instauré un fonds de soutien dédié aux établissements publics de santé (EPS) dans le but de sécuriser les emprunts structurés considérés comme toxiques. L'enveloppe initiale a été dotée de 100 M€ (financement Assurance Maladie).

Dans un premier temps, le dispositif a été réservé aux établissements remplissant les critères suivants:

- le total des produits de l'EPS est inférieur à 100 M€ au Compte financier 2013,
- l'EPS détient un contrat de prêt structuré classé « hors charte » (classification Gissler) dont le capital est libellé en euros et en cours d'amortissement au 31/12/2014

En février 2015, à la suite de l'abandon du taux plancher de 1,20 franc par la Banque Nationale Suisse, ce dispositif a été étendu aux EPS remplissant les critères suivants (vague 2) :

- le total des produits de l'EPS est compris entre 100 M€ et 200 M€ au Compte financier 2013,
- l'EPS détient un contrat de prêt structuré ; libellé eu Euro et classé « hors charte » dont le taux d'intérêts est indexé sur la seule parité Euro / Franc Suisse.

L'enveloppe d'aide a été augmentée de 300 M€, portée à 400 M€ financés par des contributions bancaires.

Compte tenu de ces critères, 50 établissements sont devenus éligibles au dispositif :

- Vague 1 : 40 établissements,
- Vague 2 : 10 établissements.

La majorité des lots 1 et 2 ont été désensibilisés sur l'année 2016.

Ce rapport présente les données financières des établissements de santé publics et privés à but non lucratif financés à l'activité ou par dotation, issues des comptes financiers (CF) des exercices 2013 à 2016.

Il se compose d'abord d'une étude de l'équilibre financier des établissements selon leurs comptes de résultat sur la période, puis d'une analyse de l'évolution de leur niveau d'endettement parallèlement à leur dynamique d'investissement à partir de leurs tableaux de financement et bilans.

SYNTHESE

Équilibre financier des établissements de santé

Entre 2013 et 2016, les dépenses issues de l'activité de soin progressent quasiment au même rythme que les recettes ; il en découle une légère dégradation du ratio résultat principal rapporté aux produits sur la période considérée (-0.03 points) Cependant, le déficit diminue entre 2015 et 2016 du fait notamment de l'amélioration du solde des dotations - reprises sur amortissements et provisions et de l'augmentation des transferts de charges.

En 2016, le poids moyen du déficit dans les recettes issues de l'activité de soin reste inférieur à 1%. Il est quasi nul pour les établissements privés ex-DG. Il diminue entre 2015 et 2016.

Le taux de résultat global reste faiblement déficitaire au regard du budget global (-0,25% en 2016).

Les taux de marge brute moyen et taux de CAF moyen sont en diminution constante depuis 2013 dans le secteur public alors que la tendance est à la stabilisation pour le secteur privé. Néanmoins, le taux de CAF se maintient à un niveau élevé, soit 4,2% en 2016.

Endettement et investissement des établissements de santé

En 2016, le recours à l'endettement des établissements de santé s'écarte de 2015 :

- Sur les trois derniers exercices, la diminution moyenne annuelle du montant du flux « emprunts » est proche de 10%. Cependant, entre 2015 et 2016, ce flux repart à la hausse
- Entre 2015 et 2016, les établissements continuent de stabiliser l'encours de leur dette (+0.3%)
- La durée apparente de la dette moyenne globale se stabilise entre 2015 et 2016 après une diminution entre 2014 et 2015
- Le poids de l'encours de la dette dans les produits globaux diminue entre 2013 et 2016 pour l'ensemble des catégories d'établissements (de façon plus marquée pour les établissements privés).

Il est à noter que ces constats s'accompagnent d'une réserve : les dispersions statistiques de ces ratios sont importantes.

Par ailleurs, en 2016, pour 17% des établissements en situation d'autofinancement, la capacité d'autofinancement (CAF) ne suffit pas à rembourser l'annuité de remboursement du capital de la dette.

Pour les 83% d'établissements en autofinancement restants, une fois l'annuité du remboursement du capital de la dette remboursée, il reste une partie de CAF à consacrer aux investissements.

Entre 2013 et 2016, le flux d'investissements annuel diminue. Après un ralentissement de cette régression en 2015 par rapport aux années précédentes, la tendance semble être à la stabilisation en 2016 pour les établissements privés ex-DG.

PRECAUTIONS DE LECTURE

Notes de lecture :

Dans l'ensemble du rapport :

- Le terme « privés à but non lucratif » est à lire comme « privés à but non lucratif financés à l'activité ou par dotation ». Dans les graphiques, le terme « EBNL » est employé pour ce même usage.
- La notation « 2016/ 2013 » désigne l'évolution annuelle moyenne entre les exercices 2013 et 2016.
- Les analyses réalisées à partir d'un ratio portent sur le sous ensemble d'établissements pour lequel le ratio est calculable.
- Les produits globaux sont calculés en excluant le compte 7087 « remboursement de frais par les comptes de résultats annexes ».

Les types de recettes (produits) et dépenses (charges) issues de l'activité de soin des établissements (soit du « compte de résultat principal », CRP) sont décrits ci-dessous :

Le plan comptable distingue 3 groupes de **recettes** (produits principaux)...

1. Le paiement par l'assurance maladie des soins délivrés dans l'établissement : ce sont essentiellement les financements des champs MCO, SSR et PSY (77%), les MIGAC (10%), l'activité externe et les urgences (6%).
2. Le règlement du reste à charge des patients : il s'agit majoritairement des versements des patients et/ou de leurs organismes complémentaires (81%) ; ainsi que des recettes issues des prestations réalisées au titre des conventions internationales et de l'AME (15%).
3. Les autres recettes : rétrocession de médicaments (22%), chambre particulière/ télévision (17%), ... Ce groupe inclut également les subventions hors FIR (5%) et les produits exceptionnels (7%) hors produits sur exercices antérieurs à la charge de l'assurance maladie.

... et 4 groupes de **dépenses** (charges principales).

1. Les dépenses de personnel : ce groupe correspond aux montants afférents aux salaires du personnel (rémunération, charges sociales, ...).
2. Les dépenses à caractère médical : il s'agit essentiellement des produits pharmaceutiques et produits à usage médical (49%), ainsi que des fournitures (32%).
3. Les dépenses à caractère hôtelier et général : ce sont principalement le règlement de prestations de type blanchissage, informatique, ... réalisées hors de l'établissement (30%), ainsi que les primes d'assurance (RC, ...) et l'entretien/réparation des biens à caractères non médical (24%).
4. Les autres dépenses : les dépenses d'amortissements, de provisions et dépréciations, financières et exceptionnelles. Ce groupe inclut notamment les provisions pour CET.

Points de vigilance :

Concernant l'évolution des recettes :

- Les évolutions annuelles des autres recettes (et donc du total des recettes) sont à lire avec précaution compte tenu de leur caractère exceptionnellement élevé dans le CF 2012, en raison notamment d'opérations de régularisation de TVA par quelques établissements de taille importante.
- À partir de 2012, les crédits : PDSA, PDSES, FIQCS régional, FMESPP (hors investissements informatiques et immobiliers), programme 204 État, Fonds de prévention AM, MIG CDAG, MIG centre périnataux, MIG éducation thérapeutique sont transférés du groupe de recettes « paiement par l'assurance maladie des soins délivrés dans l'établissement » au groupe « autres recettes » (dans le FIR).
- En 2015, le FIR bascule des autres recettes aux recettes issues du paiement par l'assurance maladie des soins délivrés dans l'établissement.

1. ANALYSE DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

L'analyse de la formation du résultat permet d'étudier l'équilibre financier.

Pour y parvenir, une démarche en entonnoir est appliquée :

- Etude des recettes et des dépenses dans leur ensemble ;
- Décomposition de ces dernières en grands groupes ;
- Eclairages sur les variations importantes au sein de ces groupes.

L'évaluation comparative des recettes et des dépenses permet de conclure sur le niveau du **résultat** afférent à l'activité de l'établissement. D'autres **indicateurs financiers** pertinents seront également étudiés.

1.1. RECETTES, DEPENSES ET RESULTAT

Les éléments structurels identifiés lors de l'analyse réalisée sur l'exercice précédent, couvrant la période 2012-2015, restent pour la plupart valables sur la nouvelle période 2013-2016.

1.1.1. Examen des recettes issues de l'activité de soin des établissements

T 1 I Recettes issues de l'activité de soin par catégorie d'établissements en 2016 et évolutions depuis 2013

Catégorie d'établissements	2016		Evolution			
	Recettes issues de l'activité de soin	Répartition par catégorie d'établissements	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	71 634,6	87,91%	4,53%	1,93%	2,81%	3,09%
<i>CHU</i>	29 972,7	36,78%	5,78%	2,06%	3,31%	3,71%
<i>CH>70M</i>	22 746,8	27,91%	5,01%	1,95%	2,74%	3,23%
Privés à but non lucratif	9 855,0	12,09%	2,61%	2,81%	3,04%	2,82%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	7 561,0	9,28%	2,03%	1,53%	2,34%	1,97%
<i>CLCC</i>	2 294,0	2,82%	4,50%	6,89%	5,18%	5,52%
TOTAL	81 489,6	100,00%	4,29%	2,04%	2,84%	3,05%

Données en millions d'euros

Le montant des recettes issues de l'activité de soin s'élève à 81 489,6 M€ en 2016.



Après une augmentation marquée en 2014, plus atténuée en 2015, l'augmentation en 2016 des recettes issues de l'activité de soin retrouve un niveau proche de 3%. Les évolutions annuelles moyennes des secteurs publics et privés ex-DG sont similaires (+3%).

Compte financier (CF)

T 2 I Recettes issues de l'activité de soin en 2016 et évolution depuis 2013

Recettes issues de l'activité de soin	Montant 2016	TOTAL : Evolution du montant en %			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	62 274,6	2,17%	5,81%	2,00%	3,31%
Règlement du reste à charges des patients	5 993,3	1,46%	-0,17%	-0,97%	0,10%
Autres recettes (3)	13 221,7	15,70%	-12,62%	8,95%	3,27%
(1) et (3)	75 496,3	4,54%	2,23%	3,16%	3,30%
Total des recettes	81 489,6	4,29%	2,04%	2,84%	3,05%

données en millions d'euros

Recettes issues de l'activité de soin	Montant 2016	PUBLICS : Évolution du montant en %			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	54 324,4	2,01%	6,10%	1,92%	3,32%
Règlement du reste à charges des patients	5 406,9	1,35%	-0,54%	-1,16%	-0,12%
Autres recettes (3)	11 903,3	17,76%	-13,61%	9,20%	3,57%
(1) et (3)	66 227,7	4,82%	2,15%	3,15%	3,37%
Total des recettes	71 634,6	4,53%	1,93%	2,81%	3,09%

données en millions d'euros

Recettes issues de l'activité de soin	Montant 2016	PRIVES A BUT NON LUCRATIF : Évolution du montant en %			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	7 950,2	3,24%	3,85%	2,58%	3,22%
Règlement du reste à charges des patients	586,5	2,57%	3,46%	0,82%	2,28%
Autres recettes (3)	1 318,4	-0,75%	-3,26%	6,81%	0,85%
(1) et (3)	9 268,6	2,61%	2,77%	3,19%	2,86%
Total des recettes	9 855,0	2,61%	2,81%	3,04%	2,82%

données en millions d'euros

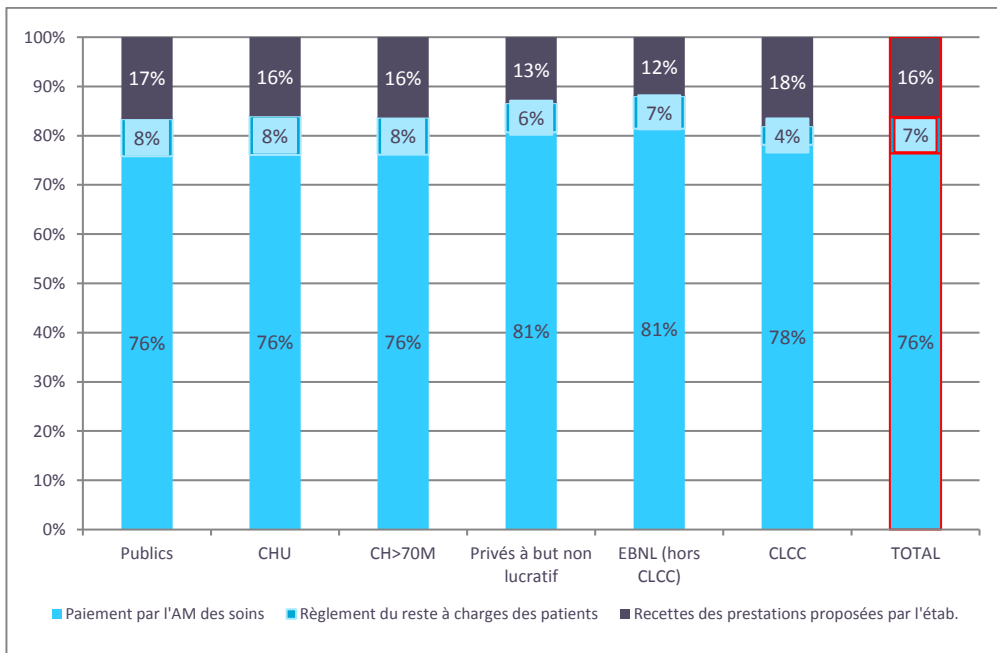
T 3 I Répartition des recettes issues de l'activité de soin en 2016 et évolution depuis 2013

Recettes issues de l'activité de soin	Répartition 2016	TOTAL : Évolution de la répartition en points			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	76,42%	-1,55	2,74	-0,63	0,19
Règlement du reste à charges des patients	7,35%	-0,22	-0,17	-0,28	-0,22
Autres recettes (3)	16,22%	1,77	-2,57	0,91	0,03
(1) et (3)		0,22	0,17	0,28	0,22

Recettes issues de l'activité de soin	Répartition 2016	PUBLICS : Évolution de la répartition en points			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	75,84%	-1,81	3,00	-0,66	0,17
Règlement du reste à charges des patients	7,55%	-0,25	-0,20	-0,30	-0,25
Autres recettes (3)	16,62%	2,07	-2,81	0,97	0,08
(1) et (3)		0,25	0,20	0,30	0,25

Recettes issues de l'activité de soin	Répartition 2016	PRIVES A BUT NON LUCRATIF : Évolution de la répartition en points			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	80,67%	0,49	0,81	-0,36	0,31
Règlement du reste à charges des patients	5,95%	0,00	0,04	-0,13	-0,03
Autres recettes (3)	13,38%	-0,48	-0,85	0,49	-0,28
(1) et (3)	94,05%	0,00	-0,04	0,13	0,03

F 1 I Répartition des recettes issues de l'activité de soin par catégorie d'établissements en 2016



Si l'évolution globale des recettes entre 2015 et 2016 est proche entre les 2 secteurs, la dynamique est contrastée selon les types de recettes. Elle est notamment particulièrement marquée pour les autres recettes (+9%) des établissements publics entre 2015 et 2016.

Les recettes issues du paiement des soins par l'AM augmentent de +2% du fait de la tarification des séjours (0,7 point) et les dotations MIGAC (0,5 point).

Le règlement du reste à charge de patients diminue pour le secteur public mais progresse dans le secteur privé. Dans le secteur public, la baisse s'explique par les produits de la tarification en HC non pris en charge par l'AM (-2,2 points). Pour le secteur privé, la hausse est portée par les prestations de soins délivrées aux patients étrangers (+1,3 points).

La forte augmentation des autres recettes s'explique pour le secteur public via les reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (+3,7 points), ainsi que les transferts de charges (+1,7 points). Pour le secteur privé, elle provient de la hausse des ventes de produits fabriqués (+3,1 points) et la rétrocession de médicaments (+3 points).

La prise en charge par les hôpitaux des nouvelles molécules liées au traitement de l'hépatite C en 2014 et le mouvement du FIR en 2015 entraînent des évolutions marquées au sein des autres recettes.

/9

Compte financier (CF)

1.1.2. Examen des dépenses issues de l'activité de soin des établissements

T 4 I Dépenses issues de l'activité de soin par catégorie d'établissements en 2016 et évolution depuis 2013

Catégorie d'établissements	2016		Evolution			
	Dépenses issues de l'activité de soin	Répartition par catégorie d'établissements	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	72 089,1	87,97%	4,56%	2,21%	2,65%	3,14%
<i>CHU</i>	30 188,8	36,84%	5,75%	2,42%	2,96%	3,70%
<i>CH>70M</i>	22 827,1	27,86%	5,12%	2,35%	2,49%	3,31%
Privés à but non lucratif	9 856,7	12,03%	2,92%	2,34%	2,82%	2,69%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	7 571,7	9,24%	2,58%	1,21%	2,05%	1,94%
<i>CLCC</i>	2 284,9	2,79%	4,04%	5,98%	5,15%	5,05%
TOTAL	81 945,8	100,00%	4,36%	2,23%	2,67%	3,08%

Données en millions d'euros

Le montant des dépenses issues de l'activité de soin s'élève à 81 945,8 M€ en 2016.



Après une augmentation marquée en 2014, les recettes issues de l'activité de soin évoluent en 2015 et 2016 à des niveaux proches. L'évolution annuelle moyenne sur la période est légèrement plus importante pour le secteur public que pour le secteur privé.

T 5 I Dépenses issues de l'activité de soin en 2016 et évolution depuis 2013

Dépenses issues de l'activité de soin	Montant 2016	TOTAL : Évolution du montant en %			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	50 766,3	2,69%	1,79%	1,38%	1,95%
Dépenses à caractère médical	15 053,4	14,68%	3,37%	5,09%	7,60%
Dépenses à caractère hôtelier et général	8 352,0	1,04%	2,55%	3,27%	2,28%
Autres dépenses	7 774,1	1,60%	2,68%	5,96%	3,40%
Total des dépenses	81 945,8	4,36%	2,23%	2,67%	3,08%

données en millions d'euros

Dépenses issues de l'activité de soin	Montant 2016	PUBLICS : Évolution du montant en %			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	44 744,1	2,74%	1,80%	1,39%	1,98%
Dépenses à caractère médical	13 385,7	15,63%	3,16%	4,58%	7,65%
Dépenses à caractère hôtelier et général	6 984,3	0,82%	2,53%	3,21%	2,18%
Autres dépenses	6 975,0	1,71%	2,81%	6,71%	3,72%
Total des dépenses	72 089,1	4,56%	2,21%	2,65%	3,14%

données en millions d'euros

Dépenses issues de l'activité de soin	Montant 2016	PRIVES À BUT NON LUCRATIF : Évolution du montant en %			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	6 022,2	2,29%	1,64%	1,32%	1,75%
Dépenses à caractère médical	1 667,7	7,37%	5,11%	9,24%	7,23%
Dépenses à caractère hôtelier et général	1 367,7	2,19%	2,66%	3,60%	2,82%
Autres dépenses	799,1	0,75%	1,71%	-0,06%	0,80%
Total des dépenses	9 856,7	2,92%	2,34%	2,82%	2,69%

données en millions d'euros

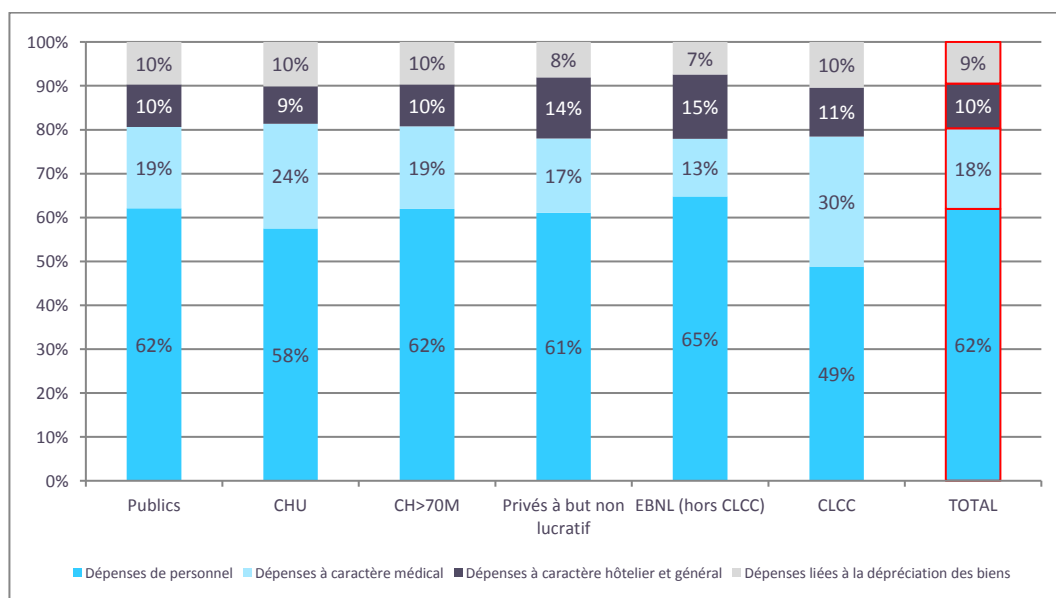
T 6 I Répartition des dépenses issues de l'activité de soin en 2016 et évolution depuis 2013

Dépenses issues de l'activité de soin	Répartition 2016	TOTAL : Évolution de la répartition en points			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	61,95%	-1,03	-0,27	-0,78	-0,69
Dépenses à caractère médical	18,37%	1,61	0,20	0,43	0,74
Dépenses à caractère hôtelier et général	10,19%	-0,33	0,03	0,06	-0,08
Autres dépenses	9,49%	-0,25	0,04	0,30	0,03

Dépenses issues de l'activité de soin	Répartition 2016	PUBLICS : Évolution de la répartition en points			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	62,07%	-1,12	-0,25	-0,77	-0,71
Dépenses à caractère médical	18,57%	1,73	0,17	0,34	0,75
Dépenses à caractère hôtelier et général	9,69%	-0,36	0,03	0,05	-0,09
Autres dépenses	9,68%	-0,26	0,05	0,37	0,05

Dépenses issues de l'activité de soin	Répartition 2016	PRIVES A BUT NON LUCRATIF : Évolution de la répartition en points			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	61,10%	-0,38	-0,42	-0,90	-0,57
Dépenses à caractère médical	16,92%	0,67	0,44	1,03	0,71
Dépenses à caractère hôtelier et général	13,88%	-0,10	0,04	0,10	0,02
Autres dépenses	8,11%	-0,19	-0,05	-0,24	-0,16

F 2 I Répartition des dépenses issues de l'activité de soin par catégorie d'établissements en 2016



La maîtrise des dépenses de personnel est visible sur la période.

Les évolutions des dépenses à caractère médical affichent des niveaux moins élevés qu'en 2014 où elle était fortement influencée par la prise en charge par les hôpitaux des nouvelles molécules liées au traitement de l'hépatite C.

Les dépenses à caractère hôtelier et général augmentent de manière continue sur la période.

Dans le secteur public, les autres dépenses présentent une forte augmentation entre 2015 et 2016 (+6,7%). Cette hausse s'explique par les charges financières (+4 points)

Contrairement aux 2 exercices précédents, en 2016, les dépenses afférentes à l'activité de soin progressent moins rapidement que les recettes ; il en découle une amélioration du résultat.

1.1.3. Les résultats

Note : Un rappel méthodologique sur la lecture d'une boîte à moustaches est consultable en annexe 2.

Le résultat issu de l'activité de soin (résultat principal)

T 7 I Résultat issu de l'activité de soin par catégorie d'établissements en 2016

Catégories d'établissements	2016		
	Excédent réalisé	Déficit réalisé	Résultat principal
Publics	336,993	-791,528	-454,535
CHU	76,650	-292,779	-216,130
CH>70M	126,851	-207,151	-80,300
Privés à but non lucratif	89,408	-91,056	-1,648
EBNL (hors CLCC)	70,056	-80,783	-10,727
CLCC	19,352	-10,272	9,080
TOTAL	426,401	-882,584	-456,183

Données en millions d'euros

En 2016, l'activité de soin est globalement déficitaire à hauteur de -456,2 M€. Toutes les catégories d'établissements présentent un déficit à l'exception des CLCC (excédent de 9,1 M€).

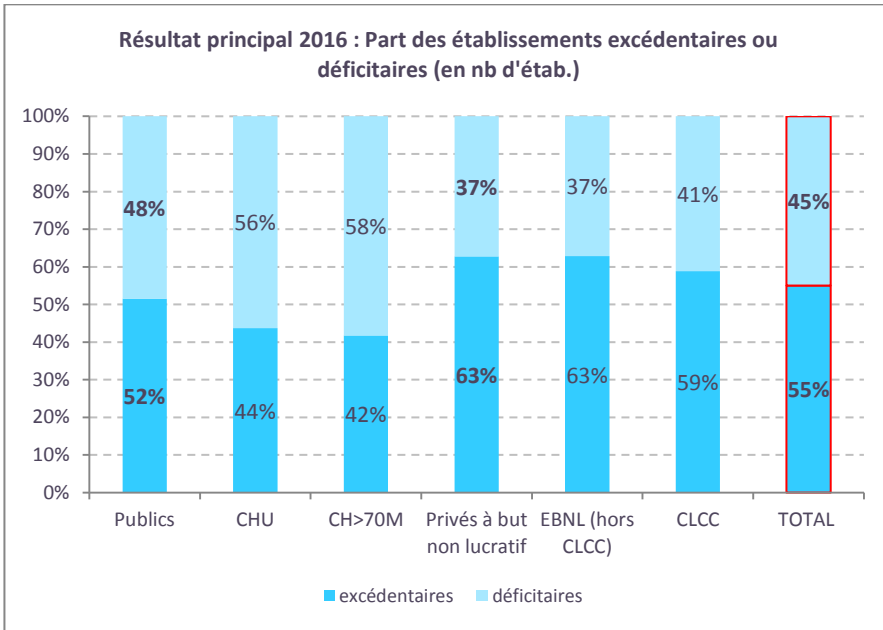
T 8 I Décomposition de l'évolution du résultat issu de l'activité de soin entre 2015 et 2016

Composantes du résultat / 2015-2016	TOTAL	
	Évolution en %	Contribution à la réduction du déficit
(-)Charges exploitation	2,33%	307,26
(+)Produits exploitation	2,13%	-298,13
(-)Charges financières	24,18%	48,69
(+)Produits financiers	193,94%	-14,92
(-)Charges exceptionnels	-2,05%	-3,53
(+)Produits exceptionnels	-10,31%	23,24
(-)Dotations aux amortissements et provisions	1,95%	19,81
(+)Reprises sur amortissements et provisions	28,97%	-71,24
(-)Impôts sur les bénéficiaires et assimilés	32,94%	-0,11
(+)Transferts de charges	147,81%	-34,02
(=)Résultat (déficit) CRP P	-22,96%	-22,96



La réduction du déficit afférent à l'activité de soins entre 2015 et 2016 est majoritairement dû au solde entre les reprises et dotations aux amortissements et provisions avec une contribution à hauteur de -51,4 points.

F 3 I Répartition des établissements selon le résultat CRP issu de l'activité de soin en 2016



En 2016, l'excédent moyen est de l'ordre de 654 K€. Le déficit moyen est proche de 1,7 M€. L'histogramme ci-dessus montre des situations différenciées selon les catégories d'établissements.



Après une diminution continue entre 2013 et 2015, la part des établissements excédentaires 2016 retourne quasiment à son niveau de 2013 : 55%.

T 9 I Formation depuis 2014 de l'excédent et du déficit issus de l'activité de soin par catégorie d'établissements

Catégorie d'établissements	Part de l'excédent des couples excédentaires en N et N-1 dans l'excédent total N			Catégorie d'établissements	Part du déficit des couples déficitaires en N et N-1 dans le déficit total N		
	2014	2015	2016		2014	2015	2016
Publics	84,22%	71,69%	77,79%	Publics	90,61%	91,13%	90,27%
<i>dont CHU</i>	65,18%	83,13%	90,78%	<i>dont CHU</i>	96,79%	94,17%	100,00%
<i>dont CH>70M</i>	84,58%	81,94%	61,68%	<i>dont CH>70M</i>	90,52%	86,66%	87,67%
Privés à but non lucratif	81,50%	67,40%	73,05%	Privés à but non lucratif	89,10%	87,51%	80,39%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	83,23%	73,65%	65,55%	<i>EBNL (hors CLCC)</i>	88,88%	85,70%	83,61%
<i>dont CLCC</i>	70,47%	48,61%	100,00%	<i>dont CLCC</i>	90,10%	100,00%	59,72%
TOTAL	83,75%	70,72%	76,74%	TOTAL	90,38%	90,78%	89,32%



Après une baisse en 2015, la part de l'excédent des établissements se maintenant en excédent repart à la hausse en 2016. L'excédent augmente pour les établissements déjà excédentaires lors de l'exercice précédent.

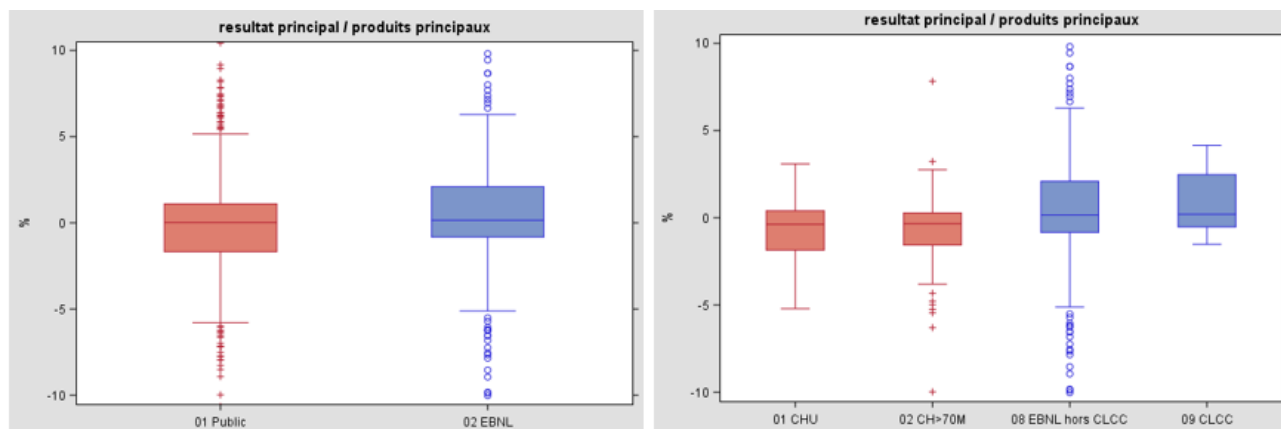
Globalement, 90% du déficit provient d'établissements restant déficitaires.

T 10 I Ratio résultat/ recettes issus de l'activité de soin par catégories d'établissements : valeur et dispersion statistique 2016 ; évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	2016 : résultat principal / produits principaux					Évolution du ratio moyen (en points)			
	Ratio moyen	Écart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	-0,63%	4,24%	-3,76%	0,02%	3,16%	-0,03	-0,27	0,16	-0,05
<i>CHU</i>	-0,72%	1,84%	-3,16%	-0,38%	1,14%	0,03	-0,36	0,35	0,01
<i>CH>70M</i>	-0,35%	2,29%	-3,17%	-0,34%	1,51%	-0,10	-0,39	0,25	-0,08
Privés à but non lucratif	-0,02%	5,25%	-4,12%	0,15%	4,32%	-0,31	0,46	0,22	0,12
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	-0,14%	5,36%	-4,17%	0,15%	4,37%	-0,54	0,32	0,28	0,02
<i>CLCC</i>	0,40%	1,83%	-1,38%	0,20%	3,78%	0,44	0,86	0,03	0,44
TOTAL	-0,56%	4,58%	-3,81%	0,06%	3,78%	-0,07	-0,19	0,17	-0,03

F 4 I Ratio résultat/ recettes issus de l'activité de soin par catégories d'établissements en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements

Compte financier (CF)



En 2016, le poids moyen du déficit dans les recettes issues de l'activité de soin est inférieur à 1%. Il est quasi nul dans le secteur privé.

Le résultat principal des établissements de santé reste faiblement déficitaire au regard de leur budget.



Globalement, après une accentuation de la part du déficit dans les recettes issues de l'activité de soin en 2014 et 2015, cette dernière diminue en 2016.

Le résultat global

L'analyse réalisée pour le résultat principal reste valable sur le budget global de l'établissement.

Note : Le résultat global et sa composition sont détaillés en annexe 3.

1.2. RATIOS EN LIEN AVEC L'EXPLOITATION

En s'appuyant sur les taux de marge brute et taux de CAF, cette partie affine l'analyse de l'équilibre financier.

1.2.1. Le taux de marge brute

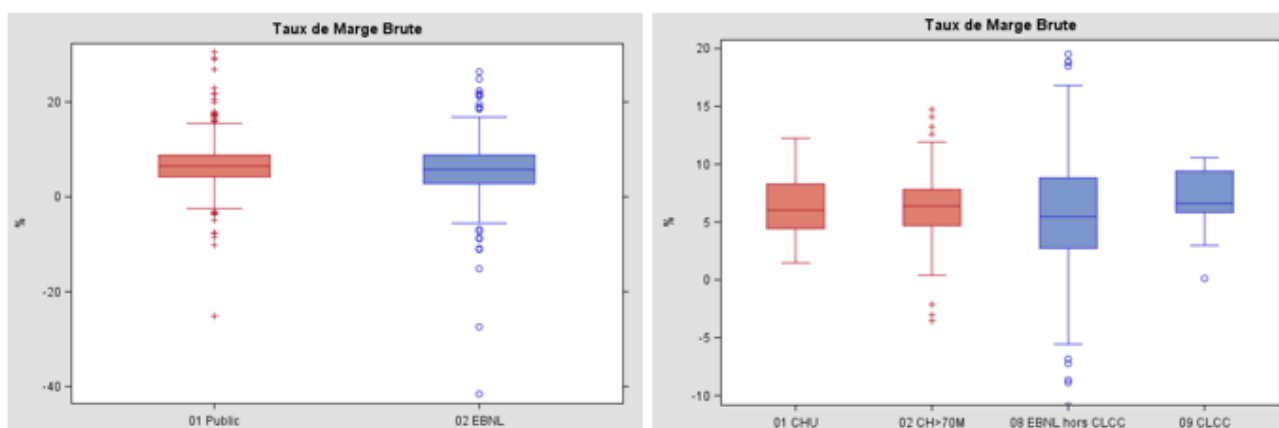
La marge brute est le premier indicateur de l'équilibre financier à long terme de l'établissement. Composante du résultat d'exploitation, elle correspond aux produits courants de fonctionnement auxquels sont retirées les charges nettes courantes de fonctionnement.

Le taux de marge brute rapporte la marge brute aux produits courants de fonctionnement.

T 11 | Taux de marge brute par catégorie d'établissements : valeur et dispersion statistique 2016 ; évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	Taux de marge brute 2016					Évolution du ratio moyen (en points)			
	ratio moyen	Écart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	5,92%	4,44%	1,90%	6,51%	11,58%	-0,46	-0,36	-0,20	-0,34
<i>CHU</i>	5,64%	2,57%	2,90%	6,04%	9,29%	-0,79	-0,44	-0,18	-0,47
<i>CH>70M</i>	6,33%	3,01%	2,56%	6,38%	9,53%	-0,30	-0,47	-0,28	-0,35
Privés à but non lucratif	4,65%	6,34%	-0,39%	5,74%	12,75%	-0,02	0,03	0,10	0,04
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	4,17%	6,46%	-0,60%	5,47%	12,87%	-0,18	-0,02	0,20	0,00
<i>CLCC</i>	6,27%	2,82%	2,97%	6,60%	10,54%	0,49	0,12	-0,28	0,11
TOTAL	5,78%	5,12%	1,29%	6,34%	12,03%	-0,41	-0,32	-0,17	-0,30

F 5 | Taux de marge brute en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



En 2016, plus de la moitié des établissements ont un taux de marge brute supérieur à 6%, taux souvent préconisé pour le respect de l'équilibre financier.



Depuis 2014, le taux de marge brute moyen des établissements diminue. Cette baisse est cependant deux fois moins importante en 2016 qu'en 2015.

Le taux de marge brute moyen des établissements du secteur privé repart à la hausse en 2016.

1.2.2. Le taux de CAF (capacité d'autofinancement)

La CAF correspond aux ressources qui permettent à l'établissement de développer l'investissement mais aussi de rembourser ses emprunts.

La politique d'amortissement, si elle est dynamique et si la situation de l'établissement le permet, peut permettre de dégager de la CAF et ainsi de préparer sa capacité future d'investir. À l'inverse, une politique d'amortissement, avec des durées d'amortissement longues, favorise le résultat à court terme de l'établissement, mais ampute sa capacité future d'abonder la CAF.

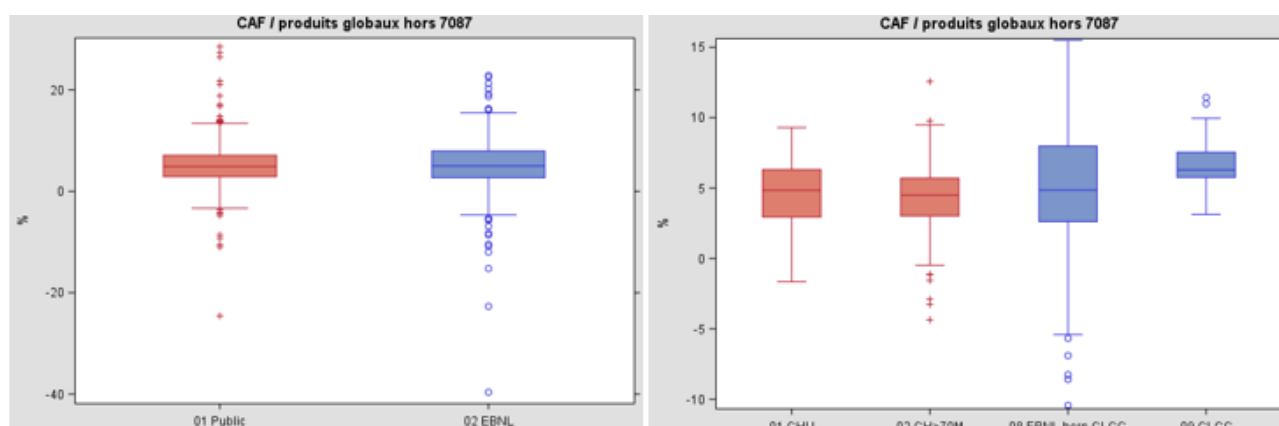
En 2016, la CAF est négative pour 8% des établissements (part à nuancer légèrement selon les catégories d'établissements).

Le **taux de CAF** (part de la CAF dans les produits globaux) permet de positionner la capacité d'investissements dans l'ensemble des produits.

T 12 I Taux de CAF par catégorie d'établissements : valeur et dispersion statistique 2016 ; évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	Taux de CAF 2016					Evolution du ratio moyen (en points)			
	ratio moyen	Ecart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	4,13%	4,00%	0,73%	4,92%	9,28%	-0,45	-0,24	-0,33	-0,34
<i>CHU</i>	3,79%	2,75%	1,20%	4,84%	7,18%	-0,81	-0,25	-0,45	-0,50
<i>CH>70M</i>	4,31%	2,54%	0,91%	4,50%	6,74%	-0,31	-0,35	-0,36	-0,34
Privés à but non lucratif	4,45%	5,65%	0,22%	5,01%	11,38%	-0,11	-0,08	0,32	0,04
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	3,98%	5,75%	0,13%	4,86%	11,39%	-0,35	-0,07	0,42	0,00
<i>CLCC</i>	6,04%	2,51%	3,42%	6,30%	10,99%	0,66	-0,19	-0,05	0,14
TOTAL	4,16%	4,58%	0,62%	4,94%	9,96%	-0,41	-0,22	-0,26	-0,30

F 6 I Taux de CAF en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



En 2016, la baisse du taux de CAF moyen est proche de la tendance 2015.

Comme pour le taux de marge brute moyen, le taux de CAF moyen est en diminution constante depuis 2014. La tendance est à la stabilisation dans le secteur privé.

Néanmoins, malgré son infléchissement, le taux de CAF se maintient à un niveau supérieur à 4%.



1.3. FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION

Le besoin en fonds de roulement (BFR) de l'établissement correspond aux capitaux nécessaires pour assurer son exploitation.

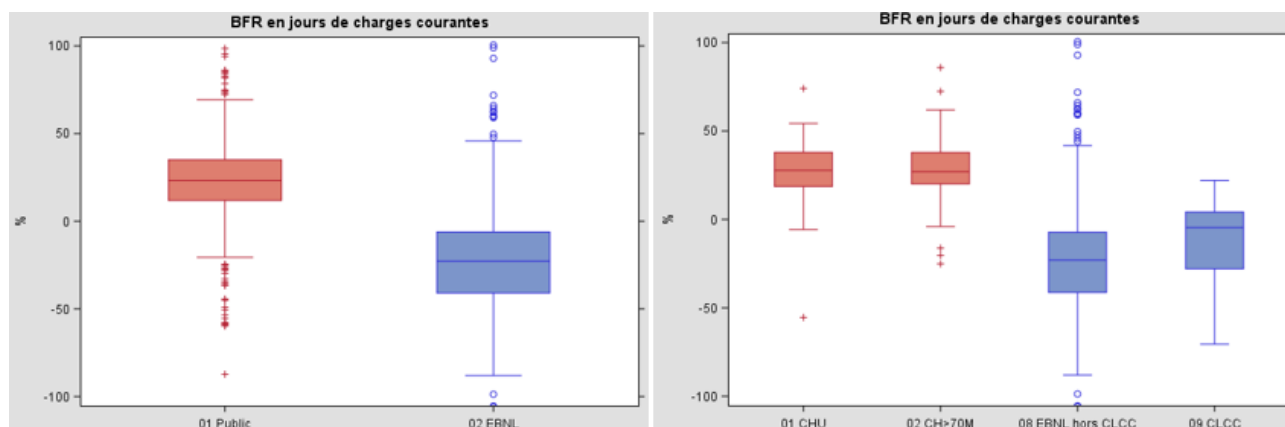
Il s'agit de la différence entre l'actif circulant et le passif circulant. L'actif circulant représente les besoins immédiats qu'il est nécessaire de financer pour alimenter le cycle d'exploitation (stocks et créances), alors que le passif circulant correspond à l'ensemble des dettes dont le dénouement est prévu à court terme (principalement les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales). Ainsi, le BFR correspond à l'avance financière que doit effectuer l'établissement pour assurer ses prestations. Il est influencé par le délai de recouvrement de créances, le délai de paiement des fournisseurs Il a vocation à être couvert par le fonds de roulement (différence entre le passif long terme et l'actif long terme) afin de dégager une trésorerie.

L'indicateur **BFR en jours de charges courantes** rapporte le BFR aux charges courantes de fonctionnement et est multiplié par 365.

T 13 I BFR en jours de charges courantes par catégorie d'établissements : valeur et dispersion statistique 2016 ; évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	BFR en jours de charges courantes 2016					Evolution du ratio moyen (en valeur)			
	ratio moyen	Ecart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	25,87	27,02	-0,73	23,23	49,13	-1,22	-1,52	-3,43	-2,06
<i>CHU</i>	27,79	21,08	13,69	27,74	45,17	-2,30	-0,18	-3,80	-2,10
<i>CH>70M</i>	28,83	21,03	12,11	27,00	50,65	-0,56	-2,63	-3,29	-2,16
Privés à but non lucratif	-25,12	98,70	-66,89	-22,77	15,79	-0,43	-2,24	4,48	0,60
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	-26,20	100,96	-67,99	-23,00	15,43	-1,27	-2,45	4,97	0,42
<i>CLCC</i>	-21,33	26,75	-66,13	-4,63	16,84	2,39	-1,72	2,77	1,14
TOTAL	20,01	64,73	-38,12	15,52	46,11	-1,04	-1,62	-2,58	-1,75

F 7 I BFR en jours de charges courantes en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



En 2016, plus de la moitié des établissements privés ont un BFR négatif. Leur mode de gestion financière semble donc axé sur une maîtrise longue des délais de paiement « fournisseurs » allié à une rapidité d'encaissement des créances. La disparité entre établissements est toutefois importante. Cette situation est beaucoup plus rare dans les établissements publics (en raison notamment de l'application du Code des Marchés Publics).



Sur les 3 derniers exercices, le BFR moyen en jours de charges courantes diminue. L'ampleur de cette baisse s'amplifie chaque année. La situation est cependant hétérogène selon les catégories d'établissements.

Entre 2014 et 2016,

↪ Les évolutions annuelles moyennes des recettes issues de l'activité de soin des deux secteurs sont proches : +3%.

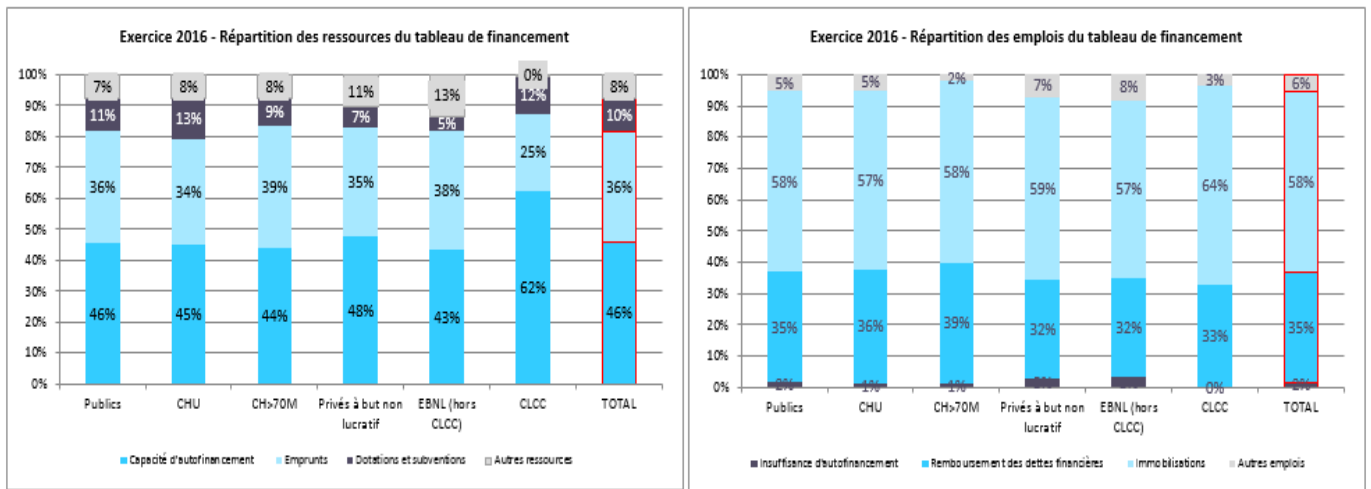
↪ L'évolution annuelle moyenne des dépenses issues de l'activité sur la période est légèrement plus marquée pour le secteur public que pour le secteur privé : +3,1% vs +2,7%.

Contrairement aux 2 exercices précédents, en 2016, les dépenses progressent moins rapidement que les recettes. En conséquence, le résultat CRP repart en amélioration. En 2016, le poids moyen du déficit dans les recettes issues de l'activité de soin reste inférieur à 1%.

De même, le résultat global s'améliore nettement. Il reste faiblement déficitaire au regard du budget global (-0,25%).

Par ailleurs, le tableau de financement (TDF) apporte un supplément d'information en recensant les variations des ressources et emplois pendant l'exercice. Il montre également dans quelle mesure les ressources (notamment la CAF) ont financé les emplois (notamment les investissements).

F 8 I Composition des ressources et des emplois du tableau de financement par catégorie d'établissements en 2016



T 14 I Evolution depuis 2013 de la composition des ressources et des emplois

RESSOURCES	TOTAL : Evolution de la répartition en points			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Capacité d'autofinancement	5,96	-0,48	-1,24	1,42
Emprunts	-3,62	-3,70	2,48	-1,61
Dotations et subventions	2,00	3,10	-2,01	1,03
Autres ressources	-4,34	1,08	0,77	-0,83

EMPLOIS	TOTAL : Evolution de la répartition en points			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Insuffisance d'autofinancement	-0,02	0,25	0,68	0,31
Remboursement des dettes financières	2,53	-0,56	1,35	1,11
Immobilisations	-4,17	-0,49	-3,36	-2,67
Autres emplois	1,66	0,81	1,32	1,26

En 2016, globalement, les emprunts représentent 36% des ressources du tableau de financement. Cette part est similaire entre les catégories d'établissements (en dehors peut-être des CLCC où elle est inférieure). Le remboursement des dettes financières et les investissements représentent respectivement 35% et 58% des emplois. Le poids de ces deux postes est différent selon les catégories d'établissements.

En 2016, la composition de la structure des ressources dégagées est modifiée. En effet, la part des dotations et subventions a diminué au profit de la part des emprunts. Ce constat n'est cependant pas partagé pour toutes les catégories. Les CHU présentent une forte chute de la part des emprunts alors que pour les CH >70M elle s'accroît au détriment de la CAF. Les évolutions de la composition des ressources sont particulièrement marquées.

Concernant la composition des emplois, la part des immobilisations est en baisse continue depuis 2013. En 2016, la part du remboursement des dettes financières augmente en particulier pour les CH >70M et les privés à but non lucratif.

2. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT ET DES INVESTISSEMENTS

La maîtrise du niveau d'endettement reste fondamentale afin d'assurer le financement de l'exploitation courante et les investissements de l'établissement.

Celle-ci s'analyse en s'appuyant sur le tableau de financement et le bilan.

Dans un premier temps, la **dette** et le niveau de l'encours (**bilan**) qui en résulte seront examinés. Cette étude sera complétée par une analyse d'**indicateurs financiers** sélectionnés.

Ensuite, le rôle de couverture du remboursement des emprunts joué par la CAF sera vérifié. Pour les établissements respectant ce critère, la capacité à investir avec le montant de CAF restant sera abordée.

Enfin, la nature des investissements et la **dynamique d'investissement** concluront cette partie.

2.1. ENDETTEMENT NET ET ENCOURS DE LA DETTE

T 15 I Endettement net par catégorie d'établissements en 2016

Catégories d'établissements	2016			
	Emprunts	Remboursement des dettes financières	Endettement net des remboursements	Endettement net des remboursements après retraitement du 16449
Publics	2 673,5	2 583,8	89,7	83,4
<i>CHU</i>	921,6	1 015,7	-94,0	-94,0
<i>CH>70M</i>	972,3	904,4	67,9	62,2
Privés à but non lucratif	350,6	294,7	55,9	56,2
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	295,3	226,9	68,4	68,7
<i>CLCC</i>	55,3	67,7	-12,5	-12,5
TOTAL	3 024,1	2 878,5	145,6	139,6

Données en millions d'euros

T 16 I Évolutions depuis 2013 de l'endettement net

Catégories d'établissements	Évolution de l'endettement net (TDF)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Emprunts	-23,60%	-11,11%	8,28%	-9,74%
Remboursement des dettes financières	-1,69%	-6,80%	2,45%	-2,08%
Endettement net des remboursements	-88,15%	-116,54%	-793,90%	-48,57%
Endettement net des remboursements (après retraitement du 16449)	-85,35%	-114,30%	-720,05%	-49,36%

En 2016, le montant des remboursements des dettes financières est inférieur à celui des emprunts, entraînant un endettement net globalement positif (+145,6 M€). Ce constat n'est pas valable pour les CHU et les CLCC.

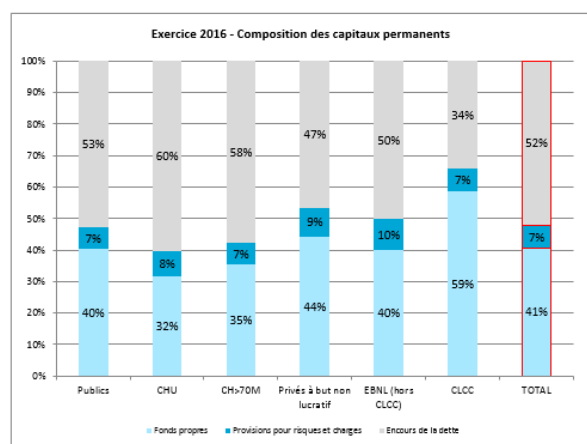


Après une diminution sur deux exercices précédents, le montant annuel des emprunts augmente en 2016. Sur les 3 derniers exercices, la diminution moyenne annuelle du montant du flux « emprunts » est proche de 10%.

Le remboursement des dettes financières suit les mêmes tendances.

Ces flux relatifs à la dette aboutissent à la composition des capitaux permanents suivante :

F 9 I Capitaux permanents par catégorie d'établissements : valeur et composition en 2016 ; évolution depuis 2013



Catégories d'établissements	2016 Capitaux permanents	Evolution			
		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	57 565,79	0,19%	-0,26%	-0,99%	-0,35%
CHU	19 307,52	-1,14%	1,05%	-2,58%	-0,90%
CH>70M	17 939,84	0,98%	-2,46%	-1,59%	-1,03%
Privés à but non lucratif	5 767,90	0,13%	-0,66%	0,26%	-0,09%
EBNL (hors CLCC)	4 475,06	-0,79%	-1,74%	0,17%	-0,79%
CLCC	1 292,08	3,35%	2,94%	0,55%	2,27%
TOTAL	63 333,69	0,19%	-0,30%	-0,87%	-0,33%

Données en millions d'euros

T 17 I Encours de la dette par catégorie d'établissements : valeur et composition en 2016 ; évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	2016	Evolution de l'encours de la dette			
	Encours de la dette (BILAN)	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	30 404,62	0,79%	0,27%	0,57%	0,54%
CHU	11 644,10	0,64%	1,76%	-0,25%	0,72%
CH>70M	10 371,78	1,47%	-0,64%	1,00%	0,60%
Privés à but non lucratif	2 685,44	-1,03%	-3,18%	-2,52%	-2,25%
EBNL (hors CLCC)	2 242,50	-1,62%	-3,97%	-2,34%	-2,65%
CLCC	442,94	1,83%	0,54%	-3,35%	-0,35%
TOTAL	33 090,06	0,63%	-0,03%	0,32%	0,31%

Données en millions d'euros

Catégories d'établissements	Composition de l'encours de la dette 2016		
	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Emprunts et dettes financières divers
Publics	7,76%	86,63%	5,61%
CHU	19,99%	75,14%	4,87%
CH>70M	0,28%	92,69%	7,03%
Privés à but non lucratif	0,90%	76,80%	22,30%
EBNL (hors CLCC)	1,08%	72,34%	26,59%
CLCC	0,00%	99,42%	0,58%
TOTAL	7,21%	85,83%	6,96%



En 2016, les capitaux permanents affichent une légère diminution, toutefois plus marquée qu'en 2015. Cette évolution est liée à la baisse des fonds propres. En effet, l'augmentation de l'encours de la dette est peu significative.

La composition de l'encours de la dette poursuit son évolution caractérisée par une augmentation de la part des emprunts obligataires.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la charge de la dette selon le critère d'appartenance au dispositif d'accompagnement des établissements publics de santé dans la sécurisation de leurs contrats de prêts structurés.

La charge de la dette d'un exercice est définie comme la somme des charges financières et du remboursement des dettes financières hors opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie de l'exercice.

T 18 I Charge de la dette selon le critère d'appartenance au dispositif ; valeur 2016 et évolution depuis 2013

Appartenance au dispositif	Charge de la dette			
	2016	2014/2013	2015/2014	2016/2015
Oui - Phase 1- décembre 2015	204,4	11,01%	39,34%	484,57%
Oui - Phase 2 – avril à sept 2016	445,0	-10,66%	2,87%	151,09%
Oui	649,4	-8,71%	6,86%	198,73%
Non - Publics	3 178,4	6,80%	-3,64%	1,20%
Non - Privés à but non lucratif	362,4	-7,73%	10,06%	20,56%
Non	3 540,8	5,47%	-2,55%	2,95%
TOTAL	4 190,2	4,56%	-2,02%	14,90%

Données en millions d'euros



Selon le calendrier d'allocation des fonds, les opérations ont été réalisées en deux phases :
 o Phase 1 : décembre 2015
 o Phase 2 : avril à septembre 2016
 Ce découpage en lot a permis d'allouer 100 M€ pour le lot 1 et 300 M€ pour le lot 2, la priorisation des établissements du lot 1 étant liée à la toxicité importante de leurs encours.
 En 2016, l'impact de l'appartenance au dispositif d'accompagnement dans la sécurisation des contrats de prêts structurés sur l'évolution de la charge de la dette est visible.

2.2. GESTION DE L'ENDETTEMENT

L'analyse de la gestion de l'endettement peut être affinée par l'analyse d'indicateurs appropriés :

- Durée apparente de la dette ;
- Indépendance financière ;
- Taux d'endettement.

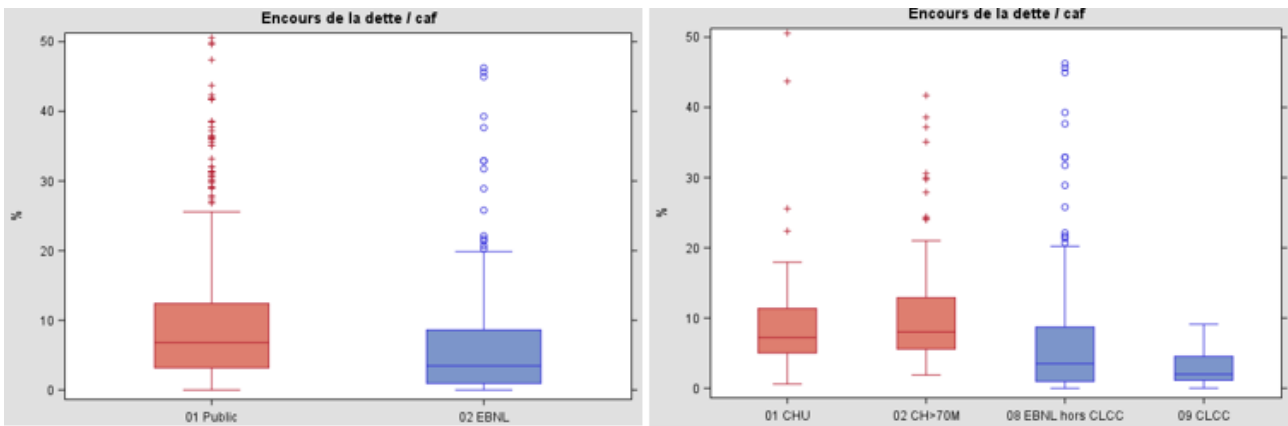
2.2.1. Durée apparente de la dette (ratio encours de la dette/ CAF)

Ce ratio permet de mesurer, au 31 décembre de l'exercice, le nombre d'années d'autofinancement nécessaire pour rembourser l'intégralité de la dette si l'ensemble des ressources d'autofinancement y étaient consacrées. Si l'établissement est en insuffisance d'autofinancement (IAF), l'indicateur n'est pas calculé.

T 19 I Durée apparente de la dette par catégorie d'établissements : valeur et dispersion statistique 2016 ; évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	Durée apparente de la dette 2016 (en années)					Evolution du ratio moyen (en années)			
	ratio moyen	Ecart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	8,26	275,75	1,12	6,79	23,76	0,47	-0,24	0,21	0,15
<i>CHU</i>	8,46	11,60	2,78	7,22	25,57	0,98	-0,82	0,62	0,26
<i>CH>70M</i>	9,13	117,17	3,60	8,04	24,00	0,20	0,52	0,05	0,26
Privés à but non lucratif	5,27	32,94	0,14	3,46	17,40	0,13	-0,03	-0,50	-0,13
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	6,14	33,81	0,14	3,50	17,50	0,58	0,02	-0,66	-0,02
<i>CLCC</i>	3,20	2,94	0,20	1,99	8,38	-0,57	-0,06	-0,26	-0,29
TOTAL	7,90	230,36	0,63	5,62	21,36	0,42	-0,22	0,09	0,10

F 10 I Durée apparente de la dette en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



Après une baisse en 2015, la durée apparente de la dette moyenne globale se stabilise en 2016. Elle reste inférieure à 10 ans (valeur généralement préconisée).

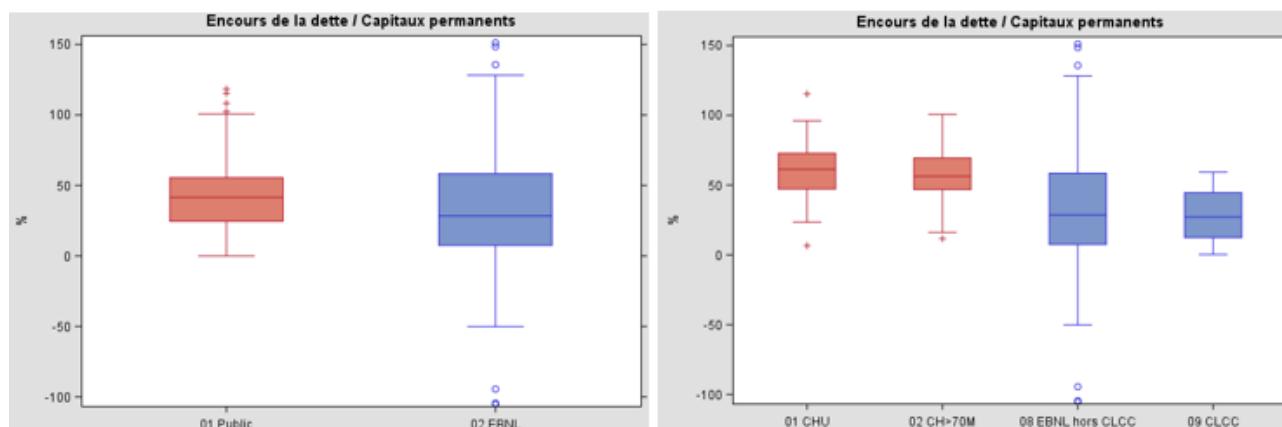
2.2.2. Ratio d'indépendance financière (poids de l'encours de la dette dans les capitaux permanents)

Ce ratio mesure en réalité la dépendance financière (plus il est élevé, plus la dépendance est élevée). Il évalue le poids de l'endettement dans l'ensemble des ressources stables ou capitaux permanents. Il est à étudier avec précaution car dans le cadre de la certification des comptes des opérations peuvent toucher le haut de bilan.

T 20 I Ratio d'indépendance financière par catégorie d'établissements : valeur et dispersion statistique 2016 ; évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	Ratio d'indépendance financière 2016					Évolution du ratio moyen (en points)			
	ratio moyen	Écart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	52,82%	42,47%	8,70%	41,58%	70,69%	0,31	0,27	0,82	0,47
<i>CHU</i>	60,31%	23,24%	30,38%	61,30%	87,15%	1,04	0,41	1,42	0,96
<i>CH>70M</i>	57,81%	18,50%	28,96%	56,34%	82,32%	0,26	1,02	1,47	0,92
Privés à but non lucratif	46,56%	168,36%	0,25%	28,35%	83,55%	-0,56	-1,22	-1,30	-1,03
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	50,11%	172,55%	0,23%	28,66%	83,89%	-0,43	-1,17	-1,26	-0,95
<i>CLCC</i>	34,28%	20,07%	3,54%	27,20%	56,83%	-0,55	-0,85	-1,38	-0,93
TOTAL	52,25%	100,14%	4,26%	38,78%	72,69%	0,23	0,14	0,62	0,33

F 11 I Ratio d'indépendance financière en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



En 2016, plus de la moitié des établissements ont un encours de la dette qui représente moins de la moitié des capitaux permanents. Ce n'est cependant pas le cas des CHU et des CH>70M.



Si l'évolution du ratio est modeste en 2015, la hausse est plus marquée en 2016, notamment pour les CHU et les CH>70M.

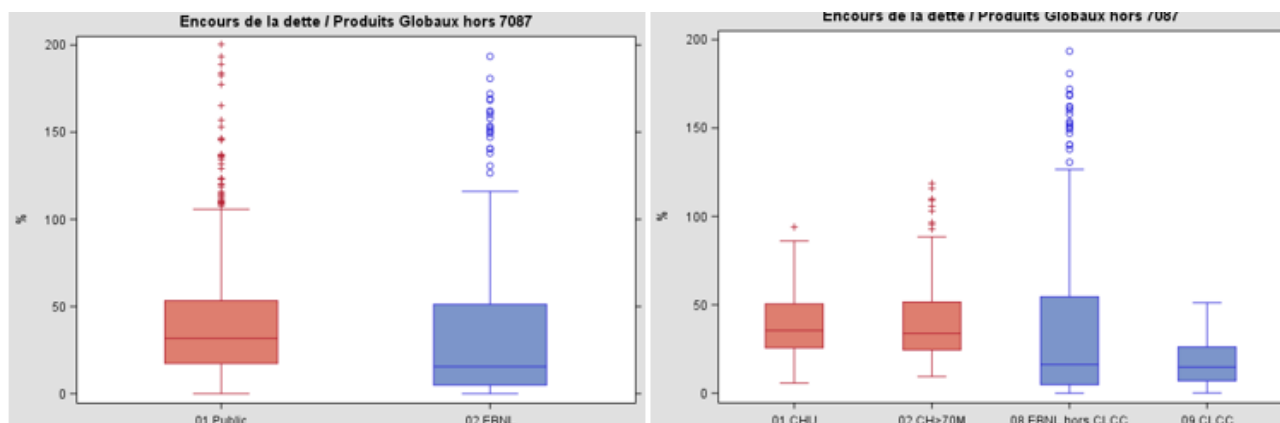
En 2016, le ratio dépasse les 50% (ratio préconisé).

2.2.3. Taux d'endettement (poids de l'encours de la dette dans les produits globaux)

T 21 I Taux d'endettement par catégorie d'établissements : valeur et dispersion statistique 2016 ; évolutions depuis 2013

Catégories d'établissements	Poids de l'encours dans les produits globaux 2016					Évolution du ratio moyen (en points)			
	ratio moyen	Écart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	38,42%	38,73%	6,78%	31,72%	82,58%	-1,44	-0,63	-0,84	-0,97
CHU	37,50%	21,17%	14,75%	35,45%	65,62%	-1,88	-0,19	-1,40	-1,15
CH>70M	42,46%	25,39%	18,31%	33,80%	78,79%	-1,54	-1,08	-0,74	-1,12
Privés à but non lucratif	26,76%	47,36%	0,52%	15,49%	93,41%	-1,11	-1,73	-1,50	-1,45
EBNL (hors CLCC)	28,97%	48,27%	0,53%	16,17%	93,58%	-1,22	-1,74	-1,36	-1,44
CLCC	19,31%	14,44%	1,15%	14,75%	42,38%	-0,59	-1,33	-1,70	-1,21
TOTAL	37,11%	41,67%	3,27%	27,83%	86,43%	-1,38	-0,76	-0,92	-1,02

F 12 I Taux d'endettement en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



En 2016, la moitié des établissements publics présentent un encours de dette excédant 30% des produits globaux (notamment pour les CHU où le poids de l'encours dans les produits globaux est de 35,4%).



Entre 2016 et 2013, le poids de l'encours de la dette dans les produits globaux diminue pour l'ensemble des catégories d'établissements, de façon plus marquée pour les établissements privés.

Sur les trois derniers exercices, le montant du flux d'emprunts diminue en moyenne annuelle de 10%. En 2016, l'encours de la dette connaît une légère hausse (+0,3%). Il diminue de manière plus sensible dans les établissements privés.

En 2016, le nombre d'années nécessaire à rembourser l'encours de la dette de l'ensemble des établissements en y consacrant l'intégralité de leur autofinancement semble se stabiliser par rapport à 2015.

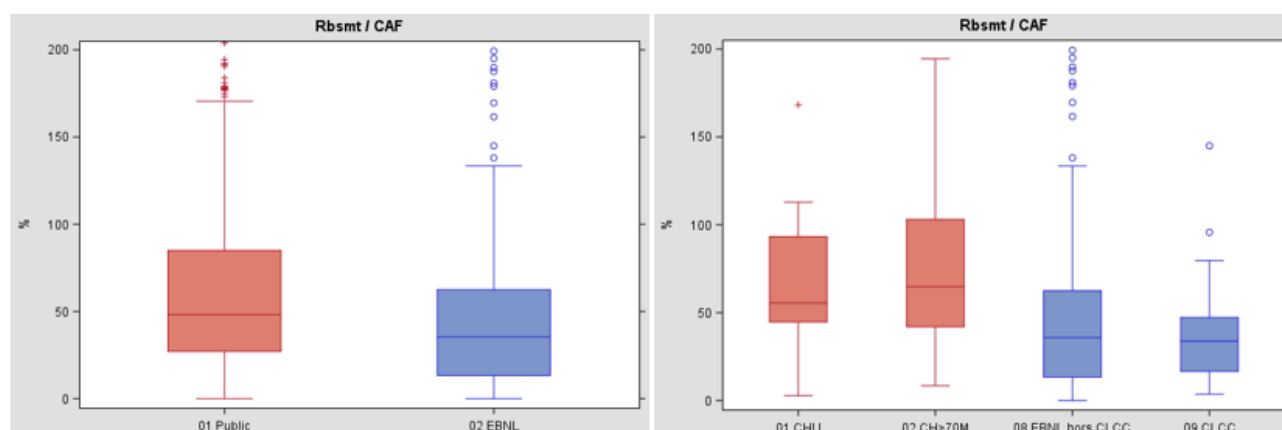
La CAF joue-t-elle son rôle de couverture du remboursement des emprunts ?

Pour les établissements en situation de capacité d'autofinancement, la **capacité de remboursement de la dette** (Annuité de remboursement du capital [c/16 hors c/16449, 1632, 166, 1688] / CAF) permet d'une part d'identifier s'ils dégagent une **CAF nette** positive (ratio < 100%) et d'autre part de mesurer le poids de leurs échéances annuelles des dettes sur leurs ressources internes. Un ratio supérieur à 50% est généralement révélateur d'un excès d'endettement au regard de la capacité d'autofinancement.

T 22 I Capacité de remboursement de la dette par catégorie d'établissements : valeur et dispersion statistique 2016, évolutions depuis 2013

Catégories d'établissements	Capacité de remboursement de la dette 2016					Évolution du ratio moyen (en points)			
	ratio moyen	Écart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	66,09%	1438,11%	13,32%	48,15%	158,71%	6,50	-2,10	4,25	2,89
<i>CHU</i>	68,97%	71,34%	20,00%	55,43%	215,96%	12,03	7,44	-0,37	6,37
<i>CH>70M</i>	72,90%	1181,31%	24,31%	64,77%	160,71%	3,31	-8,34	9,92	1,63
Privés à but non lucratif	59,83%	143,07%	1,23%	35,43%	103,27%	-5,12	7,17	11,23	4,43
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	64,41%	146,46%	0,47%	35,84%	103,27%	-3,40	7,28	11,26	5,05
<i>CLCC</i>	48,86%	57,00%	3,89%	33,81%	144,94%	-7,03	7,32	10,66	3,65
TOTAL	65,32%	1200,31%	8,58%	44,44%	138,04%	5,16	-1,11	4,99	3,01

F 13 I Capacité de remboursement de la dette en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



En 2016, pour 17% des établissements, la CAF ne permet pas de rembourser l'annuité de remboursement du capital (i.e. : CAF nette négative)

Par ailleurs, la quasi moitié des établissements publics présentent une annuité de remboursement du capital de la dette supérieure à la moitié de la CAF. Ce ratio affiche une grande dispersion.

Entre 2013 et 2016, parmi les établissements dont la CAF est positive, la part des établissements affichant une CAF nette positive diminue.



Par ailleurs, en 2016, le montant global de CAF nette présente une baisse.

Après une diminution de la part de l'annuité de remboursement du capital de la dette dans la CAF en 2015, cette dernière augmente en 2016.

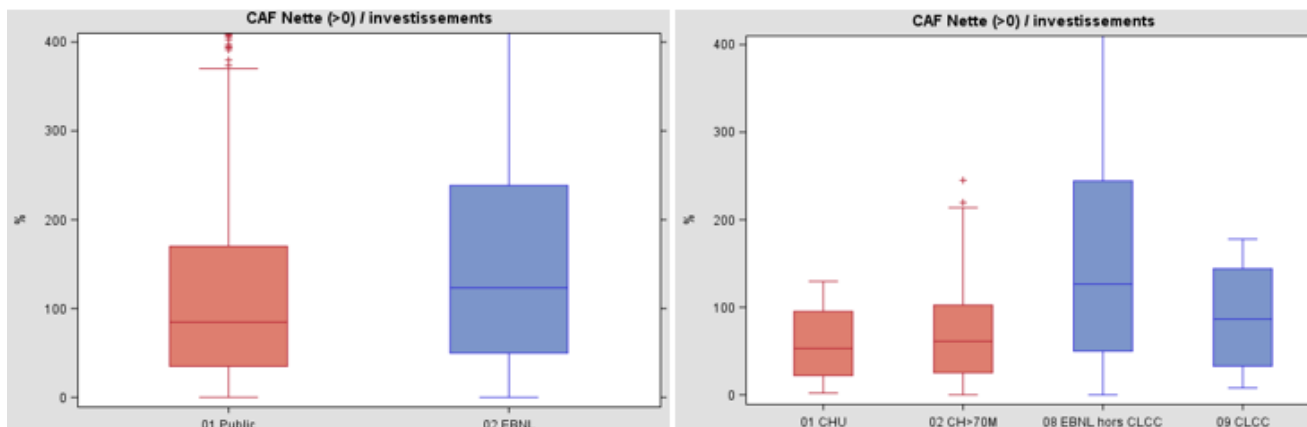
Quelle part de la CAF nette des remboursements d'emprunts est consacrée aux investissements ?

Les établissements dégagant une CAF nette positive peuvent consacrer une part de leur montant d'autofinancement au financement des investissements. Le ratio « **CAF nette / investissements** » permet alors de mesurer leur capacité à couvrir leurs investissements courants par leur autofinancement. Un ratio supérieur à 100% démontre la capacité de l'établissement à autofinancer son investissement courant. Dans le cas contraire, pour réaliser ce financement, l'établissement doit soit puiser dans son fonds de roulement soit solliciter un concours extérieur.

T 23 I Ratio CAF nette/investissements (avec CAF nette >0) par catégorie d'établissements et dispersion statistique 2016, évolutions depuis 2013

Catégories d'établissements	CAF nette / Investissements 2016 (avec CAF nette > 0)					Evolution du ratio moyen (en points)			
	ratio moyen	Ecart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	45,70%	286,45%	14,34%	84,74%	320,07%	-1,05	3,32	-0,04	0,74
<i>CHU</i>	34,83%	43,54%	10,13%	52,94%	124,37%	-14,87	3,21	-4,50	-5,39
<i>CH>70M</i>	41,79%	52,26%	15,26%	61,16%	140,55%	7,15	-0,79	-0,30	2,02
Privés à but non lucratif	62,65%	647,58%	17,85%	123,30%	580,25%	0,41	0,67	-0,30	0,26
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	57,11%	663,45%	17,85%	126,49%	580,25%	-3,56	0,19	-8,78	-4,05
<i>CLCC</i>	80,09%	184,75%	17,89%	86,51%	177,85%	8,29	1,23	19,96	9,82
TOTAL	47,67%	443,00%	15,66%	97,77%	371,47%	-0,64	3,35	-0,02	0,90

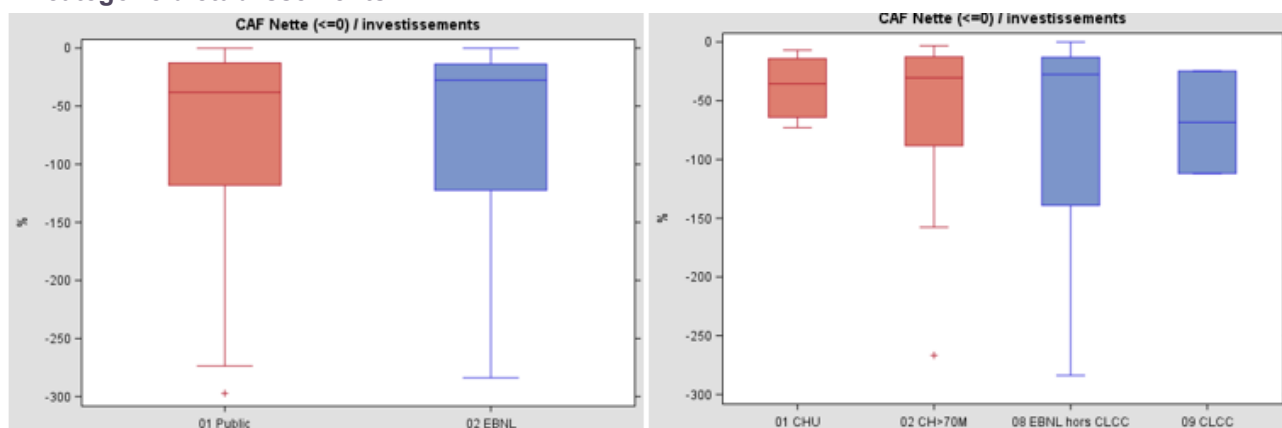
F 14 I Ratio CAF nette/investissements (avec CAF nette >0) en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



T 24 I Ratio CAF nette/investissements (avec CAF nette <=0) par catégorie d'établissements et dispersion statistique 2016, évolutions depuis 2013

Catégories d'établissements	CAF nette / Investissements 2016 (avec CAF nette <= 0)					Évolution du ratio moyen (en points)			
	ratio moyen	Écart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	-48,84%	454,56%	-273,63%	-38,06%	-4,95%	-1,32	11,03	-25,36	-5,22
CHU	-33,65%	26,48%	-72,92%	-35,62%	-6,98%	-7,76	3,69	-9,98	-4,69
CH>70M	-75,50%	575,33%	-144,33%	-30,40%	-6,07%	11,41	-0,18	-37,06	-8,61
Privés à but non lucratif	-98,07%	882,10%	-1064,55%	-27,56%	-2,61%	6,87	-69,68	-26,89	-29,90
EBNL (hors CLCC)	-128,28%	905,68%	-1064,55%	-27,56%	-2,61%	11,71	-56,72	-104,59	-49,87
CLCC	-42,57%	61,67%	-111,93%	-68,33%	-24,72%	n.c.	n.c.	162,04	-11,11
TOTAL	-53,84%	567,28%	-283,84%	-35,48%	-4,92%	-0,77	6,00	-27,76	-7,51

F 15 I Ratio CAF nette/ investissements (avec CAF nette <=0) en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



La dispersion statistique du ratio met en avant des constats différents entre les établissements en 2016.

W → Établissements disposant d'un reste d'autofinancement à consacrer au financement des investissements : globalement, leur ratio moyen augmente annuellement. La CAF nette permet donc de couvrir plus largement les investissements. Ce n'est pas le cas des CHU ni des EBNL.

Établissements dont la CAF ne permet pas de rembourser l'annuité de remboursement du capital de la dette : globalement en 2016, pour la moitié de ces établissements, le montant non couvert par la CAF dépasse 35% des investissements réalisés.

Quelle est la nature de ces **investissements** ? Comment évolue l'effort d'investissement ?

2.3. LES INVESTISSEMENTS ET L'ACTIF IMMOBILISE

T 25 I Investissements annuels par catégorie d'établissements en 2016 et évolutions depuis 2013

Catégories d'établissements	2016	Évolution			
	Investissements (TDF)	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	4 222,16	-14,62%	-6,61%	-7,72%	-9,72%
<i>CHU</i>	1 594,63	-6,14%	-3,96%	-11,99%	-7,43%
<i>CH>70M</i>	1 359,05	-24,13%	-8,27%	-4,03%	-12,59%
Privés à but non lucratif	542,09	-14,96%	-0,71%	0,11%	-5,45%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	409,38	-20,67%	-2,31%	8,20%	-5,70%
<i>CLCC</i>	132,69	0,55%	2,71%	-16,38%	-4,77%
TOTAL	4 764,25	-14,65%	-6,03%	-6,91%	-9,28%

Données en millions d'euros

Entre 2013 et 2016, le flux d'investissements annuel diminue annuellement. Le rythme ralentit en 2015.

Durant cet exercice, la structure des immobilisations est la suivante :

T 26 I Composition des investissements annuels par catégorie d'établissements en 2016 et évolutions depuis 2013

Catégories d'établissements	2016 : part du montant de chaque nature d'investissements dans le total des immobilisations							
	20 – Immobilisations incorporelles (sauf 2095)*	211 – Terrains	212 – Agencements et aménagements de terrains	213 – Constructions sur sol propre	214 – Constructions sur sol d'autrui	215 – Installations techniques matériel et outillage industriel	218 – Autres immobilisations corporelles	23 – Immobilisations en cours
Publics	5,05%	0,80%	0,19%	10,69%	0,20%	17,94%	8,47%	56,65%
<i>CHU</i>	5,93%	0,28%	0,08%	6,91%	0,07%	22,25%	8,31%	56,18%
<i>CH>70M</i>	4,64%	1,67%	0,28%	12,48%	0,29%	17,74%	8,10%	54,80%
Privés à but non lucratif	4,67%	1,77%	0,37%	24,59%	6,29%	26,29%	8,97%	27,05%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	4,32%	2,28%	0,49%	28,94%	5,80%	21,85%	9,14%	27,18%
<i>CLCC</i>	5,75%	0,20%	0,00%	11,20%	7,78%	39,99%	8,44%	26,65%
TOTAL	5,01%	0,91%	0,21%	12,27%	0,89%	18,89%	8,53%	53,28%



En 2016, l'évolution de la structure des investissements est principalement marquée par une diminution des « immobilisations en cours ».

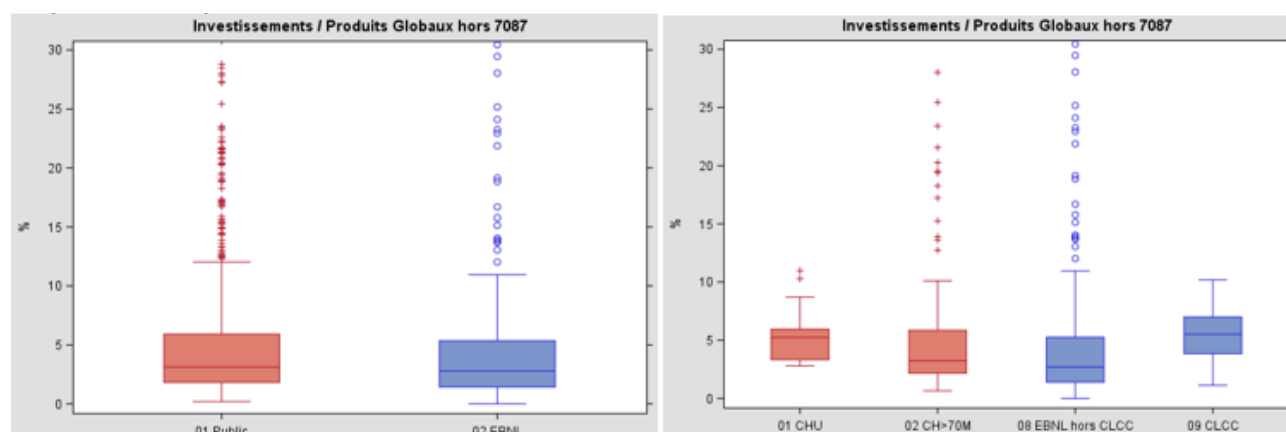
Compte financier (CF)

Le ratio « Investissements/ produits globaux » permet de mesurer de mesurer la dynamique d'investissement d'un établissement :

T 27 I Ratio investissements/ produits globaux par catégorie d'établissements valeur et dispersion statistique 2016, évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	Investissements / produits globaux 2016					Evolution du ratio moyen (en points)			
	ratio moyen	Ecart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	5,34%	15,55%	1,12%	3,11%	14,34%	-1,42	-0,53	-0,60	-0,85
CHU	5,14%	2,05%	3,16%	5,24%	7,65%	-0,79	-0,39	-0,89	-0,69
CH>70M	5,56%	6,98%	1,45%	3,24%	13,61%	-2,56	-0,66	-0,40	-1,20
Privés à but non lucratif	5,40%	23,19%	0,70%	2,79%	10,13%	-1,15	-0,19	-0,15	-0,50
EBNL (hors CLCC)	5,29%	23,77%	0,69%	2,70%	10,26%	-1,42	-0,19	0,28	-0,44
CLCC	5,78%	2,44%	2,76%	5,53%	9,15%	-0,30	-0,30	-1,49	-0,70
TOTAL	5,34%	18,26%	0,99%	3,02%	12,93%	-1,39	-0,49	-0,55	-0,81

F 16 I Ratio investissements/ produits globaux en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



En 2016, la dynamique d'investissement des établissements privés et des établissements publics est comparable.

W Pour l'ensemble des catégories, le rythme du ralentissement de la dynamique d'investissement fluctue selon les années

Compte financier (CF)

Ces flux relatifs aux investissements aboutissent à la **composition de l'actif immobilisé** suivante :

T 28 I Actif immobilisé par catégorie d'établissement en 2016 et évolutions depuis 2013

Catégories d'établissements	2016	Evolution			
	Actif immobilisé	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	47 667,18	1,09%	-0,15%	-1,64%	-0,24%
<i>CHU</i>	16 711,27	0,75%	0,32%	-2,19%	-0,38%
<i>CH>70M</i>	15 036,43	1,27%	-1,30%	-2,78%	-0,95%
Privés à but non lucratif	5 080,30	1,32%	-0,76%	-1,52%	-0,33%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	3 922,05	1,01%	-1,36%	-1,66%	-0,68%
<i>CLCC</i>	1 158,10	2,28%	1,12%	-1,09%	0,76%
TOTAL	52 747,48	1,11%	-0,21%	-1,63%	-0,25%

Données en millions d'euros

T 29 I Composition de l'actif immobilisé par catégorie d'établissements en 2016

Catégories d'établissements	Structure de l'actif immobilisé 2016 (total 100%)			
	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Compte de liaison investissement
Publics	1,59%	97,93%	0,49%	n.c.
<i>CHU</i>	2,62%	96,94%	0,44%	n.c.
<i>CH>70M</i>	0,88%	98,60%	0,52%	n.c.
Privés à but non lucratif	2,44%	91,61%	4,72%	1,23%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	2,27%	90,86%	5,28%	1,59%
<i>CLCC</i>	3,01%	94,16%	2,83%	0,00%
TOTAL	1,67%	97,32%	0,89%	0,12%

Après une quasi stabilisation en 2015, le montant de l'actif immobilisé diminue en 2016.

Afin de pouvoir compléter l'analyse en reliant les flux d'investissements issus du TDF et les immobilisations issues du bilan, ces dernières doivent être retraitées. Elles sont composées des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles (sauf immobilisations reçues en affectation et immobilisations affectées ou mises à disposition).

T 30 I Composition des immobilisations (bilan) par catégorie d'établissements en 2016

Catégories d'établissements	2016 : part du montant de chaque nature d'immobilisations dans le total immobilisation (BILAN)					
	Immobilisations incorporelles (sauf 2095)	Terrains	Constructions	Installations techniques matériel et outillage industriel	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours
Publics	1,61%	2,18%	77,83%	7,12%	3,24%	8,02%
<i>dont CHU</i>	2,67%	2,36%	75,34%	9,53%	3,38%	6,73%
<i>dont CH>70M</i>	0,89%	2,20%	79,91%	7,02%	3,12%	6,87%
Privés	2,60%	4,01%	74,24%	10,31%	5,17%	3,67%
<i>dont EBNL</i>	2,44%	4,36%	76,49%	7,62%	5,61%	3,47%
<i>dont CLCC</i>	3,10%	2,88%	66,96%	19,03%	3,71%	4,31%
TOTAL	1,70%	2,34%	77,50%	7,42%	3,42%	7,62%



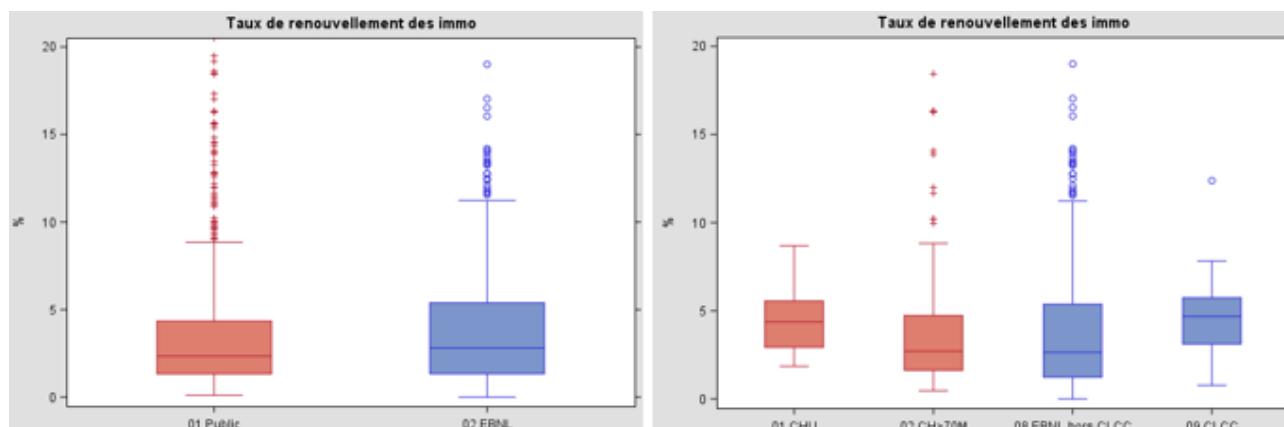
Sur les 3 derniers exercices, la part des « constructions » augmente constamment. En parallèle, la composante « immobilisations corporelles en cours » diminue selon le même ordre de grandeur.

Par ailleurs, le rythme d'investissement d'un établissement peut être mesuré par le **taux de renouvellement de ses immobilisations** dans l'année :

T 31 I Taux de renouvellement des immobilisations par catégorie d'établissements valeur et dispersion statistique 2016, évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	Taux de renouvellement des immobilisations 2016					Evolution du ratio moyen (en points)			
	ratio moyen	Ecart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	4,20%	6,78%	0,72%	2,34%	8,66%	-0,99	-0,37	-0,41	-0,59
<i>CHU</i>	4,32%	1,86%	2,44%	4,37%	6,97%	-0,45	-0,16	-0,62	-0,41
<i>CH>70M</i>	4,44%	5,54%	1,14%	2,71%	9,96%	-1,79	-0,48	-0,24	-0,83
Privés à but non lucratif	4,94%	11,31%	0,63%	2,81%	10,51%	-1,09	-0,13	-0,11	-0,44
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	5,11%	11,58%	0,60%	2,64%	10,61%	-1,42	-0,17	0,27	-0,44
<i>CLCC</i>	4,47%	2,69%	2,31%	4,68%	7,82%	-0,23	-0,07	-1,06	-0,46
TOTAL	4,27%	8,47%	0,71%	2,43%	9,12%	-1,00	-0,35	-0,38	-0,58

F 17 I Taux de renouvellement des immobilisations en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



En 2015, les dispersions statistiques du ratio des établissements publics et celui des établissements privés sont proches. L'hétérogénéité est tout de même plus importante pour les établissements privés.



Au cours des 3 derniers exercices, le taux de renouvellement des immobilisations moyen diminue. Le rythme annuel moyen de baisse est comparable entre les deux secteurs.

Entre 2013 et 2016, le flux d'investissements annuel diminue pour l'ensemble des catégories d'établissements, l'ampleur de cette régression se stabilisant depuis 2015.

En parallèle, le taux de renouvellement des immobilisations diminue.

Partie II :

Analyse détaillée de la dette (ODT)

Les conditions de financement
à moyen et long terme
des établissements de santé publics (EPS)
auprès du secteur bancaire

SYNTHESE

En 2016, **la part des emprunts de moyen et long terme auprès des banques représente 95,4% de l'encours global de la dette**, se décomposant en 87,6% d'emprunts auprès des établissements de crédit (c.164) et 7,8% d'emprunts obligataires (c.163).

Les emprunts restants sont composés du compte 167 (4,4% de l'encours global de la dette en 2016, regroupant notamment les partenariats publics privés) et du compte 168 (0,2%). Une analyse de ces emprunts est présentée en complément de cette partie.

Trois axes d'**analyse détaillée de la dette des EPS auprès du secteur bancaire** sont proposés :

- **Le niveau d'endettement bancaire moyen et long terme des EPS**

L'encours de la dette bancaire et de la dette globale sont globalement stables en 2016.

- **Le niveau de risque de ces emprunts selon la charte Gissler**

La diminution des emprunts structurés à risque très élevé (6F) s'est poursuivie sur l'année 2016. L'encours des contrats 6F s'élève à 494M€.

- **La politique d'emprunt : nouveaux emprunts souscrits et opérations de refinancement ou de renégociation.**

La politique d'emprunt auprès du secteur bancaire se caractérise comme suit en 2016 :

- 223 établissements ont signé un total de 454 nouveaux contrats de prêt en 2016, pour un montant de **1 882 M€**
- La principale tranche de durée résiduelle observée est celle de 20-25 ans (30,5%) suivie de la tranche 15-20 ans (20,0%) ; seuls 6,3% des nouveaux contrats de prêts signés en 2016 ont une durée résiduelle supérieure à 30 ans
- Sur l'année 2016, l'ensemble des contrats souscrits est non risqué.
- Les contrats refinancés ou renégociés s'orientent exclusivement vers un niveau de risque nul.

1. ENDETTEMENT BANCAIRE MOYEN ET LONG TERME DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE

1.1. MONTANT DE LA DETTE BANCAIRE DES EPS

Le montant de la dette moyen et long terme (C163/164) auprès des banques est évalué à **28 555,9 M€** en 2016.

T 32 I Encours de la dette bancaire moyen et long terme par catégorie d'établissements en 2016

Catégorie d'établissements	Encours de la dette au 31/12/16	Répartition de la dette (%)
CHU	11 053,0	38,7%
CH	14 837,0	52,0%
<i>CH>70M</i>	9 564,7	33,5%
<i>20M<CH<70M</i>	3 971,3	13,9%
<i>CH<20M</i>	1 301,0	4,6%
CH ex-HL	1 177,5	4,1%
CH ex-CHS	1 369,4	4,8%
USLD public	119,1	0,4%
TOTAL	28 555,9	100,0%

Données en millions d'euros

À fin 2016, les emprunts effectués par les **CHU** et les **grands CH** représentent **72,2% de l'encours de la dette**.



Entre 2015 et 2016, l'encours de la dette bancaire des établissements est stable avec une évolution mesurée à -0,1%. Pour les CHU et les CH les encours diminuent légèrement avec des évolutions respectives de -0,4% et -0,6%. Parallèlement, pour les CH ex-HL et les CH ex-CHS l'encours augmente, avec des hausses évaluées à 7,5% et 1,0%.

En ce qui concerne les types d'emprunts, à fin 2016, l'encours de la dette est constitué à 91,8% d'emprunts auprès des établissements de crédit (c.164) et à 8,2% d'emprunts obligataires (c.163). Pour les CHU, les emprunts obligataires (c.163) sont proportionnellement plus nombreux puisqu'ils représentent 20,8% de leurs encours et 94,0% sont des emprunts obligataires remboursables in fine. Pour les autres établissements, ces emprunts obligataires représentent une part minime de l'encours (0,2%), et les emprunts auprès des établissements de crédit sont le standard.

Les emprunts auprès des établissements de crédits sont principalement composés d'emprunts en euros, 95,0% pour les comptes (c.1641). Les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (c.1644) et les emprunts en devises (c.1643) représentent respectivement 4,9% et 0,1% du total des comptes 164.

Observatoire de la dette (ODT)

Au sein des CHU, 5,8% des emprunts réalisés auprès d'établissements de crédits (c.164) sont assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (c. 1644). Cette ligne représente 4,9% des emprunts pour les CH. A noter que les USLD n'ont recours qu'à des emprunts en euros. La catégorie des établissements CH ex-HL est celle qui a le plus recours aux emprunts en devises avec 1,1% du total des comptes 164.

En 2016, le **poinds de la dette dans les produits globaux évalué à 36,1%** reste élevé (>30%).

T 33 I Taux d'endettement (encours de la dette/ produits globaux*hors 7087) en 2016

Catégorie d'établissements	Encours de la dette / produits globaux (hors7087) 2016
CHU	35,6%
CH	37,7%
<i>CH>70M</i>	39,6%
<i>20M<CH<70M</i>	34,9%
<i>CH<20M</i>	34,0%
CH ex-HL	47,7%
CH ex-CHS	22,8%
USLD	44,5%
TOTAL	36,1%

L'encours de la dette représente plus du tiers des produits globaux pour l'ensemble des catégories d'établissements en dehors des CH ex-CHS (22,8%). Il atteint notamment 39,6% pour les grands CH et 47,7% pour les CH ex-HL. L'encours de la dette des CHU est évalué à 35,6% en 2016, soit un taux inférieur de 0,5 point de pourcentage au taux national.

L'**annuité de remboursement en 2016 (capital + charges intérêts)** est de **2 619,8 M€¹**. Elle est composée de la manière suivante : 1 751,4 M€ de capital (66,9% de l'annuité) et 868,4 M€ d'intérêts (33,1% de l'annuité)

¹ L'analyse de l'annuité de remboursement est effectuée sur 94,9% des encours en 2016.

1.2. CONDITIONS D'ENDETTEMENT

En 2016, la **durée résiduelle moyenne**² par contrat est de **16,8 années**. Cette durée résiduelle varie de 15,4 ans pour les CHU à près de 22 ans pour les CH ex-HL.

T 34 I Durée résiduelle moyenne en 2016

Catégorie d'établissements	Durée résiduelle par contrat*
CHU	15,4
CH	17,5
<i>CH > 70M</i>	17,4
<i>20M < CH < 70M</i>	17,3
<i>CH < 20M</i>	18,8
CH ex-HL	21,7
CH ex-CHS	16,5
USLD public	20,7
TOTAL	16,8

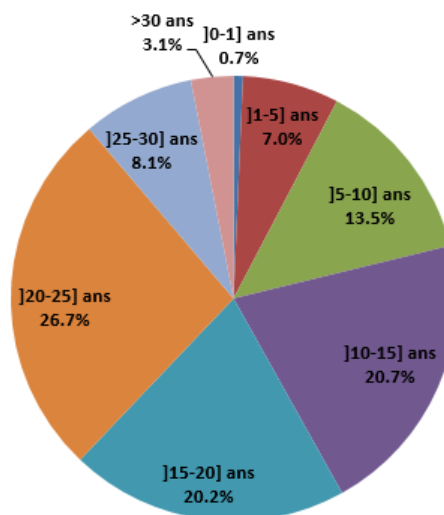
*Données en années



Par rapport à 2015, la durée moyenne résiduelle par contrat baisse de 0,5 année. Cette tendance générale est observée sur l'ensemble des catégories d'établissements. Elle s'étalonne entre une réduction de 0,3 année pour les CHU, et une réduction de 0,6 année pour les CH.

F 18 I Répartition des encours par tranche de durée résiduelle en 2016

La tranche de durée résiduelle « 20 à 25 ans » concentre plus du quart de l'encours 2016 (26,7%). Les tranches « 10-15 ans » et « 15-20 ans » concentrent toutes deux le même niveau d'encours (~20,5%). L'encours sur les contrats longs (> 30 ans) représente 3,1% de l'ensemble.



Le **taux d'intérêt actuariel moyen**³ à fin 2016 est de **3,21%**.

² L'analyse des durées résiduelles moyennes porte sur 96,0% des encours en 2016

³ L'analyse du taux d'intérêt actuariel moyen s'effectue sur 97% de l'encours en 2016.

T 35 I Taux d'intérêt actuariel moyen 2016

Catégorie d'établissements	Taux d'intérêt actuariel moyen
CHU	3,14%
CH	3,27%
<i>CH>70M</i>	3,30%
<i>20M<CH<70M</i>	3,25%
<i>CH<20M</i>	3,06%
CH ex-HL	2,95%
CH ex-CHS	3,28%
USLD public	2,97%
TOTAL	3,21%

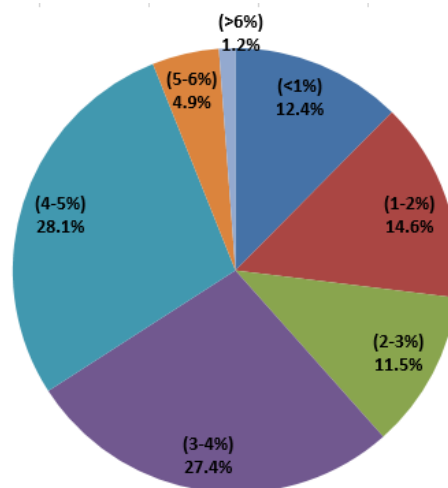
Le taux d'intérêt actuariel est proche entre les catégories d'établissements. Il s'étalonne entre un taux de 2,95% pour les CH-ex HL, et 3,30% pour les grands CH. Le taux actuariel moyen des CHU est évalué à 3,14%.



En termes d'évolution, le taux d'intérêt actuariel moyen toute catégorie confondue est en baisse par rapport à 2015 (-0,22 point). Les CH ex-HL affichent la plus forte baisse avec une réduction de 0,46 point. Les CHU et les CH enregistrent également une baisse, avec des réductions respectives de 0,15 point et 0,23 point.

F 19 I Répartition des encours par tranche de taux d'intérêt actuariel en 2016

55,5% des encours ont un taux d'intérêt compris entre 3% et 5%. Pour 1,2% des encours, les taux d'intérêt sont supérieurs à 6%. Ils sont inférieurs à 1% dans 12,4% des cas.



2. PART DE L'ENCOURS COMPOSEE DE CREDITS STRUCTURES A FORT RISQUE DE DEGRADATION FINANCIERE (6F)

La charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales (la cotation Gissler du niveau de risque des emprunts) est disponible à partir du lien ci-dessous :

http://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/091207banques_collectivites-1.pdf

Tableaux des risques

Indices sous-jacents		Structures	
1	Indices zone euro	A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices	B	Barrière simple. Pas d'effet de levier
3	Écarts d'indices zone euro	C	Option d'échange (swaption)
4	Indices hors zone euro. Écart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé
5	Écart d'indices hors zone euro	E	Multiplicateur jusqu'à 5

La cotation Gissler du niveau de risque d'un emprunt est basée sur deux dimensions : une dimension liée aux **indices sous-jacents** et une dimension liée à la **structure de l'emprunt**.

Ainsi, la Charte de bonne conduite propose de classer les produits structurés selon le croisement de ces 2 critères :

- l'indice sous-jacent servant au calcul de la formule ; classement de **1** (risque faible) à **5** (risque élevé) ;
- la structure de la formule de calcul ; classement de **A** (risque faible) à **E** (risque élevé).

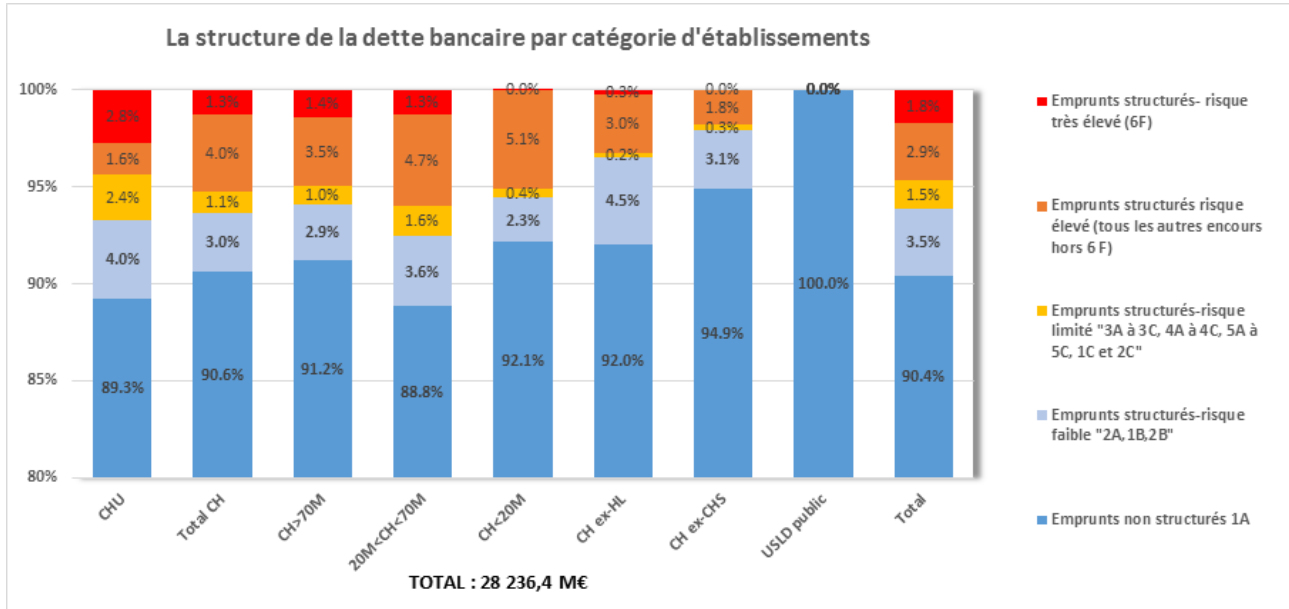
Ainsi, par exemple, les taux fixes ou taux variables simples sont inscrits en 1A.

Les produits structurés sont des prêts combinant dans un seul et même contrat un prêt bancaire classique et un ou plusieurs produits dérivés. Les intérêts des produits dérivés sont déterminés selon l'évolution d'un indice sous-jacent non standard (taux de change, différentiel entre un taux long et un taux court, écart de valeur entre deux indices d'inflation,...) ou sont calculés selon des formules complexes. Ces formules pouvant être non linéaires, l'évolution des taux supportés peut être exponentielle par rapport à celle de l'index lui-même (c'est notamment le cas des produits affectés de coefficients multiplicateurs).

2.1. MONTANT DES ENCOURS STRUCTURES (RISQUE FAIBLE A RISQUE TRES ELEVE 6F)

En 2016, la répartition de l'encours de la dette bancaire des EPS par niveau de risque-structure est la suivante :

F 20 I Structure de la dette bancaire des établissements en 2016



- S'agissant **des emprunts non structurés**, leur montant atteint 25 521,7 M€, soit 90,4% des encours. Pour les CH ex-CHS, cette part d'élève à 94,9%, elle atteint 100% pour les USLD public.
- Ce montant est plus faible dans les CH de taille moyenne (88,8%) et dans les CHU (89,3%).

Pour les emprunts structurés à risque élevé et risque très élevé :

- ceux à **risque élevé** (1D à 5D et 1E à 5E) représentent 2,9% de l'encours total soit 817,3 M€. Cette proportion est plus importante dans les CH (4,0%) et plus précisément dans les CH de taille moyenne (4,7%) ou de petite taille (4,7%) ;
- le montant des **emprunts structurés à risque très élevé (6F)** est de 494,1 M€, soit 1,8% des encours. Ces emprunts se retrouvent essentiellement dans les CHU (2,8%), et dans une moindre mesure les CH de grande taille (1,4%) et les CH de taille moyenne (1,3%).

Les tableaux ci-après illustrent le montant d'encours 2016 et son évolution selon le niveau de risque sur les contrats pour lesquels il a été renseigné.

NB : le choix a été fait de classer les emprunts 3A et 3B en « emprunts structurés risque limité » (ils auraient pu être classés en « emprunts structurés-risque faible »).

T 36 I Encours de moyen et long terme des EPS selon le niveau de risque « Charte Gissler » en 2016

	Emprunts non structurés (1A)	Emprunts structurés-risque faible (2A, 1B, 2B)	Emprunts structurés-risque limité (3A à 3C, 4A à 4C, 5A à 5C, 1C, 2C)	Emprunts structurés-risque élevé (autres encours, hors 6F)	Emprunts structurés-risque très élevé (6F)	Total exploitable	Cotation non renseignée
Montant 2016	25 521,7	979,0	424,4	817,3	494,1	28 236,4	319,5
Distribution 2016	90,4%	3,5%	1,5%	2,9%	1,8%	100,00%	

Données en millions d'euros

À titre informatif, l'analyse détaillée suivante présente pour 2016 le montant et la distribution de l'encours par indice/structure de la charte Gissler.

T 37 I Distribution et répartition des encours à fin 2016 selon les indices de risque sous-jacent (1-6) et de structure (A-F)

Structure / Indice	1	2	3	4	5	6	TOTAL exploitable
A	25 521,7	78,6	3,5	1,4	-	-	25 605,1
B	889,4	11,0	48,0	85,5	-	-	1 033,9
C	286,0	-	-	-	-	-	286,0
D	34,0	30,0	8,9	12,1	-	-	85,0
E	235,3	61,2	320,5	85,5	30,0	-	732,3
F	-	-	-	-	-	494,1	494,1
TOTAL exploit.	26 966,3	180,8	380,9	184,4	30,0	494,1	28 236,4

Données en millions d'euros

Structure / Indice	1	2	3	4	5	6	TOTAL
A	90,39%	0,28%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%	90,68%
B	3,15%	0,04%	0,17%	0,30%	0,00%	0,00%	3,66%
C	1,01%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,01%
D	0,12%	0,11%	0,03%	0,04%	0,00%	0,00%	0,30%
E	0,83%	0,22%	1,13%	0,30%	0,11%	0,00%	2,59%
F	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,75%	1,75%
TOTAL exploit.	95,50%	0,64%	1,35%	0,65%	0,11%	1,75%	100,00%

2.2. FOCUS SUR LE MONTANT DES ENCOURS HORS CHARTE GISSLER (6F)

L'une des caractéristiques des produits structurés tient à la présence de plusieurs périodes de taux successives :

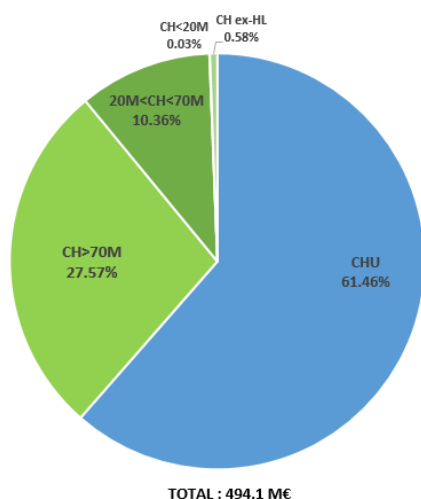
- La première, en général de 2 ou 3 ans, est marquée par un taux d'intérêt fixe bonifié (en dessous du cours du marché, voire nul) ;
- La deuxième période, très longue, est assortie d'un taux qui résulte d'une formule arithmétique contenant un ou plusieurs produits dérivés du contrat assis sur des indices non standards ;
- Une troisième période peut éventuellement exister, de courte durée (1 ou 2 ans), assortie d'un taux fixe égal ou proche du taux de la première période.

Les emprunts « hors charte Gissler » (6F) sont notamment :

- des emprunts libellés en devises, qui exposent la contrepartie à un risque supplémentaire de change ;
- des produits indexés sur le change, mais libellés en euros, car la volatilité des cours de change peut conduire à des taux d'intérêt élevés ;
- des produits cumulatifs, dans lesquelles le taux payé accumule échéance après échéance l'écart entre un index et une barrière.

En 2016, le montant des emprunts 6F est de 494,1 M€, soit 1,75% des encours. Les encours en 6F pèsent pour 2,8% dans l'encours des CHU, et 1,3% dans l'encours des CH. Au sein de la catégorie des CH, les CH de grande taille sont les plus concernés avec un encours en 6F représentant 1,4% de l'encours pour ces établissements.

F 21 I Répartition de l'encours des emprunts 6F par catégorie d'établissements en 2016



Les encours d'emprunts 6F se retrouvent très majoritairement au sein de deux catégories d'établissement : les CHU et les CH de grande taille. En 2016, les CHU concentrent 61,5% de l'encours en 6F, un quart de l'encours 6F est porté par les CH de grande taille (CH>70M, 27,6%). Le reliquat de l'encours se retrouve essentiellement dans les CH de taille moyenne (10,4%).

T 38 I Montants de l'encours des emprunts 6F en 2016

Catégorie d'établissements	Emprunts structurés risque très élevé (6F)
CHU	303,7
CH	187,5
<i>CH>70M</i>	136,2
<i>20M<CH<70M</i>	51,2
<i>CH<20M</i>	0,1
CH ex-HL	2,9
CH ex-CHS	-
USLD public	-
TOTAL	494,1

Données en millions euros



Le montant des emprunts 6F est en diminution pour l'ensemble des catégories d'établissements. L'année 2015 faisait état d'un encours 6F de l'ordre de 689M€. Cette réduction est particulièrement visible pour les CH

Un dispositif d'accompagnement des EPS dans la sécurisation de leurs prêts structurés a été mis en place fin 2014. Seuls les contrats de prêt structuré qui sont classés « hors charte Gissler » (6F) sont pris en compte dans l'instruction des demandes d'aide. Le montant d'indemnités de remboursement anticipées (IRA, ou « coût de sortie ») est notamment précisément suivi dans le cadre de cette procédure.

Par instruction interministérielle du 28 juillet 2015, le dispositif a été étendu à de nouveaux EPS rendus très exposés au risque de taux à la suite de la dépréciation de la parité de l'euro par rapport au franc suisse.

T 39 I Ratio IRA/ encours des contrats présentant un coût de sortie et son évolution 2015-2016 pour les emprunts 6F

Catégorie d'établissements	Ratio « coût de sortie / encours des contrats présentant un coût de sortie »
CHU	110,7%
CH	170,2%
<i>CH>70M</i>	191,8%
<i>20M<CH<70M</i>	120,6%
<i>CH<20M</i>	ND
CH ex-HL	ND
CH ex-CHS	ND
USLD public	ND
TOTAL	130,6%

Le ratio coût de sortie/encours des contrats présentant un coût de sortie est de 130,6%.

3. POLITIQUES DE GESTION DE L'ENDETTEMENT

3.1. LES NOUVEAUX CONTRATS DE PRET SOUSCRITS

L'analyse de la politique d'emprunts des EPS auprès du secteur bancaire peut être complétée par le montant des nouveaux contrats de prêts bancaires souscrits en 2016.

223 établissements ont signé au moins un contrat de prêt en 2016, pour un montant total de **1 882 M€**. Au total, 454 nouveaux contrats ont été signés sur l'année. La moitié (50,5%) des nouveaux emprunts en montant ont été souscrits par des CH. À l'intérieur de cette catégorie, 60% des nouveaux emprunts ont été réalisés par des CH >70M. Les CHU contribuent à hauteur de 38,0% dans la masse de ces nouveaux contrats.

Les caractéristiques des nouveaux contrats⁴ sont les suivantes :

- La principale tranche de durée⁵ retenue est celle de 20-25 ans (qui cumule 30,5% des montants, soit 556,7M€), suivie de la tranche 15-20 ans (20,0% des montants) ; 6,3% des nouveaux contrats de prêts signés en 2016 ont une durée résiduelle supérieure à 30 ans.
- La principale tranche de taux proposé en 2016 est celle comprise entre (1-2%). Elle regroupe 43,9% des nouveaux encours. Plus d'un quart des nouveaux encours affichent un taux inférieur à 1%.
- Exception faite d'un contrat souscrit sur un niveau de risque de type 1B, tous les autres contrats consentis en 2016 sont des emprunts non risqués (1A).

T 40 I Durée des emprunts souscrits en 2016 versus encours total 31/12/2016

Durée résiduelle	nouveaux emprunts souscrits en 2016	encours total 31/12/2016*
]0-5] ans	1,6%	7,7%
]5-10] ans	15,3%	13,5%
]10-15] ans	15,7%	20,7%
]15-20] ans	20,0%	20,2%
]20-25] ans	30,5%	26,7%
]25-30] ans	10,6%	8,1%
>30 ans	6,3%	3,1%
Total	100%	100%

* Pourcentage calculé sur 96% de l'encours total 2016

T 41 I Coûts des emprunts souscrits en 2016 versus encours total au 31/12/2016

Taux d'intérêt actuariel	nouveaux emprunts souscrits en 2016	encours total 31/12/2016*
(0-1%)	27,7%	12,4%
(1-2%)	43,9%	14,6%
(2-3%)	10,6%	11,5%
(3-4%)	17,4%	27,4%
(4-5%)	0,2%	28,1%
(5-6%)	0,1%	4,9%
(>6%)	0,1%	1,2%
Total	100%	100%

* Pourcentage calculé sur 97% de l'encours total 2016

⁴ Le montant des contrats de prêts signés exploitables pour les tranches de durée résiduelle est de 1 824,8 M€, soit 97,0% des nouveaux emprunts.

⁵ Le calcul est réalisé à partir de la date de signature du contrat

T 42 I Niveau de risque des contrats de prêts signés en 2016 :

Montant des contrats de prêt (*)	1A	1B	Non renseigné	Total
TOTAL	1 793,5	0,8	87,6	1882, 0

Données en millions d'euros

T 43 I Niveau de risque des contrats souscrits en 2016 versus en cours total au 31/12/2016

	nouveaux emprunts souscrits en 2016	encours total 31/12/2016*
Emprunts non structurés (1A)	99,95%	90,39%
Emprunts structurés-risque faible (2A, 1B, 2B)	0,05%	3,47%
Emprunts structurés-risque limité (3A à 3C, 4A à 4C, 5A à 5C, 1C, 2C)		1,50%
Emprunts structurés- risque élevé (autres encours, hors 6F)		2,89%
Emprunts structurés- risque très élevé (6F)		1,75%
Total exploitable	100,0%	100,0%

* Pourcentage calculé sur 98,9% de l'encours total 2016

3.2. LES OPERATIONS DE REFINANCEMENT/ RENEGOCIATION DES EMPRUNTS

On appelle **opération de refinancement de la dette**, le remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit, suivi de la souscription d'un nouvel emprunt, auprès du même ou d'un autre établissement. Il y a « novation » de contrat, l'objectif étant de profiter de meilleures conditions de marché.

Dans une **opération de renégociation**, par différence avec celle de refinancement, il n'y a pas de nouveau contrat mais un avenant au contrat initial pour tenir compte de simples modifications des caractéristiques du prêt.

T 44 I Répartition du montant de l'encours entre contrat initial et contrat refinancé⁶ ou renégocié selon le niveau de risque en 2016

	Emprunts non structurés 1A	Emprunts structurés- risque faible (2A, 1B, 2B)	Emprunts structurés- risque limité (3A à 3C, 4A à 4C, 5A à 5C, 1C, 2C)	Emprunts structurés- risque élevé (autres encours, hors 6F)	Emprunts structurés- risque très élevé (6F)	Total exploit- table	Cotation non renseignée	Total
Nb étab	34	0	2	4	24		3	64
Nb contrats	51	0	2	4	32		4	93
Contrat initial(*)	184.66	0	18.20	24.47	150.81	378.14	11.08	389.22
Nb étab	62	0	0	0	0		3	64
Nb contrats	89	0	0	0	0		4	93
Contrat refinancé/ renégocié	435.3	0	0	0	0	435.3	13.1	448.4
Évolution (montant)	250.64	0	-18.2	-24.47	-150.81	57.16	2.02	59.18

(*) les contrats initiaux correspondent à l'ensemble des contrats ayant fait l'objet d'un refinancement ou d'une renégociation

64 établissements ont réalisé au moins une opération de refinancement d'un contrat en 2016. Ces refinancements concernent 93 contrats pour un montant initial de 389,2M€. 100% des contrats visés par un emprunt structuré à risque limité, élevé, ou très élevé ont été renégociés en emprunts non structurés (1A).

En montant, le niveau des emprunts non structurés (1A) augmente fortement (+250,6 M€). Parallèlement, le montant des emprunts structurés risqués diminue de -193,5 M€ (dont -150,8 M€ pour les contrats 6F).

T 45 I Évolution du montant de l'encours entre contrat initial et contrat refinancé ou renégocié selon le niveau de risque en 2016

Niveau Charte initial	Niveau Charte renégocié	Nb de contrats	Montant initial (M€)	Montant renégocié (M€)	Évolution (M€)
Emprunts structurés - risque très élevé 6F	Emprunts non structurés 1A	32	150.81	208.30	57.49
Emprunts structurés - risque élevé (hors 6F)	Emprunts non structurés 1A	4	24.47	27.47	3.00
Emprunts structurés - risque limité 1C/2C/3A-C/4A-C/5A-C	Emprunts non structurés 1A	2	18.20	19.70	1.50
Emprunts non structurés 1A	Emprunts non structurés 1A	51	184.66	179.83	- 4.83
Charte Gissler - NR	Charte Gissler - NR	4	11.08	13.10	2.02
Total		93	389.22	448.40	59.18

Les 93 opérations de refinancement/renégociation engagées en 2016 ont donné lieu à une augmentation des encours. Ces évolutions sont d'autant plus importantes que le niveau de risque initial était élevé. Ainsi les 32 contrats emprunts structurés (6F) renégociés en 2016 avaient un encours initial de 150,8M€. Cet encours a été porté après renégociation à 208,3M€, soit une hausse de 57,5M€ (+38%).

⁶ L'encours de la dette pour le contrat initial et le contrat refinancé est à la date de refinancement. Le refinancement peut porter sur une partie seulement du prêt, les capitaux restant dus du contrat initial et refinancé peuvent donc être différents.

Partie 1 – ANNEXES : COMPTE FINANCIER

Annexe 1 : Méthodologie

Annexe 2 : Lecture d'une boîte à moustache

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'équilibre financier (2016 et évolution 2013-2016)

Annexe 4 : Tableaux complémentaires sur l'endettement et l'investissement (2016 et évolution 2013-2016)

ANNEXE 1 : METHODOLOGIE

Les données des Comptes Financiers (CF) sont collectées sur la plateforme ANCRE.

La campagne 2016 a été ouverte le 11 mai 2017 et la base de données analysée a été arrêtée au 5 décembre 2017.

Les données restituées dans ce document sont basées sur l'ensemble des fichiers déposés par les établissements. Sans refus explicite par les ARS, les données sont considérées comme validées.

Les périmètres d'établissements diffèrent selon le nombre d'exercices considéré :

- Situation 2016 : ensemble des établissements ayant répondu à l'enquête CF 2016 et dont les données étudiées sont exploitables, soit **1 185 établissements** ;
- Évolutions 2013-2016 : établissements ayant répondu aux enquêtes CF de 2013 à 2016 et dont les données étudiées sont exploitables, soit **1 054 établissements**.

T 46 I Répartition des catégories d'établissements composant la base d'analyse pour les valeurs 2016

Catégorie d'établissements	Nombre d'établissements enquêtés CF 2016	Nombre d'établissements répondants CF 2016	Nombre d'établissements répondants dans l'étude CF 2016	Ratio nombre répondants dans l'étude / concernés	Produits Assurance Maladie (*) des répondants CF 2016 dans l'étude	Part dans les produits Assurance Maladie (*) totaux
Publics	869	855	817	94,0%	52 496,6	98%
<i>CHU</i>	32	32	32	100,0%	22 046,7	100%
<i>CH>70M</i>	131	126	127	96,9%	16 613,9	97%
Privés à but non lucratif	531	511	368	69,3%	7 580,6	86%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	497	485	350	70,4%	5 838,0	83%
<i>CLCC</i>	18	17	17	94,4%	1 742,6	96%
TOTAL	1 400	1 366	1 185	84,6%	60 077,3	97%

(*) y compris forfaits et dotations

données en millions d'euros

T 47 I Répartition des catégories d'établissements composant la base d'analyse pour les évolutions depuis 2016

Catégorie d'établissements	Nombre d'établissements enquêtés CF	Nombre de répondants 2013 à 2016 Dans l'étude	Ratio nb répondants dans l'étude / concernés	Produits Assurance Maladie 2016 (*) des répondants CF 2013 à 2016 dans l'étude	Part dans les produits Assurance Maladie 2016 (*) totaux
Publics	869	737	84,8%	48 463,5	91%
<i>CHU</i>	32	28	87,5%	20 512,5	93%
<i>CH>70M</i>	131	115	87,8%	15 072,0	88%
Privés à but non lucratif	531	317	59,7%	7 104,0	80%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	497	300	60,4%	5 361,4	76%
<i>CLCC</i>	18	17	94,4%	1 742,6	96%
TOTAL	1 400	1 054	75,3%	55 567,5	89%

(*) y compris forfaits et dotations

données en millions d'euros

Liste des critères engendrant une exclusion de l'établissement : (exclusion si au moins un critère est vérifié)

- Produits de titre 1 nuls ou vides ou négatifs
- Charges de titre 1 nuls ou vides ou négatifs
- Résultat des onglets B1_H et C1_h égaux
- Somme des titres égale au total produits (ou charges) CRP
- Produits globaux nuls ou vides ou négatifs
- Charges globales nulles ou vides ou négatives
- Résultat des onglets B3 et CR égaux
- CAF vide
- CAF du tableau de financement = CAF de l'onglet B3
- Total des emplois du TDF nul ou vide ou négatifs
- Total des ressources du TDF nul ou vide ou négatifs
- Somme des titres des emplois du TDF différente du total des emplois
- Somme des titres des ressources du TDF différente du total des ressources
- Encours de la dette nul ou vide
- Total actif = total passif +/- 2000 euros (bilan équilibré)
- Total actif nul, vide ou négatif
- Total passif nul, vide ou négatif

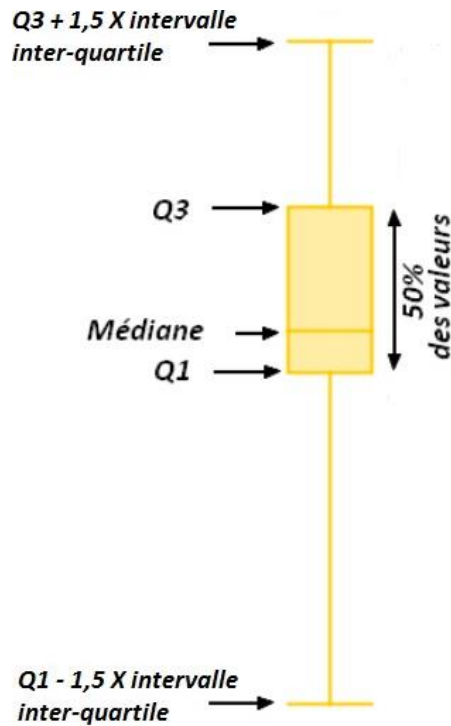
Retraitement des données :

- Emprunts obligataires négatifs, Emprunts auprès des établissements de crédit négatifs, Emprunts et dettes financières divers négatifs → forcés à 0
- Total des emplois, total des ressources, titres du TDF négatifs → forcés à 0

Les valeurs liées à ces données subissent également un impact et sont donc recalculées (apport ou prélèvement au fonds de roulement, capitaux permanents, encours de la dette).

ANNEXE 2 : LECTURE D'UNE BOITE A MOUSTACHES

Une « boîte à moustaches » ou « box-plot » vise à donner une représentation visuelle de la distribution statistique d'une variable :



Q1 désigne le 1^{er} quartile ; 25% des valeurs y sont inférieures et donc 75% y sont supérieures.

La médiane est la valeur qui permet de couper l'ensemble des observations en deux parties d'effectifs (nombre de valeurs) égales : une partie avec des valeurs inférieures ou égales à la médiane et une autre partie avec des valeurs supérieures ou égales à la médiane.

Q3 désigne le 3^{ème} quartile ; 75% des valeurs y sont inférieures et donc 25% y sont supérieures.

L'intervalle interquartile désigne la valeur de la différence entre Q3 et Q1.

ANNEXE 3 : TABLEAUX COMPLEMENTAIRES SUR L'EQUILIBRE FINANCIER (2016 ET EVOLUTION 2016/ 2013)

T 48 I Evolution depuis 2013 des composantes des recettes issues de l'activité de soin par catégorie d'établissements

Recettes issues de l'activité de soin	Publics : Evolution				Recettes issues de l'activité de soin	Privés à but non lucratif : Evolution			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	2,01%	6,10%	1,92%	3,32%	Paiement par l'AM des soins (1)	3,24%	3,85%	2,58%	3,22%
Règlement du reste à charges des patients	1,35%	-0,54%	-1,16%	-0,12%	Règlement du reste à charges des patients	2,57%	3,46%	0,82%	2,28%
Autres recettes (3)	17,76%	-13,61%	9,20%	3,57%	Autres recettes (3)	-0,75%	-3,26%	6,81%	0,85%
(1) et (3)	4,82%	2,15%	3,15%	3,37%	(1) et (3)	2,61%	2,77%	3,19%	2,86%
Total des recettes	4,53%	1,93%	2,81%	3,09%	Total des recettes	2,61%	2,81%	3,04%	2,82%

Recettes issues de l'activité de soin	CHU : Evolution				Recettes issues de l'activité de soin	EBNL (hors CLCC) : Evolution			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	2,14%	6,23%	2,86%	3,72%	Paiement par l'AM des soins (1)	2,71%	2,34%	1,84%	2,30%
Règlement du reste à charges des patients	1,65%	0,85%	0,02%	0,84%	Règlement du reste à charges des patients	1,57%	1,98%	1,42%	1,66%
Autres recettes (3)	26,08%	-14,08%	7,31%	5,15%	Autres recettes (3)	-1,84%	-3,78%	6,22%	0,11%
(1) et (3)	6,16%	2,17%	3,60%	3,97%	(1) et (3)	2,07%	1,50%	2,41%	1,99%
Total des recettes	5,78%	2,06%	3,31%	3,71%	Total des recettes	2,03%	1,53%	2,34%	1,97%

Recettes issues de l'activité de soin	CH>70M : Evolution				Recettes issues de l'activité de soin	CLCC : Evolution			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	2,44%	7,49%	2,03%	3,96%	Paiement par l'AM des soins (1)	5,04%	8,92%	4,91%	6,28%
Règlement du reste à charges des patients	1,45%	-3,24%	-2,33%	-1,39%	Règlement du reste à charges des patients	8,46%	11,58%	-2,16%	5,79%
Autres recettes (3)	18,22%	-16,99%	8,85%	2,22%	Autres recettes (3)	1,67%	-2,15%	8,04%	2,43%
(1) et (3)	5,35%	2,42%	3,17%	3,64%	(1) et (3)	4,35%	6,70%	5,49%	5,51%
Total des recettes	5,01%	1,95%	2,74%	3,23%	Total des recettes	4,50%	6,89%	5,18%	5,52%

T 49 I Évolution depuis 2013 de la composition des recettes issues de l'activité de soin par catégorie d'établissements

Recettes issues de l'activité de soin	Publics				Recettes issues de l'activité de soin	Privés à but non lucratif			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	-1,81	3,00	-0,66	0,17	Paiement par l'AM des soins (1)	0,49	0,81	-0,36	0,31
Règlement du reste à charges des patients	-0,25	-0,20	-0,30	-0,25	Règlement du reste à charges des patients	0,00	0,04	-0,13	-0,03
Autres recettes (3)	2,07	-2,81	0,97	0,08	Autres recettes (3)	-0,48	-0,85	0,49	-0,28
(1) et (3)	0,25	0,20	0,30	0,25	(1) et (3)	0,00	-0,04	0,13	0,03

Recettes issues de l'activité de soin	CHU				Recettes issues de l'activité de soin	EBNL (hors CLCC)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	-2,62	3,00	-0,34	0,01	Paiement par l'AM des soins (1)	0,54	0,64	-0,40	0,26
Règlement du reste à charges des patients	-0,33	-0,10	-0,26	-0,23	Règlement du reste à charges des patients	-0,03	0,03	-0,06	-0,02
Autres recettes (3)	2,95	-2,90	0,60	0,22	Autres recettes (3)	-0,50	-0,67	0,46	-0,24
(1) et (3)	0,33	0,10	0,26	0,23	(1) et (3)	0,03	-0,03	0,06	0,02

Recettes issues de l'activité de soin	CH>70M				Recettes issues de l'activité de soin	CLCC			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Paiement par l'AM des soins (1)	-1,83	3,95	-0,53	0,53	Paiement par l'AM des soins (1)	0,40	1,46	-0,20	0,55
Règlement du reste à charges des patients	-0,29	-0,42	-0,39	-0,37	Règlement du reste à charges des patients	0,14	0,17	-0,28	0,01
Autres recettes (3)	2,12	-3,53	0,92	-0,16	Autres recettes (3)	-0,54	-1,63	0,48	-0,56
(1) et (3)	0,29	0,42	0,39	0,37	(1) et (3)	-0,14	-0,17	0,28	-0,01

T 50 I Composition des recettes issues du paiement par l'assurance maladie des soins par catégorie d'établissements en 2016

Exercice 2016 Composantes des recettes versées par l'AM	Publics	Dont CHU	Dont CH>70M	Privés à but non lucratif	Dont EBNL (hors CLCC)	Dont CLCC	TOTAL
Produits de la tarification des séjours	50,66%	55,13%	59,58%	43,64%	39,30%	58,56%	49,77%
Produits des médicaments facturés en sus des séjours	3,93%	5,45%	4,20%	4,65%	2,03%	13,67%	4,02%
Produits des dispositifs médicaux facturés en sus des séjours	1,57%	2,25%	1,52%	1,31%	1,63%	0,20%	1,53%
Forfaits annuels	2,06%	1,56%	2,54%	0,71%	0,87%	0,18%	1,89%
Dotation annuelle de financement	20,94%	7,82%	12,97%	37,62%	48,50%	0,28%	23,07%
Dotations MIGAC	10,59%	17,48%	7,25%	5,64%	2,67%	15,84%	9,96%
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique	6,44%	6,48%	7,57%	4,50%	3,37%	8,38%	6,19%
Fonds d'intervention régional (FIR)	3,56%	3,42%	4,19%	1,86%	1,60%	2,77%	3,34%
Produits sur exercices antérieurs à la charge de l'AM	0,25%	0,41%	0,17%	0,06%	0,05%	0,12%	0,23%

T 51 I Évolution 2016/ 2015 des composantes des recettes issues du paiement par l'assurance maladie des soins par catégorie d'établissements

Composantes des recettes versées par l'AM	Evolution 2015-2016 en %						
	Publics	Dont CHU	Dont CH>70M	Privés à but non lucratif	Dont EBNL (hors CLCC)	Dont CLCC	TOTAL
Produits de la tarification des séjours	1,13%	2,60%	1,32%	3,59%	3,31%	4,16%	1,40%
Produits des médicaments facturés en sus des séjours	2,51%	2,16%	3,24%	3,48%	7,66%	1,48%	2,66%
Produits des dispositifs médicaux facturés en sus des séjours	6,04%	7,31%	5,96%	3,72%	3,42%	11,46%	5,80%
Forfaits annuels	6,70%	6,03%	5,39%	-58,33%	-60,31%	36,48%	-0,04%
Dotation annuelle de financement	1,08%	-0,06%	0,43%	2,57%	2,57%	-0,45%	1,38%
Dotations MIGAC	4,51%	3,69%	8,06%	8,02%	4,38%	10,07%	4,77%
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique	5,29%	6,09%	6,15%	8,17%	8,18%	8,15%	5,55%
Fonds d'intervention régional	0,33%	1,80%	-3,52%	-0,35%	1,66%	-3,66%	0,29%
Produits sur exercices antérieurs à la charge de l'assurance maladie	-7,16%	-7,39%	-4,31%	-11,79%	-46,67%	538,34%	-7,35%
TOTAL RECETTES VERSEES PAR L'AM	1,92%	2,86%	2,03%	2,58%	1,84%	4,91%	2,00%

NB - Un examen approfondi de l'évolution des composantes des recettes versées par l'AM entre 2016 et 2015 met en exergue un établissement privé ayant renseigné un montant de « forfaits annuels » 2015 anormalement élevé (69,0 M€). Cette composante est nulle en 2016. Les valeurs renseignées dans les EPRD 2016 et 2017 et validées par les ARS indique un montant nul en 2015.

Si on exclut ce montant, l'évolution 2015-2016 du poste « forfaits annuels » devient égale pour les privés à 6,67%, pour les EBNL (hors CLCC) à 5,02% et pour le TOTAL à 6,69%.

T 52 I Décomposition de l'évolution 2016/ 2015 selon la contribution des composantes des recettes issues des paiements par l'assurance maladie des soins par catégorie d'établissements

Composantes des recettes versées par l'AM	Contribution à l'évolution 2016/2015						TOTAL
	Publics	Dont CHU	Dont CH>70M	Privés à but non lucratif	Dont EBNL (hors CLCC)	Dont CLCC	
Produits de la tarification des séjours	0,58	1,44	0,79	1,56	1,27	2,46	0,70
Produits des médicaments facturés en sus des séjours	0,10	0,12	0,14	0,18	0,16	0,21	0,11
Produits des dispositifs médicaux facturés en sus des séjours	0,09	0,16	0,09	0,04	0,05	0,02	0,09
Forfaits annuels	0,13	0,09	0,13	-0,93	-1,25	0,05	0,00
Dotation annuelle de financement	0,23	0,00	0,06	0,95	1,25	0,00	0,32
Dotations MIGAC	0,47	0,64	0,54	0,46	0,12	1,52	0,47
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique	0,33	0,38	0,45	0,35	0,25	0,66	0,33
Fonds d'intervention régional	0,01	0,06	-0,16	-0,01	0,03	-0,11	0,01
Produits sur exercices antérieurs à la charge de l'assurance maladie	-0,02	-0,03	-0,01	-0,01	-0,05	0,11	-0,02
TOTAL RECETTES VERSEES PAR L'AM	1,92	2,86	2,03	2,58	1,84	4,91	2,00

T 53 I Composition des recettes issues du règlement du reste à charge des patients par catégorie d'établissements en 2016

Exercice 2016 Composantes des recettes issues du règlement du reste à charge des patients	Publics	Dont CHU	Dont CH>70M	Privés à but non lucratif	Dont EBNL (hors CLCC)	Dont CLCC	TOTAL
Produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'assurance maladie	39,82%	36,92%	43,39%	34,17%	34,15%	34,22%	39,27%
Produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'assurance maladie	3,56%	4,53%	2,86%	6,05%	4,55%	14,75%	3,80%
Produits de la tarification en hospitalisation à domicile non pris en charge par l'assurance maladie	0,20%	0,08%	0,35%	0,12%	0,13%	0,08%	0,19%
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique non pris en charge par l'assurance maladie	14,26%	13,24%	16,44%	12,03%	12,54%	9,10%	14,04%
Forfait journalier MCO	13,58%	12,08%	16,52%	11,25%	10,19%	17,37%	13,35%
Forfait journalier SSR	4,29%	2,27%	3,12%	18,82%	22,02%	0,21%	5,72%
Forfait journalier psychiatrie	3,02%	0,58%	1,79%	4,36%	5,11%	0,00%	3,15%
Produits des prestations de soins délivrées aux patients étrangers non assurés sociaux en France	16,23%	22,43%	11,92%	9,53%	8,50%	15,48%	15,57%
Prestations effectuées au profit des malades ou consultants d'un autre établissement	4,59%	7,20%	3,47%	3,45%	2,53%	8,76%	4,48%
Produits à la charge de l'Etat, collectivités territoriales et autres organismes publics	0,45%	0,67%	0,16%	0,23%	0,27%	0,02%	0,43%

T 54 I Évolution 2016/ 2015 des composantes des recettes issues du règlement du reste à charge des patients par catégorie d'établissements

Composantes des recettes issues du règlement du reste à charge des patients	Evolution 2015-2016 en %						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'AM	-5,27%	-7,33%	-4,07%	-1,27%	-0,70%	-4,07%	-4,95%
Produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'AM	-0,93%	-1,37%	0,23%	8,13%	9,92%	5,16%	0,45%
Produits de la tarification en hospitalisation à domicile non pris en charge par l'AM	93,29%	7,69%	248,40%	3,60%	14,36%	-58,80%	78,15%
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique non pris en charge par l'assurance maladie	-3,63%	-0,07%	-6,98%	3,32%	3,92%	-0,45%	-3,14%
Forfait journalier MCO	-0,53%	0,34%	-0,91%	-0,23%	-0,79%	1,41%	-0,51%
Forfait journalier SSR	0,72%	0,38%	0,27%	0,74%	0,70%	0,37	0,73%
Forfait journalier psychiatrie	-3,81%	-15,40%	-2,62%	-1,21%	-1,21%	n.c.	-3,48%
Produits des prestations de soins délivrées aux patients étrangers non assurés sociaux en France	6,23%	9,16%	2,24%	13,08%	20,60%	-7,14%	6,67%
Prestations effectuées au profit des malades ou consultants d'un autre établissement	9,47%	12,17%	6,88%	-7,16%	-8,81%	-4,68%	8,08%
Produits à la charge de l'Etat, collectivités territoriales et autres organismes publics	179,95%	122,87%	139,23%	-76,80%	-77,09%	-21,71%	85,31%
TOTAL REGLEMENT DU RESTE A CHARGE DES PATIENTS	-1,16%	0,02%	-2,33%	0,82%	1,42%	-2,16%	-0,97%

T 55 I Décomposition de l'évolution 2016/ 2015 selon la contribution des recettes issues du règlement du reste à charge des patients par catégorie d'établissements

Composantes des recettes issues du règlement du reste à charge des patients	Contribution à l'évolution 2016/2015						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'AM	-2,18	-2,91	-1,78	-0,43	-0,24	-1,42	-2,02
Produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'AM	-0,03	-0,06	0,01	0,49	0,45	0,71	0,02
Produits de la tarification en hospitalisation à domicile non pris en charge par l'AM	0,10	0,01	0,26	0,01	0,03	-0,11	0,09
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique non pris en charge par l'assurance maladie	-0,53	-0,01	-1,20	0,36	0,44	-0,04	-0,45
Forfait journalier MCO	-0,07	0,04	-0,15	-0,03	-0,08	0,24	-0,07
Forfait journalier SSR	0,03	0,01	0,01	0,14	0,16	0,06	0,04
Forfait journalier psychiatrie	-0,12	-0,11	-0,05	-0,05	-0,06	n.c.	-0,11
Produits des prestations de soins délivrées aux patients étrangers non assurés sociaux en France	0,94	1,87	0,26	1,31	1,80	-1,16	0,98
Prestations effectuées au profit des malades ou consultants d'un autre établissement	0,40	0,81	0,22	-0,27	-0,24	-0,42	0,34
Produits à la charge de l'Etat, collectivités territoriales et autres organismes publics	0,30	0,38	0,09	-0,71	-0,85	-0,01	0,20
TOTAL REGLEMENT DU RESTE A CHARGE DES PATIENTS	-1,16	0,02	-2,33	0,82	1,42	-2,16	-0,97

T 56 I Composition des autres recettes par catégorie d'établissements en 2016

Exercice 2016 Composantes des autres recettes	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	TOTAL
Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises et produits des activités annexes (sauf 7071, 7087 et 709)	15,66%	13,03%	17,92%	30,80%	36,88%	17,55%	17,17%
Rétrocession de médicaments	23,15%	31,29%	24,91%	11,09%	8,74%	16,20%	21,94%
Remboursement de frais par les CRPA	13,14%	4,37%	9,91%	1,11%	1,62%	0,00%	11,94%
Production stockée (ou déstockage)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Production immobilisée	0,22%	0,22%	0,16%	0,46%	0,12%	1,19%	0,24%
Subventions d'exploitation et participations (sauf 7471)	4,58%	6,87%	2,97%	8,43%	4,82%	16,29%	4,96%
Autres produits de gestion courante	9,49%	8,22%	11,50%	12,80%	9,95%	19,01%	9,82%
Produits financiers	1,06%	0,61%	1,16%	0,81%	0,88%	0,66%	1,03%
Produits exceptionnels (sauf 7722)	7,05%	8,87%	5,90%	9,36%	10,04%	7,87%	7,28%
<i>Dont 775 Produits des cessions d'éléments d'actif</i>	0,95%	0,62%	0,82%	1,80%	2,53%	0,20%	1,03%
<i>Dont 777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice</i>	0,89%	0,94%	0,91%	2,73%	2,10%	4,11%	1,07%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	12,35%	15,94%	12,69%	14,02%	13,22%	15,77%	12,51%
Transferts de charges	2,21%	0,30%	1,43%	3,27%	3,74%	2,24%	2,32%
Variations des stocks à caractère médical (60311,60321,60322,60371) (crédits)	5,78%	6,58%	6,69%	0,45%	0,39%	0,58%	5,25%
Autres variations de stocks (sauf 60311,60321,60322,60371)(crédits)	1,19%	0,67%	1,24%	0,17%	0,19%	0,13%	1,09%
Rabais, remises et ristournes (609, 619 et 629)	0,28%	0,59%	0,07%	0,61%	0,61%	0,61%	0,31%
Remboursements sur rémunérations ou charges sociales ou taxes (6419, 6429, 64519, 64529, 64719, 64729, 6489, 6319 et 6339)	3,76%	2,41%	3,34%	6,60%	8,75%	1,90%	4,05%
Atténuation de charges-portabilité compte épargne temps (CET)	0,10%	0,03%	0,11%	0,02%	0,03%	0,00%	0,09%

T 57 I Évolution 2016/ 2015 des composantes des autres recettes par catégorie d'établissements

Composantes des autres recettes	Evolution 2015-2016 en %						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises et produits des activités annexes (sauf 7071, 7087 et 709)	10,16%	11,86%	9,03%	10,45%	9,88%	12,95%	10,22%
Rétrocession de médicaments	2,67%	-1,10%	5,91%	36,10%	21,59%	53,46%	3,92%
Remboursement de frais par les CRPA	1,19%	-0,20%	1,82%	-9,55%	-9,55%	n.c.	1,08%
Production stockée (ou déstockage)	-94,15%	95,60%	n.c.	-17,49%	-17,49%	n.c.	-91,48%
Production immobilisée	9,43%	14,79%	12,43%	373,47%	25,25%	1018,32%	29,26%
Subventions d'exploitation et participations (sauf 7471)	6,48%	11,38%	-5,48%	3,61%	10,69%	-0,42%	5,94%
Autres produits de gestion courante	4,09%	6,46%	-0,08%	3,08%	0,86%	5,96%	3,94%
Produits financiers	306,12%	7,28%	808,78%	-20,28%	-24,17%	-6,68%	193,64%
Produits exceptionnels (sauf 7722)	-4,20%	-3,32%	-6,70%	6,34%	16,69%	-13,91%	-2,89%
<i>Dont 775 Produits des cessions d'éléments d'actif</i>	-5,77%	-16,48%	19,23%	-35,13%	-30,69%	-76,00%	-13,11%
<i>Dont 777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice</i>	11,56%	11,40%	8,71%	11,82%	20,17%	3,95%	11,63%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	35,56%	45,86%	29,30%	-2,44%	-3,21%	-1,04%	29,77%
Transferts de charges	224,29%	-85,66%	572,78%	-4,66%	-2,60%	-10,74%	142,63%
Variations des stocks à caractère médical (60311,60321,60322,60371) (crédits)	10,03%	12,33%	9,28%	6,69%	19,34%	-6,66%	10,00%
Autres variations de stocks (sauf 60311,60321,60322,60371)(crédits)	-1,54%	4,03%	-5,20%	-30,40%	-43,95%	49,98%	-2,07%
Rabais, remises et ristournes (609, 619 et 629)	60,13%	66,42%	53,24%	5,07%	-1,33%	20,92%	45,34%
Remboursements sur rémunérations ou charges sociales ou taxes (6419, 6429, 64519, 64529, 64719, 64729, 6489, 6319 et 6339)	-8,16%	-12,10%	-7,94%	-0,61%	3,04%	-25,56%	-6,99%
Atténuation de charges-portabilité compte épargne temps (CET)	24,89%	2,94%	11,60%	-35,41%	-35,41%	n.c.	21,84%
TOTAL AUTRES RECETTES	9,20%	7,31%	8,85%	6,81%	6,22%	8,04%	8,95%

T 58 I Décomposition de l'évolution 2016/ 2015 selon la contribution des composantes des autres recettes par catégorie d'établissements

Composantes des autres recettes	Contribution à l'évolution 2016/2015						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70 M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises et produits des activités annexes (sauf 7071, 7087 et 709)	1,59	1,48	1,62	3,05	3,48	2,17	1,74
Rétrocession de médicaments	0,66	-0,38	1,49	2,93	1,41	6,10	0,90
Remboursement de frais par les CRPA	0,17	-0,01	0,19	-0,11	-0,16	n.c.	0,14
Production stockée (ou déstockage)	-0,01	0,00	n.c.	0,00	0,00	n.c.	-0,01
Production immobilisée	0,02	0,03	0,02	0,40	0,03	1,17	0,06
Subventions d'exploitation et participations	0,30	0,72	-0,18	0,32	0,52	-0,07	0,30
Autres produits de gestion courante	0,40	0,52	-0,01	0,44	0,10	1,16	0,41
Produits financiers	0,76	0,03	1,23	-0,23	-0,31	-0,05	0,66
Produits exceptionnels (sauf 7722)	-0,33	-0,31	-0,45	0,60	1,54	-1,37	-0,23
<i>Dont 775 Produits des cessions d'éléments d'actif</i>	-0,06	-0,10	0,15	-1,03	-1,20	-0,67	-0,16
<i>Dont 777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice</i>	0,10	0,10	0,07	0,32	0,39	0,17	0,12
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3,65	5,61	3,22	-0,38	-0,48	-0,18	3,23
Transferts de charges	1,67	-1,08	1,44	-0,16	-0,10	-0,29	1,47
Variations des stocks à caractère médical (60311,60321,60322,60371) (crédits)	0,58	0,77	0,62	0,03	0,07	-0,04	0,52
Autres variations de stocks (sauf 60311,60321,60322,60371) (crédits)	-0,02	0,03	-0,07	-0,06	-0,12	0,05	-0,02
Rabais, remises et ristournes (609, 619 et 629)	0,12	0,26	0,03	0,03	-0,01	0,11	0,11
Remboursements sur rémunérations ou charges sociales ou taxes (6419, 6429, 64519, 64529, 64719, 64729, 6489, 6319 et 6339)	-0,37	-0,38	-0,31	-0,04	0,28	-0,71	-0,33
Atténuation de charges-portabilité compte épargne temps (CET)	0,02	0,00	0,01	-0,01	-0,02	n.c.	0,02
TOTAL AUTRES RECETTES	9,20	7,31	8,85	6,81	6,22	8,04	8,95

T 59 I Evolution depuis 2013 des composantes des dépenses issues de l'activité de soin par catégorie d'établissements

Dépenses issues de l'activité de soin	Publics : Evolution				Dépenses issues de l'activité de soin	Privés à but non lucratif : Evolution			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	2,74%	1,80%	1,39%	1,98%	Dépenses de personnel	2,29%	1,64%	1,32%	1,75%
Dépenses à caractère médical	15,63%	3,16%	4,58%	7,65%	Dépenses à caractère médical	7,37%	5,11%	9,24%	7,23%
Dépenses à caractère hôtelier et général	0,82%	2,53%	3,21%	2,18%	Dépenses à caractère hôtelier et général	2,19%	2,66%	3,60%	2,82%
Autres dépenses	1,71%	2,81%	6,71%	3,72%	Autres dépenses	0,75%	1,71%	-0,06%	0,80%
Total des dépenses	4,56%	2,21%	2,65%	3,14%	Total des dépenses	2,92%	2,34%	2,82%	2,69%

Annexes CF

Dépenses issues de l'activité de soin	CHU : Evolution			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	2,65%	1,76%	1,70%	2,03%
Dépenses à caractère médical	18,95%	2,04%	4,54%	8,26%
Dépenses à caractère hôtelier et général	1,56%	4,45%	7,07%	4,33%
Autres dépenses	0,32%	5,69%	3,15%	3,03%
Total des dépenses	5,75%	2,42%	2,96%	3,70%

Dépenses issues de l'activité de soin	EBNL (hors CLCC) : Evolution			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	2,19%	0,97%	1,15%	1,44%
Dépenses à caractère médical	8,34%	2,46%	6,62%	5,78%
Dépenses à caractère hôtelier et général	1,93%	1,12%	2,46%	1,84%
Autres dépenses	-1,77%	1,28%	1,24%	0,24%
Total des dépenses	2,58%	1,21%	2,05%	1,94%

Dépenses issues de l'activité de soin	CH>70M : Evolution			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	3,15%	2,05%	1,58%	2,26%
Dépenses à caractère médical	14,35%	5,36%	5,04%	8,16%
Dépenses à caractère hôtelier et général	2,04%	1,45%	1,76%	1,75%
Autres dépenses	5,59%	-0,33%	4,23%	3,13%
Total des dépenses	5,12%	2,35%	2,49%	3,31%

Dépenses issues de l'activité de soin	CLCC : Evolution			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	2,68%	4,37%	1,97%	3,00%
Dépenses à caractère médical	5,92%	9,15%	12,98%	9,31%
Dépenses à caractère hôtelier et général	3,36%	9,41%	8,22%	6,97%
Autres dépenses	6,57%	2,62%	2,79%	2,06%
Total des dépenses	4,04%	5,98%	5,15%	5,05%

T 60 I Évolution depuis 2013 de la composition des dépenses issues de l'activité de soin par catégorie d'établissements

Dépenses issues de l'activité de soin	Publics			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	-1,12	-0,25	-0,77	-0,71
Dépenses à caractère médical	1,73	0,17	0,34	0,75
Dépenses à caractère hôtelier et général	-0,36	0,03	0,05	-0,09
Autres dépenses	-0,26	0,05	0,37	0,05

Dépenses issues de l'activité de soin	Privés à but non lucratif			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	-0,38	-0,42	-0,90	-0,57
Dépenses à caractère médical	0,67	0,44	1,03	0,71
Dépenses à caractère hôtelier et général	-0,10	0,04	0,10	0,02
Autres dépenses	-0,19	-0,05	-0,24	-0,16

Dépenses issues de l'activité de soin	CHU			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	-1,77	-0,38	-0,71	-0,95
Dépenses à caractère médical	2,63	-0,09	0,36	0,97
Dépenses à caractère hôtelier et général	-0,33	0,16	0,33	0,05
Autres dépenses	-0,53	0,31	0,02	-0,07

Dépenses issues de l'activité de soin	EBNL (hors CLCC)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	-0,25	-0,15	-0,58	-0,32
Dépenses à caractère médical	0,68	0,16	0,58	0,47
Dépenses à caractère hôtelier et général	-0,09	-0,01	0,06	-0,02
Autres dépenses	-0,34	0,01	-0,06	-0,13

Dépenses issues de l'activité de soin	CH>70M			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	-1,19	-0,18	-0,55	-0,64
Dépenses à caractère médical	1,44	0,52	0,46	0,81
Dépenses à caractère hôtelier et général	-0,29	-0,09	-0,07	-0,15
Autres dépenses	0,04	-0,26	0,17	-0,02

Dépenses issues de l'activité de soin	CLCC			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Dépenses de personnel	-0,68	-0,77	-1,52	-0,99
Dépenses à caractère médical	0,47	0,80	2,05	1,11
Dépenses à caractère hôtelier et général	-0,07	0,34	0,32	0,20
Autres dépenses	0,28	-0,37	-0,85	-0,31

T 61 I Composition des dépenses de personnel par catégories d'établissements en 2016

Exercice 2016 Composantes des dépenses de personnel	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	TOTAL
Personnel extérieur à l'établissement	0,94%	0,66%	0,83%	3,58%	3,56%	3,64%	1,25%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des Impôts) (sauf 6319)	5,97%	5,87%	6,07%	5,83%	5,74%	6,26%	5,95%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) (sauf 6339)	2,87%	2,97%	2,90%	2,03%	1,88%	2,66%	2,77%
Rémunérations du personnel non médical (sauf 6411, 6413, 6415 et 6419)	0,42%	0,18%	0,57%	3,23%	3,42%	2,39%	0,75%
Personnel titulaire et stagiaire	42,55%	42,70%	41,62%	0,06%	0,08%	0,00%	37,51%
Personnel sous contrats à durée indéterminée (CDI)	2,66%	2,08%	2,78%	39,17%	39,42%	38,10%	6,99%
Personnel sous contrats à durée déterminée (CDD)	4,13%	3,86%	4,18%	4,33%	4,44%	3,86%	4,16%
Rémunérations du personnel médical (sauf 6421, 6422, 6423, 6425 et 6429)	2,91%	4,76%	2,19%	4,08%	4,50%	2,20%	3,05%
Praticiens hospitaliers temps plein et temps partiel et hospitalo-universitaires titulaires	7,90%	8,01%	8,60%	9,23%	8,45%	12,66%	8,06%
Praticiens à recrutement contractuel renouvelables de droit	0,65%	0,75%	0,53%	0,60%	0,73%	0,00%	0,64%
Praticiens à recrutement contractuel sans renouvellement de droit	2,30%	2,16%	2,54%	0,02%	0,02%	0,00%	2,03%
Permanences des soins	1,77%	1,59%	2,07%	0,66%	0,67%	0,66%	1,64%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance - personnel non médical (sauf 64519)	18,59%	18,02%	18,50%	19,36%	19,47%	18,86%	18,68%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance - personnel médical (sauf 64529)	4,90%	5,11%	5,27%	5,80%	5,51%	7,07%	5,01%
Autres charges sociales - personnel non médical (sauf 64719)	1,01%	0,92%	0,99%	1,03%	1,07%	0,89%	1,01%
Autres charges sociales - personnel médical (sauf 64729)	0,05%	0,08%	0,03%	0,25%	0,23%	0,35%	0,07%
Autres charges de personnel (sauf 6489)	0,39%	0,30%	0,34%	0,74%	0,81%	0,41%	0,43%

T 62 I Évolution 2016/ 2015 des composantes des dépenses de personnel par catégorie d'établissement

Composantes des dépenses de personnel	Evolution 2015-2016 en %						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Personnel extérieur à l'établissement	8,63%	6,00%	10,32%	-16,83%	-20,92%	3,51%	-1,55%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des Impôts) (sauf 6319)	1,34%	2,01%	1,14%	1,81%	1,25%	3,87%	1,39%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) (sauf 6339)	1,82%	2,07%	2,40%	3,29%	4,16%	0,91%	1,95%
Rémunérations du personnel non médical (sauf 6411, 6413, 6415 et 6419)	21,78%	0,17%	88,95%	-24,35%	-27,66%	0,30%	-6,10%
Personnel titulaire et stagiaire	0,15%	0,42%	-0,07%	-24,05%	-24,05%	n.c.	0,14%
Personnel sous contrats à durée indéterminée (CDI)	3,03%	2,50%	3,05%	4,52%	5,20%	1,84%	4,02%
Personnel sous contrats à durée déterminée (CDD)	4,12%	6,42%	3,00%	8,36%	9,47%	3,66%	4,61%
Rémunérations du personnel médical (sauf 6421, 6422, 6423, 6425 et 6429)	-1,16%	-0,22%	3,25%	-3,72%	-4,75%	4,97%	-1,55%
Praticiens hospitaliers temps plein et temps partiel et hospitalo-universitaires titulaires	3,74%	4,39%	2,93%	9,15%	12,35%	1,47%	4,45%
Praticiens à recrutement contractuel renouvelables de droit	-0,96%	-3,05%	-1,75%	n.c.	n.c.	n.c.	-0,96%
Praticiens à recrutement contractuel sans renouvellement de droit	11,51%	12,73%	10,05%	61,33%	61,33%	n.c.	11,54%
Permanences des soins	0,76%	1,32%	0,74%	0,60%	-0,97%	8,87%	0,75%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance - personnel non médical (sauf 64519)	0,55%	1,18%	0,56%	-0,72%	-1,05%	0,65%	0,40%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance - personnel médical (sauf 64529)	3,24%	4,43%	3,36%	3,53%	3,76%	2,87%	3,28%
Autres charges sociales - personnel non médical (sauf 64719)	3,31%	1,38%	3,73%	0,91%	1,30%	-0,98%	3,00%
Autres charges sociales - personnel médical (sauf 64729)	-6,72%	-6,38%	-11,50%	15,20%	6,10%	52,43%	1,57%
Autres charges de personnel (sauf 6489)	1,30%	-1,38%	5,03%	16,89%	22,04%	-10,89%	3,97%
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	1,39%	1,70%	1,58%	1,32%	1,15%	1,97%	1,38%

T 63 I Décomposition de l'évolution 2016/ 2015 selon la contribution des composantes des dépenses de personnel par catégorie d'établissements

Composantes des dépenses de personnel	Contribution à l'évolution 2015-2016						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Personnel extérieur à l'établissement	0,07	0,03	0,08	-0,73	-0,95	0,13	-0,02
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des Impôts) (sauf 6319)	0,08	0,12	0,07	0,11	0,07	0,24	0,08
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) (sauf 6339)	0,05	0,06	0,07	0,07	0,08	0,02	0,05
Rémunérations du personnel non médical (sauf 6411, 6413, 6415 et 6419)	0,08	0,00	0,29	-1,01	-1,27	0,01	-0,05
Personnel titulaire et stagiaire	0,07	0,18	-0,03	-0,05	-0,06	n.c.	0,05
Personnel sous contrats à durée indéterminée (CDI)	0,08	0,05	0,08	1,73	2,00	0,70	0,27
Personnel sous contrats à durée déterminée (CDD)	0,17	0,23	0,12	0,34	0,39	0,14	0,19
Rémunérations du personnel médical (sauf 6421, 6422, 6423, 6425 et 6429)	-0,03	-0,01	0,07	-0,15	-0,22	0,11	-0,05
Praticiens hospitaliers temps plein et temps partiel et hospitalo-universitaires titulaires	0,29	0,34	0,25	0,80	0,96	0,19	0,35
Praticiens à recrutement contractuel renouvelables de droit	-0,01	-0,03	-0,01	n.c.	n.c.	n.c.	-0,01
Praticiens à recrutement contractuel sans renouvellement de droit	0,24	0,25	0,23	0,01	0,01	n.c.	0,21
Permanences des soins	0,01	0,02	0,02	0,00	-0,01	0,05	0,01
Charges de sécurité sociale et de prévoyance - personnel non médical (sauf 64519)	0,10	0,21	0,10	-0,14	-0,21	0,13	0,07
Charges de sécurité sociale et de prévoyance - personnel médical (sauf 64529)	0,16	0,22	0,17	0,20	0,20	0,20	0,16
Autres charges sociales - personnel non médical (sauf 64719)	0,03	0,01	0,04	0,01	0,01	-0,01	0,03
Autres charges sociales - personnel médical (sauf 64729)	0,00	-0,01	0,00	0,04	0,01	0,12	0,00
Autres charges de personnel (sauf 6489)	0,01	0,00	0,02	0,10	0,14	-0,05	0,02
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	1,39	1,70	1,58	1,32	1,15	1,97	1,38

T 64 I Composition des dépenses à caractère médical par catégorie d'établissements en 2016

Exercice 2016 Composantes des dépenses à caractère médical	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	TOTAL
Achats stockés de matières premières ou fournitures à caractère médical ou pharmaceutique	0,05%	0,01%	0,00%	0,09%	0,16%	0,00%	0,05%
Produits pharmaceutiques et produits à usage médical	49,41%	49,76%	51,78%	44,70%	34,07%	60,29%	48,89%
Fournitures, produits finis et petit matériel médical et médico-technique	26,65%	27,84%	26,81%	23,80%	31,87%	11,97%	26,33%
Fournitures médicales	5,68%	8,29%	2,42%	6,86%	5,55%	8,79%	5,81%
Achats de marchandises à caractère médical et pharmaceutique	1,76%	2,32%	1,18%	2,67%	3,04%	2,13%	1,86%
Variation des stocks à caractère médical (60311,60321, 60322, 60371)	4,79%	4,01%	5,56%	0,18%	0,23%	0,10%	4,28%
Sous-traitance générale	6,73%	3,81%	6,92%	13,83%	17,48%	8,48%	7,52%
Locations à caractère médical	1,02%	0,66%	1,11%	2,26%	2,88%	1,37%	1,16%
Entretiens et réparations de biens à caractère médical	3,92%	3,29%	4,22%	5,60%	4,72%	6,89%	4,10%

T 65 I Évolution 2016/ 2015 des composantes des dépenses à caractère médical par catégorie d'établissements

Composantes des dépenses à caractère médical	Evolution 2015-2016 en %						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70 M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Achats stockés de matières premières ou fournitures à caractère médical ou pharmaceutique	783,30%	24,43%	15,21%	-35,06%	-35,06%	n.c.	138,51%
Produits pharmaceutiques et produits à usage médical	5,43%	4,44%	6,85%	12,09%	9,90%	13,81%	6,09%
Fournitures, produits finis et petit matériel médical et médico-technique	3,89%	5,20%	3,23%	4,56%	3,64%	7,73%	3,95%
Fournitures médicales	5,80%	5,26%	9,52%	6,76%	3,21%	10,18%	5,93%
Achats de marchandises à caractère médical et pharmaceutique	14,03%	16,69%	0,81%	17,54%	5,04%	64,90%	14,64%
Variation des stocks à caractère médical (60311,60321, 60322, 60371)	1,26%	-1,82%	6,25%	14,37%	12,56%	22,01%	1,32%
Sous-traitance générale	1,00%	1,78%	-1,16%	8,90%	7,42%	13,65%	2,60%
Locations à caractère médical	9,50%	12,78%	6,61%	7,54%	7,04%	9,00%	9,06%
Entretiens et réparations de biens à caractère médical	1,01%	0,09%	2,67%	8,01%	7,93%	8,08%	2,03%
TOTAL DEPENSE A CARACTERE MEDICAL	4,58%	4,54%	5,04%	9,24%	6,62%	12,98%	5,09%

T 66 I Décomposition de l'évolution 2016/ 2015 selon la contribution des composantes des dépenses à caractères médical par catégorie d'établissement

Composantes des dépenses à caractère médical	Contribution à l'évolution 2015-2016						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Achats stockés de matières premières ou fournitures à caractère médical ou pharmaceutique	0,05	0,00	0,00	-0,07	-0,12	n.c.	0,04
Produits pharmaceutiques et produits à usage médical	2,66	2,22	3,49	5,32	3,26	8,27	2,95
Fournitures, produits finis et petit matériel médical et médico-technique	1,04	1,43	0,88	1,05	1,11	0,97	1,04
Fournitures médicales	0,34	0,45	0,22	0,49	0,19	0,92	0,35
Achats de marchandises à caractère médical et pharmaceutique	0,24	0,37	0,01	0,50	0,19	0,95	0,27
Variation des stocks à caractère médical (60311,60321, 60322, 60371)	0,06	-0,07	0,35	0,03	0,03	0,02	0,06
Sous-traitance générale	0,07	0,07	-0,09	1,30	1,40	1,15	0,20
Locations à caractère médical	0,09	0,08	0,07	0,17	0,20	0,13	0,10
Entretiens et réparations de biens à caractère médical	0,04	0,00	0,11	0,44	0,35	0,58	0,09
TOTAL DEPENSE A CARACTERE MEDICAL	4,58	4,54	5,04	9,24	6,62	12,98	5,09

T 67 I Composition des dépenses à caractère hôtelier et général par catégorie d'établissements en 2016

Exercice 2016 Composantes des dépenses à caractère hôtelier et général	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	TOTAL
Achats stockés de matières premières ou fournitures à caractère hôtelier et général	0,00%	0,00%	0,00%	0,41%	0,46%	0,17%	0,07%
Achats stockés ; autres approvisionnements (sauf 6021 et 6022)	16,71%	12,92%	16,06%	5,76%	6,35%	3,20%	14,92%
Achats non stockés de matières et fournitures (sauf 6066)	17,15%	17,75%	16,20%	14,16%	13,83%	15,60%	16,66%
Achats de marchandises à caractère hôtelier et général	0,16%	0,41%	0,00%	0,28%	0,35%	0,01%	0,18%
Variation des stocks (sauf 60311, 60321, 60322 et 60371)	2,01%	1,32%	2,01%	0,14%	0,15%	0,08%	1,71%
Services extérieurs (sauf 611, 6131, 6151et 619)	21,78%	22,17%	21,96%	27,77%	28,84%	23,11%	22,76%
Autres services extérieurs (sauf 621et 629)	28,39%	29,54%	27,90%	38,49%	37,74%	41,74%	30,05%
Impôts, taxes et versements assimilés (sauf 631, 6319, 633 et 6339)	0,38%	0,42%	0,31%	2,10%	2,53%	0,19%	0,66%
Autres charges de gestion courante	13,40%	15,45%	15,56%	10,90%	9,75%	15,90%	12,99%
Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Production stockée (ou déstockage)	0,01%	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%

T 68 I Évolution 2016/2015 des composantes des dépenses à caractère hôtelier et général par catégorie d'établissements

Composantes des dépenses à caractère hôtelier et général	Evolution 2015-2016 en %						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Achats stockés de matières premières ou fournitures à caractère hôtelier et général	-90,43%	4008,43%	1142,05%	22,31%	34,16%	3,45%	-27,01%
Achats stockés ; autres approvisionnements (sauf 6021 et 6022)	-3,18%	-2,19%	-3,46%	-3,50%	-3,97%	0,46%	-3,20%
Achats non stockés de matières et fournitures (sauf 6066)	-0,96%	-3,03%	1,27%	1,23%	-2,37%	16,58%	-0,66%
Achats de marchandises à caractère hôtelier et général	87,16%	29767,61%	-96,31%	204,44%	206,40%	27,04%	106,74%
Variation des stocks (sauf 60311, 60321, 60322 et 60371)	-0,42%	10,74%	0,49%	-12,64%	-14,14%	0,34%	-0,60%
Services extérieurs (sauf 611, 6131, 6151 et 619)	0,76%	1,80%	-0,31%	2,11%	0,99%	7,90%	1,03%
Autres services extérieurs (sauf 621 et 629)	2,16%	4,31%	0,80%	3,67%	3,15%	5,50%	2,46%
Impôts, taxes et versements assimilés (sauf 631, 6319, 633 et 6339)	-2,65%	-19,37%	11,84%	5,85%	5,51%	26,07%	1,87%
Autres charges de gestion courante	27,74%	50,39%	13,58%	13,34%	14,83%	10,06%	25,64%
Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement	-99,80%	-99,80%	n.c.	-62,24%	-62,24%	n.c.	-99,01%
Production stockée (ou déstockage)	-	-162,04%	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	-162,29%
TOTAL DEPENSES A CARACTERE HOTELIER ET GENERAL	3,21%	7,07%	1,76%	3,60%	2,46%	8,22%	3,27%

T 69 I Décomposition de l'évolution 2016/2015 selon la contribution des composantes des dépenses à caractère hôtelier et général par catégorie d'établissements

Composantes des dépenses à caractère hôtelier et général	Contribution à l'évolution						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Achats stockés de matières premières ou fournitures à caractère hôtelier et général	-0,01	0,00	0,00	0,02	0,02	0,01	-0,01
Achats stockés ; autres approvisionnements (sauf 6021 et 6022)	-0,56	-0,30	-0,59	-0,23	-0,29	0,02	-0,51
Achats non stockés de matières et fournitures (sauf 6066)	-0,17	-0,60	0,21	0,19	-0,36	2,40	-0,12
Achats de marchandises à caractère hôtelier et général	0,08	46,43%	0,00	0,21	0,26	0,00	0,10
Variation des stocks (sauf 60311, 60321, 60322 et 60371)	-0,01	0,13	0,01	-0,02	-0,03	0,00	-0,01
Services extérieurs (sauf 611, 6131, 6151 et 619)	0,17	0,41	-0,07	0,59	0,29	1,83	0,24
Autres services extérieurs (sauf 621 et 629)	0,62	1,33	0,22	1,40	1,16	2,35	0,74
Impôts, taxes et versements assimilés (sauf 631, 6319, 633 et 6339)	-0,01	-0,07	0,03	0,12	0,13	0,04	0,01
Autres charges de gestion courante	3,09	5,66	1,94	1,32	1,26	1,57	2,80
Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement	-0,01	-0,03	n.c.	0,00	0,00	n.c.	-0,01
Production stockée (ou déstockage)	0,03	0,07	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	0,02
TOTAL DEPENSES A CARACTERE HOTELIER ET GENERAL	3,21	7,07	1,76	3,60	2,46	8,22	3,27

T 70 I Composition des autres dépenses par catégorie d'établissements en 2016

Exercice 2016 Composantes des autres dépenses	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	TOTAL
Charges financières	18,41%	13,05%	20,41%	8,84%	10,03%	6,03%	17,42%
Charges exceptionnelles	12,16%	15,93%	9,67%	7,67%	9,16%	4,14%	11,69%
<i>Dont Valeur comptable des éléments d'actifs cédés</i>	0,77%	0,58%	1,00%	2,37%	3,26%	0,28%	0,94%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	69,44%	71,02%	69,92%	83,22%	80,61%	89,41%	70,86%
Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00%	0,00%	0,00%	0,27%	0,21%	0,42%	0,03%

T 71 I Évolution 2016/2015 des composantes des autres dépenses par catégorie d'établissements

Composantes des autres dépenses	Evolution 2015-2016 en %						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Charges financières	25,70%	-11,56%	29,37%	-10,52%	-10,68%	-9,93%	23,14%
Charges exceptionnelles	9,15%	19,96%	-7,07%	4,92%	26,08%	-44,56%	8,82%
<i>Dont Valeur comptable des éléments d'actifs cédés</i>	-10,08%	3,30%	-6,36%	32,80%	39,37%	-40,28%	-1,41%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2,25%	2,98%	0,09%	0,58%	0,24%	1,24%	2,04%
Impôts sur les bénéfices et assimilés	n.c.	n.c.	n.c.	32,94%	69,96%	5,56%	32,94%
TOTAL AUTRES DEPENSES	6,71%	3,15%	4,23%	-0,06%	1,24%	-2,79%	5,96%

T 72 I Décomposition de l'évolution 2016/ 2015 selon la contribution des composantes des dépenses liées aux autres dépenses

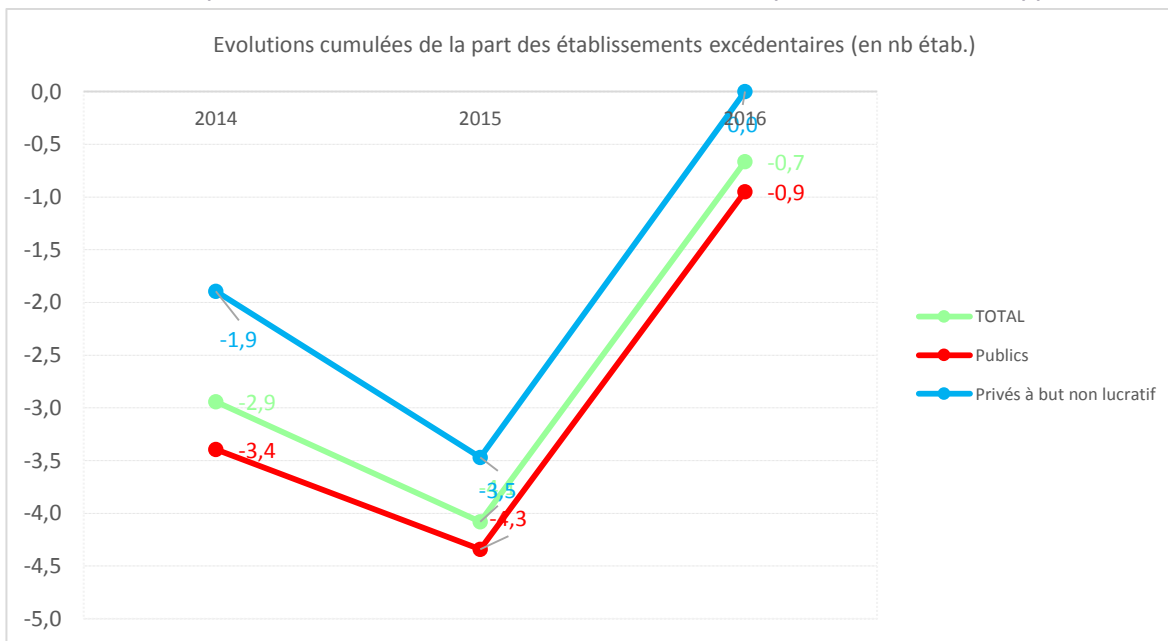
Composantes des autres dépenses	Contribution à l'évolution 2015-2016						TOTAL
	Publics	dont CHU	dont CH>70M	Privés à but non lucratif	dont EBNL (hors CLCC)	dont CLCC	
Charges financières	4,00	-1,71	4,92	-0,99	-1,16	-0,65	3,44
Charges exceptionnelles	1,08	2,73	-0,76	0,38	2,11	-3,23	1,00
<i>Dont Valeur comptable des éléments d'actifs cédés</i>	-0,09	0,02	-0,07	0,59	0,96	-0,18	-0,01
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1,64	2,13	0,07	0,48	0,20	1,06	1,51
Impôts sur les bénéfices et assimilés	n.c.	n.c.	n.c.	0,07	0,10	0,02	0,01
TOTAL AUTRES DEPENSES	6,71	3,15	4,23	-0,06	1,24	-2,79	5,96

Le résultat afférent à l'activité de soin :**T 73 I** Evolution depuis 2013 de la part des établissements excédentaires (CRP) par catégorie d'établissements

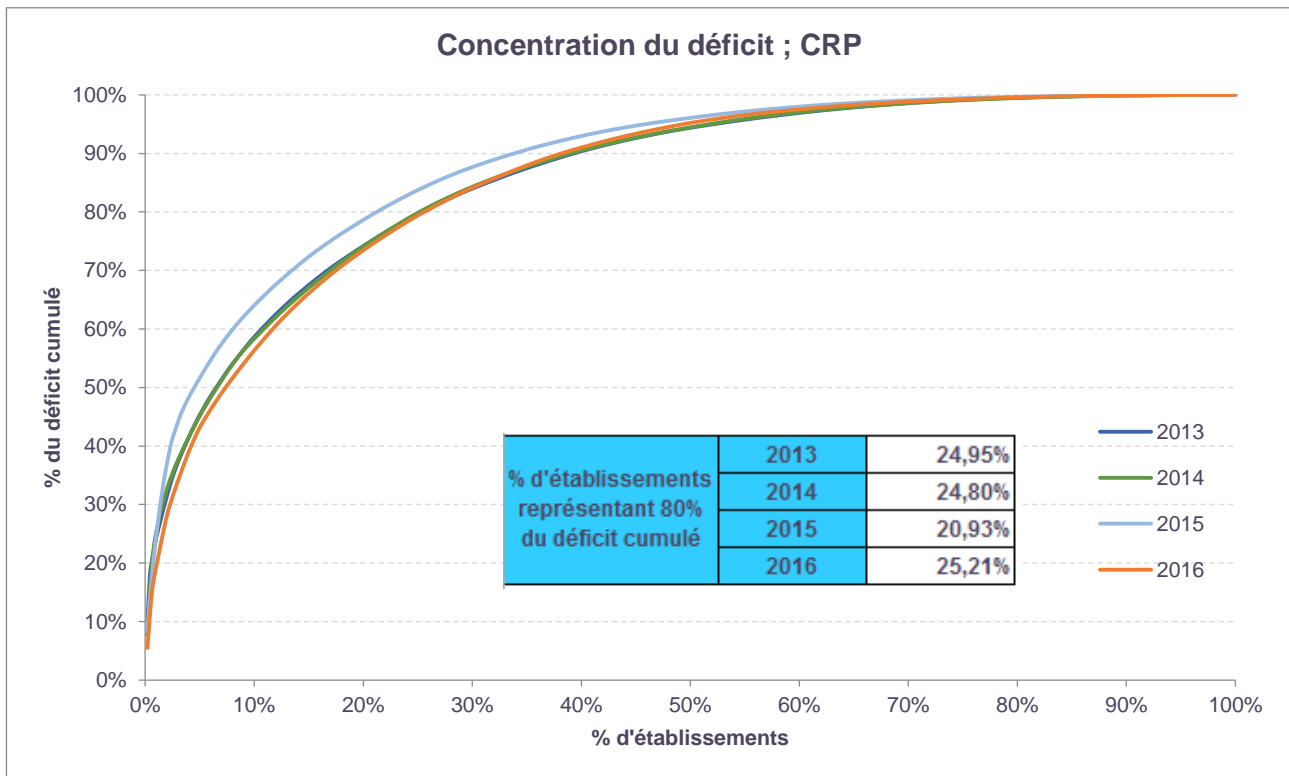
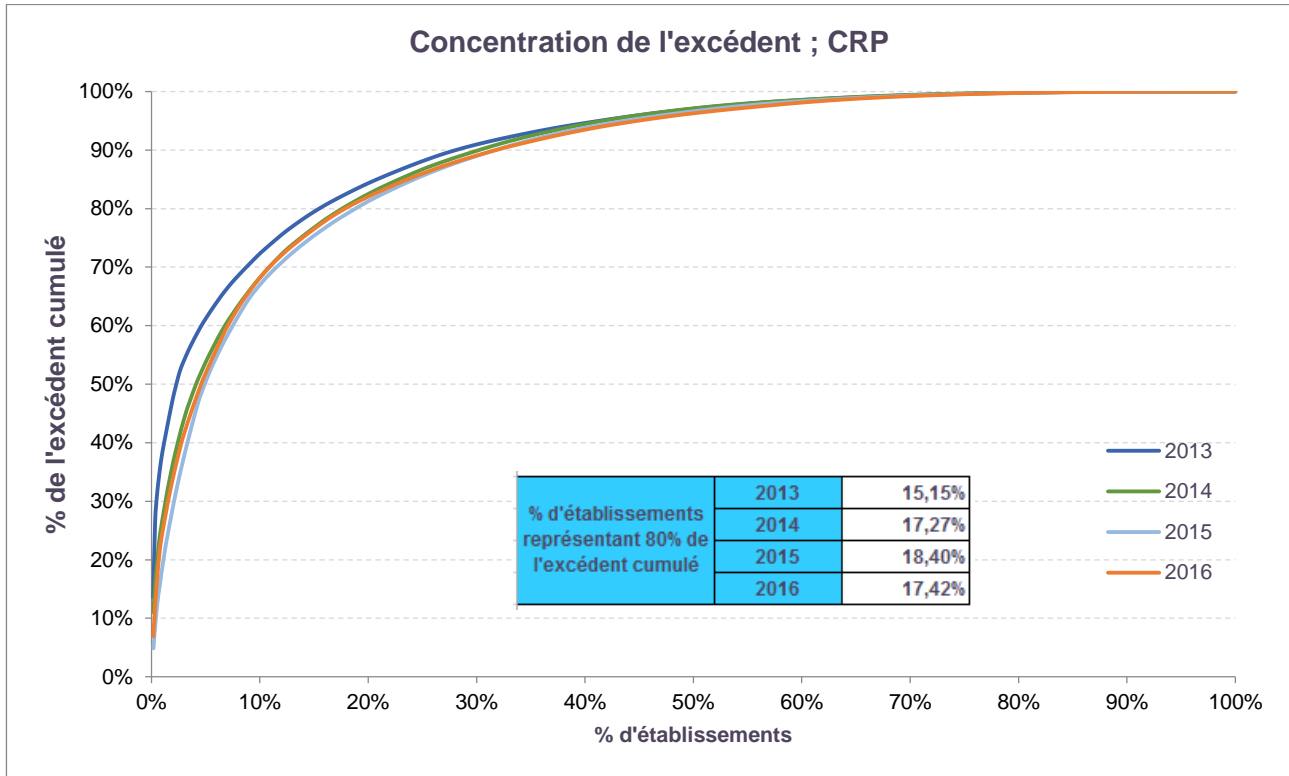
Catégorie d'établissements	Evolution en nb de points de la part des établissements excédentaires (en nombre d'établissement.) N / (N-1)		
	2014/2013	2015/2014	2016/2015
Publics	-3,4	-0,9	3,4
<i>CHU</i>	7,1	7,1	7,1
<i>CH>70M</i>	3,5	-2,6	1,7
Privés à but non lucratif	-1,9	-1,6	3,5
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	-2,0	-3,3	4,3
<i>CLCC</i>	0,0	29,4	-11,8
TOTAL	-2,9	-1,1	3,4

F 22 I Evolution de la part en nombre des établissements excédentaires (CRP) par rapport à la part 2013

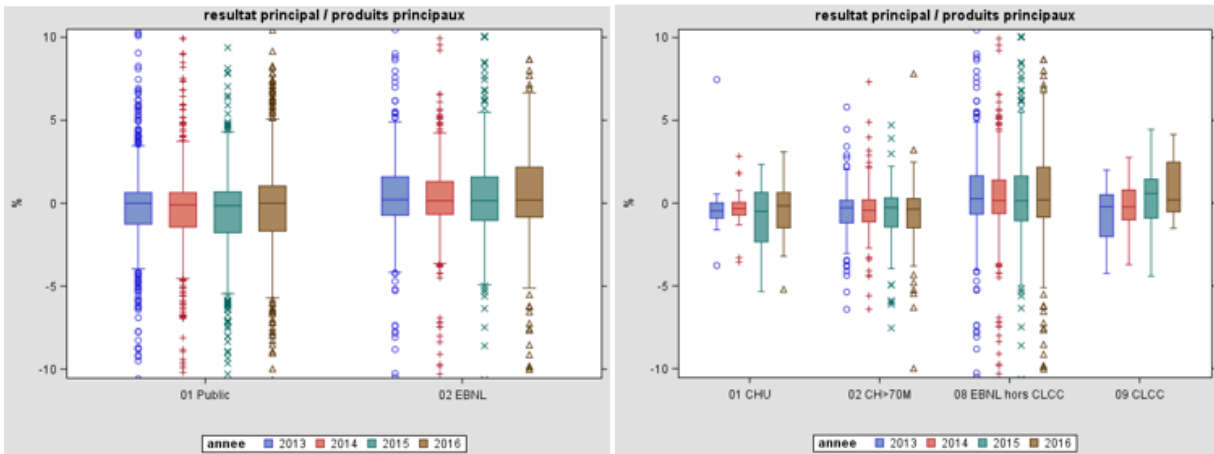
L'évolution de la part des établissements déficitaires s'obtient en prenant les chiffres opposés.



F 23 I Concentration de l'excédent et du déficit issus de l'activité de soin depuis 2013



F 24 I Ratio résultat/ produits issus de l'activité de soin : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



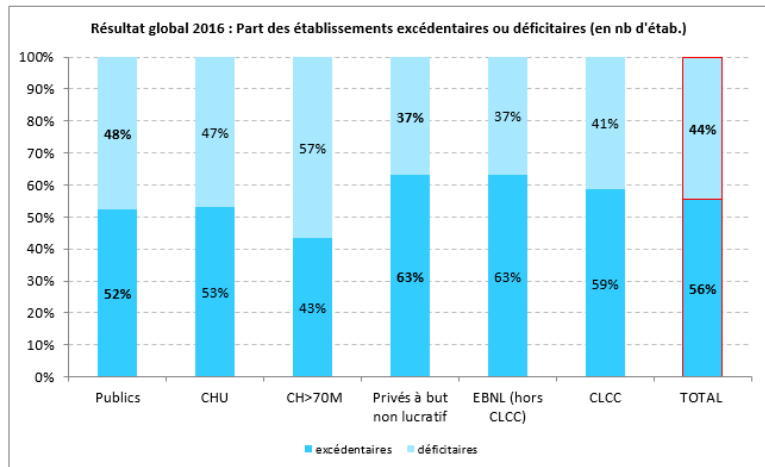
Le résultat global :

Montant des produits globaux 2016 : 90 765,7 M€.

T 74 I Résultat global par catégorie d'établissement en 2016

Catégories d'établissements	2016		
	Excédent réalisé	Déficit réalisé	Résultat global
Publics	496,904	-718,895	-221,992
CHU	168,745	-221,059	-52,314
CH>70M	140,960	-206,172	-65,212
Privés à but non lucratif	89,108	-91,069	-1,961
EBNL (hors CLCC)	69,746	-80,797	-11,051
CLCC	19,352	-10,272	9,080
TOTAL	586,01	-809,964	-223,95

Données en millions d'euros



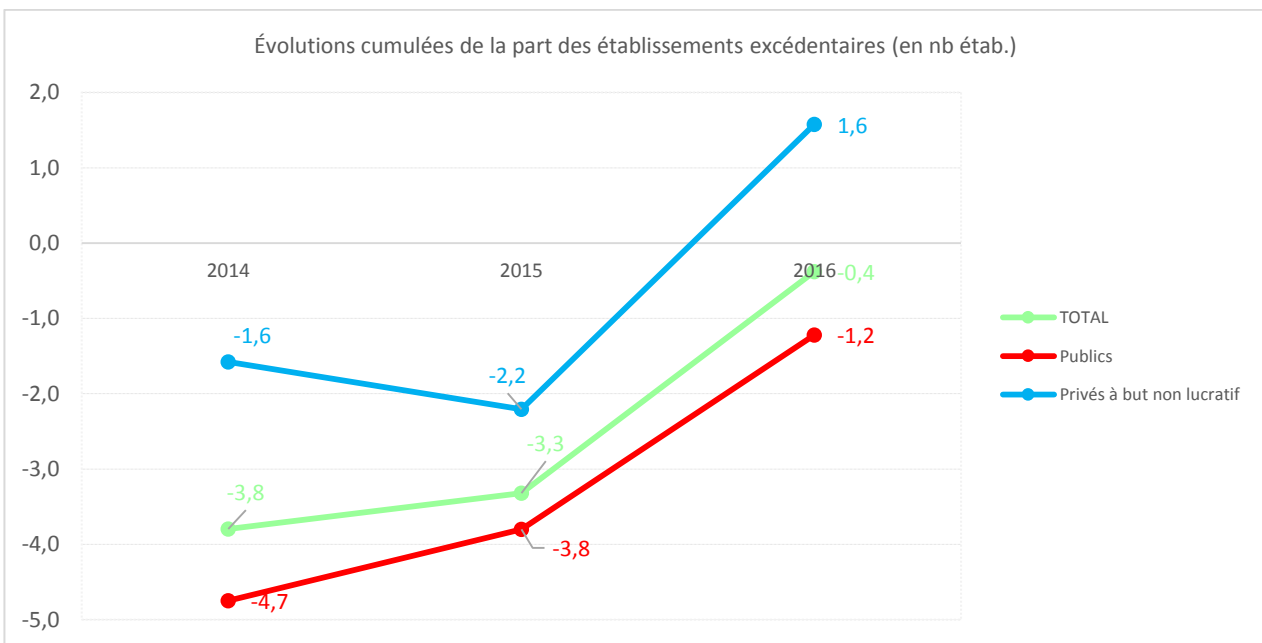
En 2016, les établissements excédentaires ont un excédent moyen de l'ordre de 889 K€. Les établissements déficitaires affichent un déficit moyen de 1,5 M€.

T 75 I Décomposition de l'évolution du résultat global entre 2015 et 2016

Composantes du résultat / 2015-2016	TOTAL	
	Evolution en %	Contribution à la réduction du déficit
(-)Charges exploitation	2,23%	531,43
(+)Produits exploitation	2,06%	-521,66
(-)Charges financières	22,94%	82,58
(+)Produits financiers	192,52%	-24,47
(-)Charges exceptionnels	9,36%	26,52
(+)Produits exceptionnels	2,26%	-9,48
(-)Dotations aux amortissements et provisions	2,17%	39,38
(+)Reprises sur amortissements et provisions	27,01%	-115,54
(-)Impôts sur les bénéfices et assimilés	31,79%	-0,17
(+)Transferts de charges	158,02%	-60,47
(=)Résultat (déficit) CR	-51,87%	-51,87

T 76 I Evolution depuis 2013 de la part des établissements excédentaires (global) par catégorie d'établissement

Catégorie d'établissements	Evolution en nb de points de la part des établissements excédentaires (en nombre d'établissement) N / (N-1)		
	2014/2013	2015/2014	2016/2015
Publics	-4,7	0,9	2,6
<i>CHU</i>	-10,7	7,1	17,9
<i>CH>70M</i>	1,7	-2,6	0,9
Privés à but non lucratif	-1,6	-0,6	3,8
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	-1,7	-2,3	4,7
<i>CLCC</i>	0,0	29,4	-11,8
TOTAL	-3,8	0,5	2,9

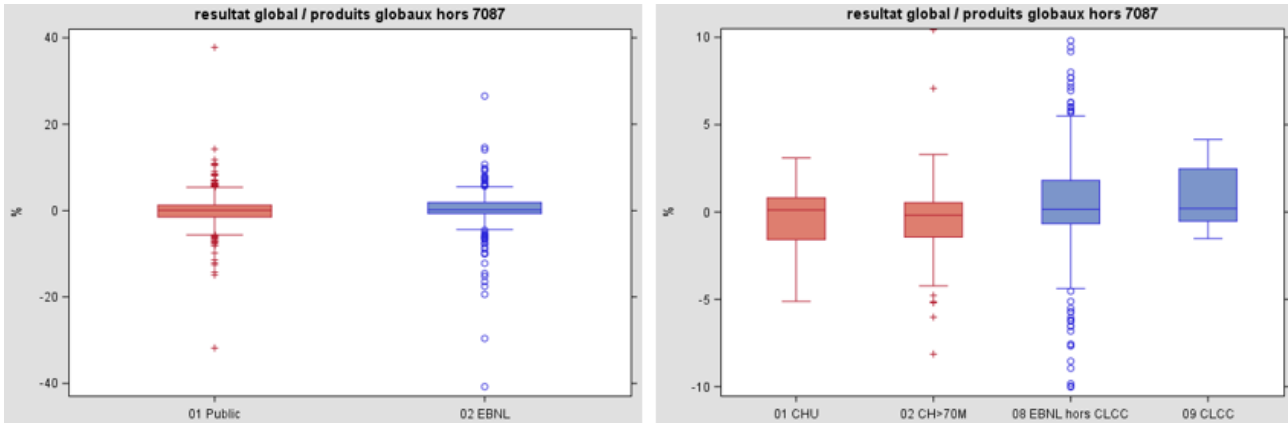
F 25 I Evolution de la part en nombre des établissements excédentaires (global) par rapport à la part 2013


L'évolution de la part des établissements déficitaires s'obtient par les chiffres opposés.

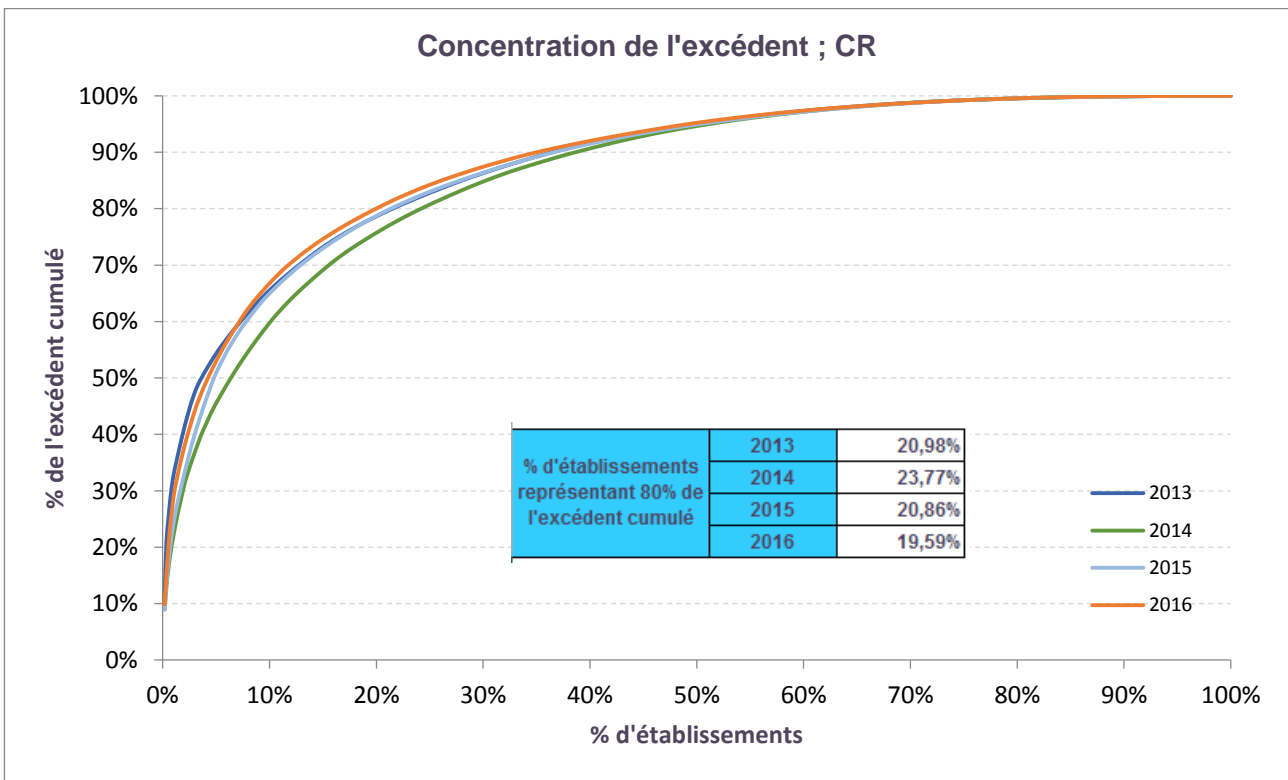
T 77 I Ratio résultat global/ produits globaux par catégorie d'établissements : valeur et dispersion statistique 2016 ; évolution depuis 2013

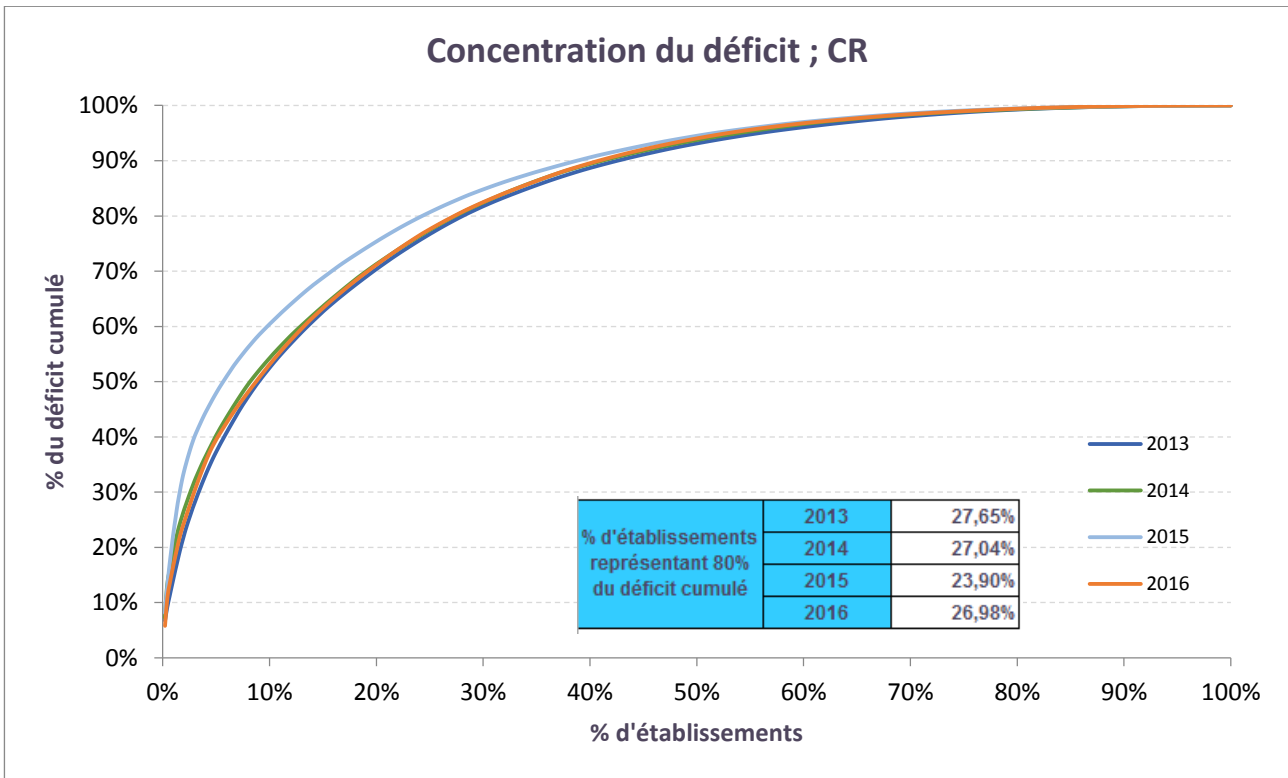
Catégories d'établissements	2016 : résultat global / produits globaux					Evolution du ratio moyen (en points)			
	Ratio moyen	Ecart-type	1er décile	Médiane	9ème décile	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	-0,28%	3,33%	-3,28%	0,08%	2,92%	-0,12	-0,18	0,20	-0,04
<i>CHU</i>	-0,17%	1,85%	-2,98%	0,11%	1,41%	-0,16	-0,19	0,50	0,05
<i>CH>70M</i>	-0,27%	2,17%	-2,93%	-0,18%	1,40%	-0,16	-0,40	0,23	-0,11
Privés à but non lucratif	-0,02%	4,84%	-3,85%	0,16%	4,23%	-0,30	0,47	0,21	0,13
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	-0,14%	4,95%	-3,94%	0,16%	4,29%	-0,53	0,34	0,27	0,03
<i>CLCC</i>	0,40%	1,83%	-1,38%	0,20%	3,78%	0,44	0,86	0,03	0,44
TOTAL	-0,25%	3,86%	-3,45%	0,10%	3,28%	-0,14	-0,11	0,20	-0,02

F 26 I Ratio résultat global/ produits globaux en 2016 : dispersion statistique par catégorie d'établissements



F 27 I Concentration de l'excédent et du déficit globaux de soin depuis 2013

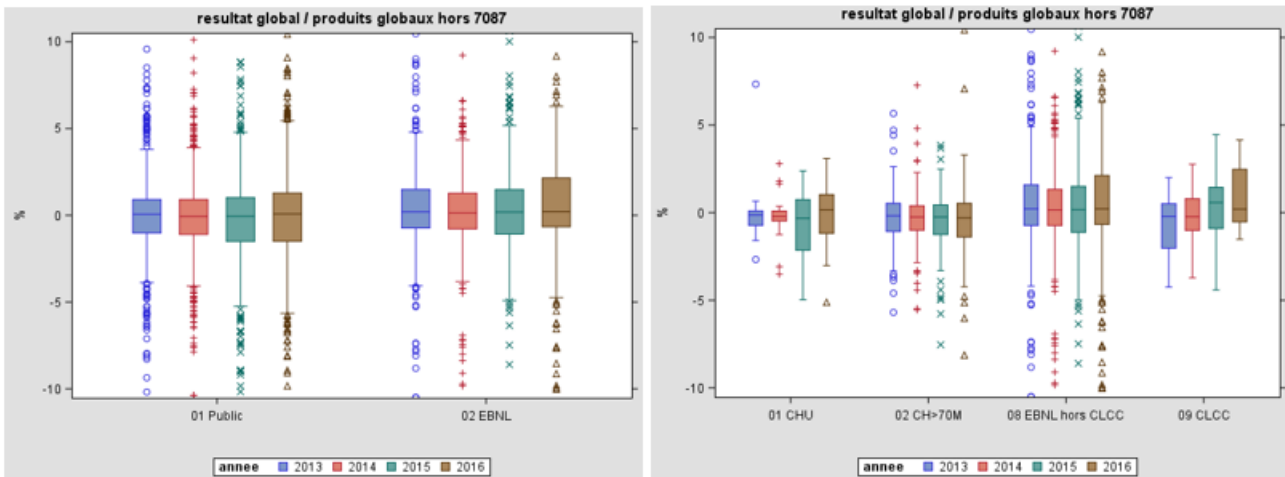




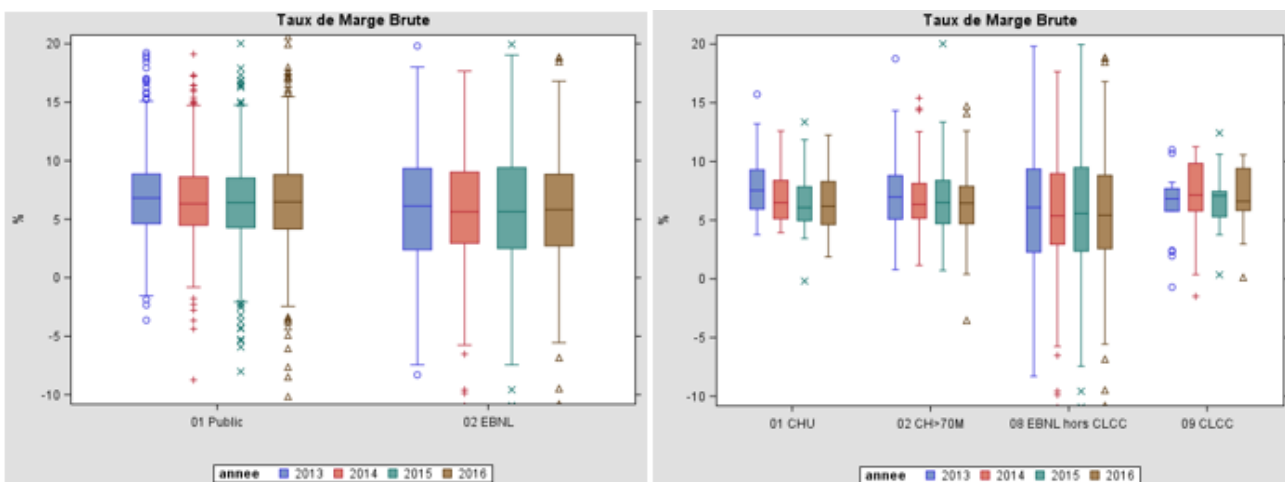
T 78 I Formation depuis 2014 de l'excédent et du déficit globaux par catégorie d'établissements

Catégorie d'établissements	Part de l'excédent des couples excédentaires en N et N-1 dans l'excédent total N			Catégorie d'établissements	Part du déficit des couples déficitaires en N et N-1 dans le déficit total N		
	2014	2015	2016		2014	2015	2016
Publics	85,48%	67,60%	73,36%	Publics	85,27%	89,38%	89,21%
<i>dont CHU</i>	66,06%	44,76%	75,07%	<i>dont CHU</i>	85,82%	92,15%	100,00%
<i>dont CH>70M</i>	85,85%	87,57%	52,99%	<i>dont CH>70M</i>	88,88%	85,44%	86,83%
Privés	79,52%	67,71%	72,87%	Privés	88,98%	87,09%	81,31%
<i>dont EBNL</i>	80,95%	73,94%	65,28%	<i>dont EBNL</i>	88,74%	85,25%	84,65%
<i>dont CLCC</i>	70,47%	48,61%	100,00%	<i>dont CLCC</i>	90,10%	100,00%	59,72%
TOTAL	84,66%	67,62%	73,28%	TOTAL	85,90%	89,13%	88,36%

F 28 I Ratio résultat global/produits globaux : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



F 29 I Taux de marge brute : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



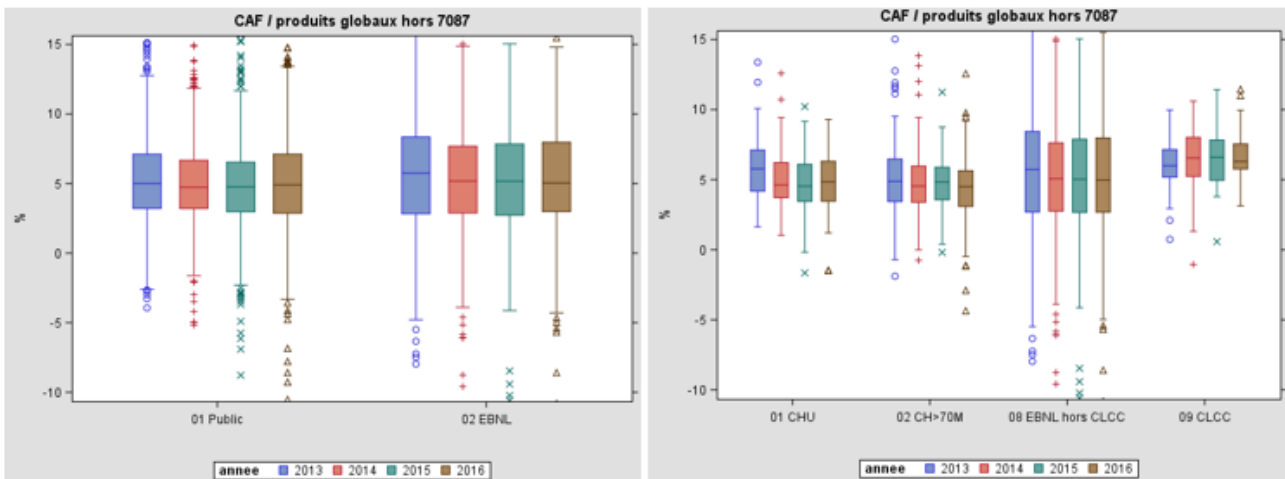
T 79 I Répartition des établissements en capacité/ insuffisance d'autofinancement par catégorie d'établissement en 2016

Catégories d'établissements	Nombre d'établissements		Part des établissements	
	avec CAF	avec IAF	avec CAF	avec IAF
Publics	756	61	92,53%	7,47%
CHU	29	3	90,63%	9,38%
CH>70M	117	10	92,13%	7,87%
Privés à but non lucratif	335	33	91,03%	8,97%
EBNL (hors CLCC)	317	33	90,57%	9,43%
CLCC	17	0	100,00%	0,00%
TOTAL	1091	94	92,07%	7,93%

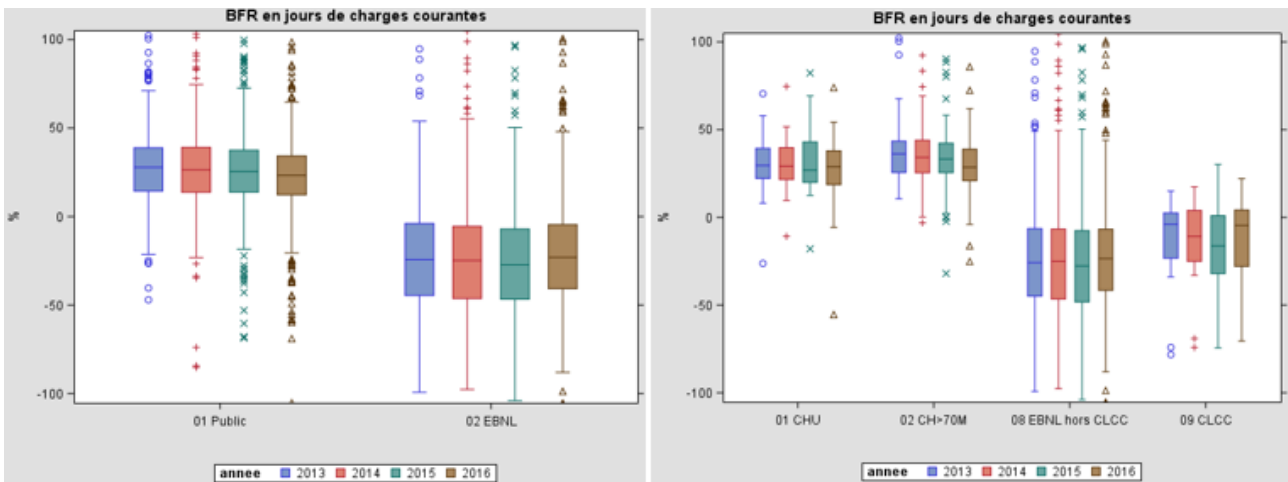
T 80 I CAF par catégorie d'établissement en 2016 et évolution depuis 2013

Catégories d'établissements	2016	Evolution			
	CAF	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	3 264,64	-4,67%	-3,29%	-4,88%	-4,28%
CHU	1 177,78	-10,60%	-3,44%	-7,40%	-7,19%
CH>70M	1 053,20	-1,03%	-5,14%	-4,93%	-3,72%
Privés à but non lucratif	447,10	0,26%	1,03%	10,45%	3,81%
EBNL (hors CLCC)	308,45	-6,36%	-0,26%	13,60%	1,99%
CLCC	138,63	16,78%	3,61%	4,38%	8,09%
TOTAL	3 711,74	-4,17%	-2,84%	-3,22%	-3,41%

Données en millions d'euros

F 30 I Taux de CAF : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements


F 31 I BFR en jours de charges courantes : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



T 81 I Évolutions depuis 2013 de la composition des flux de ressources et d'emplois par catégorie d'établissements

Evolutions en points de %

Focus RESSOURCES par catégorie d'établissements :

RESSOURCES	Publics			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Capacité d'autofinancement	6,09	0,02	-1,32	1,60
Emprunts	-3,73	-3,86	1,28	-2,10
Dotations et subventions	2,81	2,93	-1,25	1,50
Autres ressources	-5,16	0,91	1,29	-0,99

RESSOURCES	Privés à but lucratif			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Capacité d'autofinancement	3,70	-5,47	-0,81	-0,86
Emprunts	-0,68	-0,59	12,42	3,72
Dotations et subventions	-6,59	4,43	-7,84	-3,33
Autres ressources	3,57	1,64	-3,77	0,48

RESSOURCES	CHU			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Capacité d'autofinancement	2,25	-5,61	3,96	0,20
Emprunts	-5,24	1,45	-7,28	-3,69
Dotations et subventions	3,62	1,89	1,34	2,28
Autres ressources	-0,62	2,27	1,98	1,21

RESSOURCES	EBNL (hors CLCC)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Capacité d'autofinancement	3,59	-5,80	-3,21	-1,81
Emprunts	-2,06	-0,16	15,26	4,35
Dotations et subventions	-8,01	4,18	-6,67	-3,50
Autres ressources	6,48	1,79	-5,39	0,96

RESSOURCES	CH>70M			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Capacité d'autofinancement	9,90	6,94	-8,36	2,83
Emprunts	1,00	-8,68	6,42	-0,42
Dotations et subventions	1,49	2,47	-1,64	0,77
Autres ressources	-12,39	-0,73	3,58	-3,18

RESSOURCES	CLCC			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Capacité d'autofinancement	2,89	-4,70	8,04	2,08
Emprunts	3,67	-1,64	3,23	1,75
Dotations et subventions	-4,16	5,00	-9,30	-2,82
Autres ressources	-2,41	1,34	-1,96	-1,01

Focus EMPLOIS par catégorie d'établissements :

EMPLOIS	Publics			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	-0,02	0,30	0,90	0,39
Remboursement des dettes financières	2,77	-0,76	0,72	0,91
Immobilisations	-4,31	-0,14	-3,47	-2,64
Autres emplois	1,57	0,59	1,85	1,34

EMPLOIS	Privés à but non lucratif			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	0,15	-0,55	-1,18	-0,53
Remboursement des dettes financières	0,01	2,25	6,88	3,05
Immobilisations	-2,75	-3,78	-2,46	-3,00
Autres emplois	2,59	2,09	-3,24	0,48

EMPLOIS	CHU			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	0,00	0,46	0,64	0,37
Remboursement des dettes financières	2,16	0,53	-1,52	0,39
Immobilisations	-3,02	-2,31	-1,29	-2,21
Autres emplois	0,86	1,32	2,17	1,45

EMPLOIS	EBNL (hors CLCC)			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	0,20	-0,55	-1,70	-0,68
Remboursement des dettes financières	0,44	1,74	6,01	2,73
Immobilisations	-4,55	-4,20	0,37	-2,80
Autres emplois	3,91	3,02	-4,68	0,75

EMPLOIS	CH>70M			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	-0,17	-0,03	0,81	0,21
Remboursement des dettes financières	4,09	-1,91	3,91	2,03
Immobilisations	-6,31	3,58	-3,84	-2,19
Autres emplois	2,39	-1,64	-0,89	-0,05

EMPLOIS	CLCC			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	0,52	-0,52	0,00	0,00
Remboursement des dettes financières	-0,62	3,73	9,17	4,09
Immobilisations	0,99	-2,80	-9,49	-3,77
Autres emplois	-0,90	-0,41	0,32	-0,33

T 82 I Évolutions depuis 2013 du montant des flux de ressources et d'emplois par catégorie d'établissements

Evolutions en %

Focus RESSOURCES par catégorie d'établissements :

RESSOURCES	Publics : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Capacité d'autofinancement	-4,74%	-2,69%	-2,98%	-3,47%
Emprunts	-24,34%	-12,36%	3,48%	-11,80%
Dotations et subventions	19,33%	28,23%	10,48%	11,06%
Autres ressources	-59,77%	15,49%	22,11%	-17,21%
Total des ressources	-17,1%	-2,7%	-0,2%	-6,97%

RESSOURCES	Privés à but non lucratif : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Capacité d'autofinancement	-0,33%	0,27%	7,66%	2,47%
Emprunts	-9,64%	8,50%	69,05%	18,34%
Dotations et subventions	-44,89%	62,70%	-51,76%	-24,38%
Autres ressources	32,64%	26,64%	-20,97%	9,91%
Total des ressources	-7,0%	11,3%	9,4%	4,25%

RESSOURCES	CHU : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Capacité d'autofinancement	-10,60%	-2,38%	-6,05%	-6,40%
Emprunts	-24,75%	15,14%	29,34%	-15,09%
Dotations et subventions	34,19%	32,35%	-4,64%	19,20%
Autres ressources	-27,12%	79,37%	13,97%	14,22%
Total des ressources	-14,9%	11,1%	14,4%	-6,82%

RESSOURCES	EBNL (hors CLCC) : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Capacité d'autofinancement	-6,83%	-0,87%	9,20%	0,28%
Emprunts	-20,09%	10,42%	93,85%	19,59%
Dotations et subventions	-60,44%	80,56%	-54,70%	-31,35%
Autres ressources	43,56%	23,28%	-17,56%	13,42%
Total des ressources	-13,1%	11,2%	17,1%	4,21%

RESSOURCES	CH>70M : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ /2013
Capacité d'autofinancement	-1,48%	-5,20%	-3,24%	-3,32%
Emprunts	-21,33%	-34,68%	37,28%	-10,98%
Dotations et subventions	-4,18%	8,99%	-3,58%	0,23%
Autres ressources	-77,59%	-29,65%	109,73 %	-30,85%
Total des ressources	-23,2%	-17,9%	15,4%	-10,06%

RESSOURCES	CLCC : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Capacité d'autofinancement	17,74%	2,76%	4,38%	8,09%
Emprunts	32,95%	3,80%	4,48%	12,98%
Dotations et subventions	-10,41%	45,21%	-48,18%	-12,32%
Autres ressources	-66,78%	158,71 %	-84,88%	-49,35%
Total des ressources	12,0%	11,6%	-9,1%	4,37%

Focus EMPLOIS par catégorie d'établissements :

EMPLOIS	Publics : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	-16,71%	109,40 %	160,86 %	65,70%
Remboursement des dettes financières	-0,93%	-8,37%	-0,13%	-3,22%
Immobilisations	-14,62%	-6,61%	-7,72%	-9,72%
Autres emplois	88,81%	11,82%	47,58%	46,06%
Total des emplois	-8,6%	-6,4%	-2,1%	-5,74%

EMPLOIS	Privés à but non lucratif : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	-7,61%	-9,84%	-33,79%	-17,99%
Remboursement des dettes financières	-11,22%	15,30%	31,32%	10,36%
Immobilisations	-14,96%	-0,71%	0,11%	-5,45%
Autres emplois	28,91%	32,09%	-28,11%	6,97%
Total des emplois	-11,3%	5,6%	4,4%	-0,73%

EMPLOIS	CHU : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	n.c.	n.c.	117,01 %	n.c.
Remboursement des dettes financières	4,54%	1,28%	-13,58%	-2,92%
Immobilisations	-6,14%	-3,96%	-11,99%	-7,43%
Autres emplois	88,17%	73,01%	52,49%	70,59%
Total des emplois	-1,4%	-0,1%	-10,0%	-3,96%

EMPLOIS	EBNL (hors CLCC) : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	-10,97%	-6,44%	-33,79%	-17,99%
Remboursement des dettes financières	-13,05%	12,19%	30,65%	8,42%
Immobilisations	-20,67%	-2,31%	8,20%	-5,70%
Autres emplois	39,78%	36,73%	-30,97%	9,68%
Total des emplois	-14,5%	5,2%	7,5%	-1,13%

EMPLOIS	CH>70M : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	-83,98%	-71,82%	6402,57 %	43,19%
Remboursement des dettes financières	-5,44%	-18,06%	13,75%	-4,12%
Immobilisations	-24,13%	-8,27%	-4,03%	-12,59%
Autres emplois	65,51%	-42,78%	-25,91%	-11,14%
Total des emplois	-15,9%	-13,6%	2,3%	-9,40%

EMPLOIS	CLCC : Evolution			
	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015	2016/ 2013
Insuffisance d'autofinancement	n.c.	100,00 %	n.c.	n.c.
Remboursement des dettes financières	-3,78%	26,73%	33,51%	17,64%
Immobilisations	0,55%	2,71%	-16,38%	-4,77%
Autres emplois	-21,44%	-6,10%	6,20%	-7,82%
Total des emplois	-0,8%	6,6%	-4,0%	0,53%

ANNEXE 4 : TABLEAUX COMPLEMENTAIRES SUR L'ENDETTEMENT ET L'INVESTISSEMENT (2016 ET EVOLUTION 2016/ 2013)

T 83 I Évolutions depuis 2013 de l'endettement net (TDF) en catégorie d'établissements

Catégories d'établissements	Evolution de l'endettement net (TDF)				Evolution de l'endettement net (après retraitement du 16449)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	-87,19%	-95,20%	1434,57%	-54,47%	-84,29%	-97,09%	1829,22%	-55,51%
<i>CHU</i>	-103,36%	1142,04%	-157,23%	-158,52%	-96,48%	894,15%	-157,23%	-158,52%
<i>CH>70M</i>	-63,96%	-151,62%	-225,51%	-38,42%	-62,49%	-150,46%	-216,43%	-39,60%
Privés à but non lucratif	-30,07%	119,92%	-254,97%	-233,58%	-18,20%	94,83%	-258,07%	-236,07%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	71,18%	22,10%	-288,44%	-257,92%	92,61%	13,99%	-291,70%	-261,46%
<i>CLCC</i>	-432,44%	-80,25%	-678,53%	56,02%	-432,44%	-80,25%	-678,53%	56,02%
TOTAL	-88,15%	-116,54%	-793,90%	-48,57%	-85,35%	-114,30%	-720,05%	-49,36%

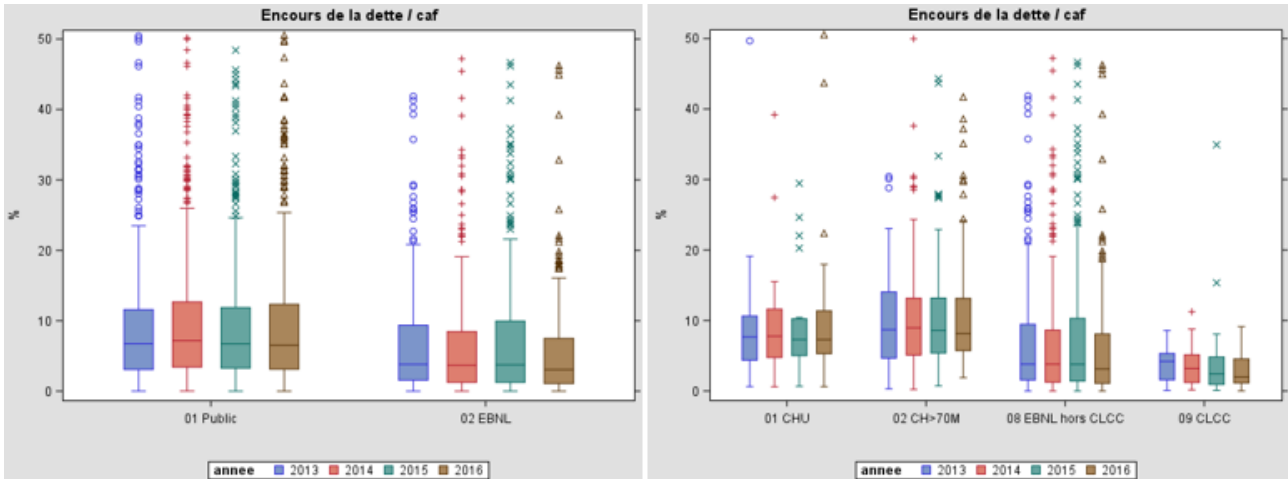
T 84 I Répartition de l'encours de la dette entre les catégories d'établissements (BILAN) en 2016 et évolutions depuis 2013

Catégories d'établissements	2016	Evolution de la répartition en points			
	Répartition de l'encours de la dette	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	91,88%	0,14	0,27	0,23	0,22
<i>CHU</i>	35,19%	0,00	0,64	-0,20	0,15
<i>CH>70M</i>	31,34%	0,26	-0,19	0,21	0,09
Privés à but non lucratif	8,12%	-0,14	-0,27	-0,23	-0,22
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	6,78%	-0,16	-0,28	-0,18	-0,21
<i>CLCC</i>	1,34%	0,02	0,01	-0,06	-0,01

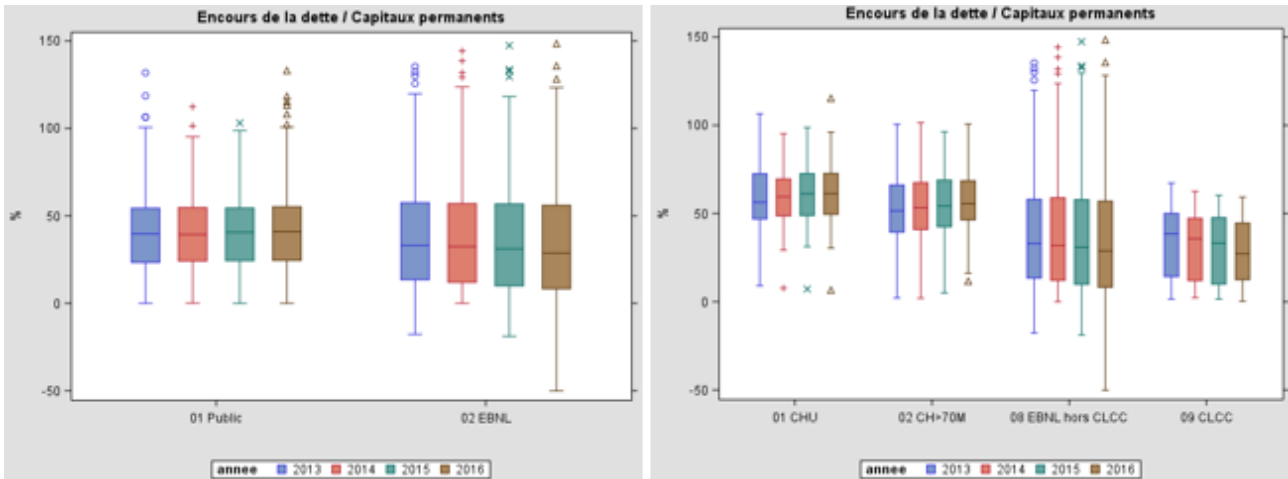
T 85 I Évolution de la composition de l'encours de la dette (BILAN) entre 2013 et 2016, par catégorie d'établissements

Catégories d'établissements	Evolution 2016/2013 : de la composition de l'encours de la dette		
	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Emprunts et dettes financières divers
Publics	0,44	-0,03	-0,41
<i>CHU</i>	1,19	-1,22	0,03
<i>CH>70M</i>	0,03	1,12	-1,15
Privés à but non lucratif	-0,58	1,17	-0,59
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	-0,70	1,26	-0,56
<i>CLCC</i>	0,00	0,22	-0,22
TOTAL	0,37	0,09	-0,46

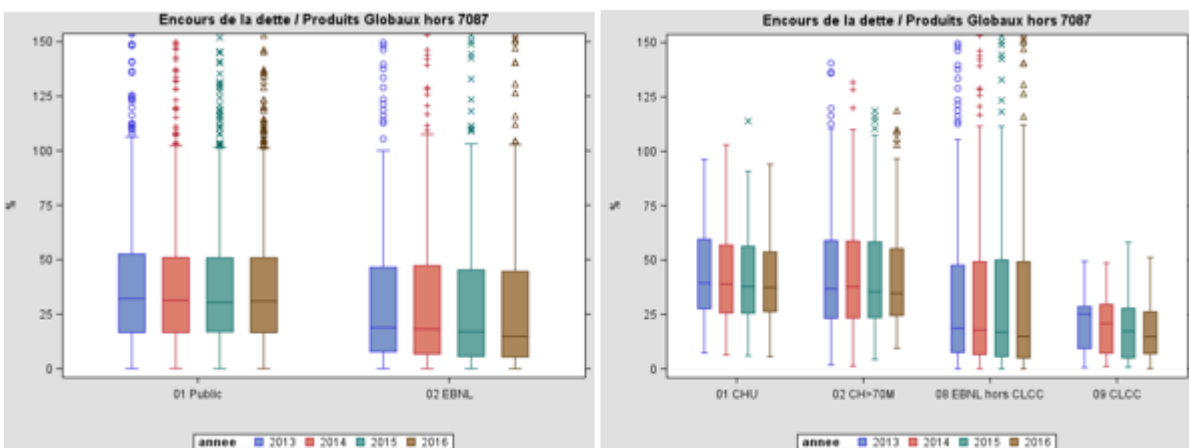
F 32 I Durée apparente de la dette : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissement



F 33 I Ratio d'indépendance financière : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissement



F 34 I Taux d'endettement : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



T 86 I CAF nette par catégorie d'établissements en 2016 et évolutions depuis 2013

Catégorie d'établissements	2016			Evolution			
	CAF	Annuité de remboursement du capital (c/16 hors c/16449, 1632, 166, 1688)	CAF nette	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	3 374,332	2 230,115	1 144,217	-19,27%	3,03%	-13,83%	-10,51%
<i>CHU</i>	1 211,739	835,683	376,056	-32,08%	-21,49%	-4,90%	-20,26%
<i>CH>70M</i>	1 079,184	786,708	292,476	-11,68%	23,30%	-29,74%	-8,54%
Privés à but non lucratif	470,586	281,543	189,043	10,21%	-12,11%	-16,20%	-6,72%
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	331,935	213,806	118,129	0,66%	-14,49%	-17,86%	-10,91%
<i>CLCC</i>	138,630	67,737	70,893	31,06%	-8,13%	-13,62%	1,32%
TOTAL	3 844,92	2 511,657	1 333,26	-15,49%	0,50%	-14,18%	-10,00%

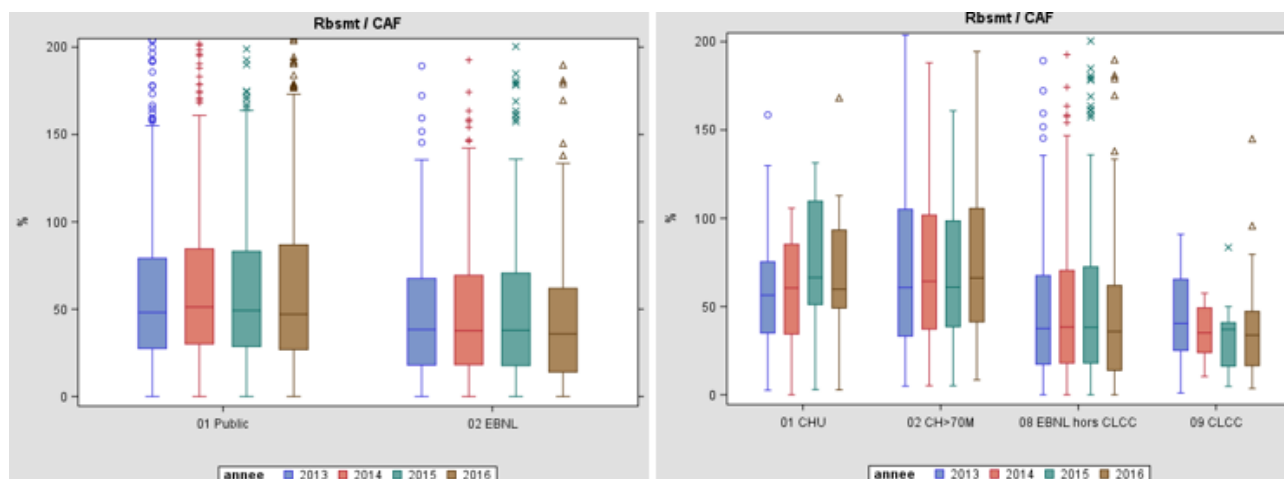
Données en millions d'euros

Rappel : Seuls les établissements ne présentant pas une IAF sont inclus dans ce calcul.

T 87 I Part des établissements avec CAF nette>0 par catégorie d'établissements en 2016 et évolutions depuis 2013

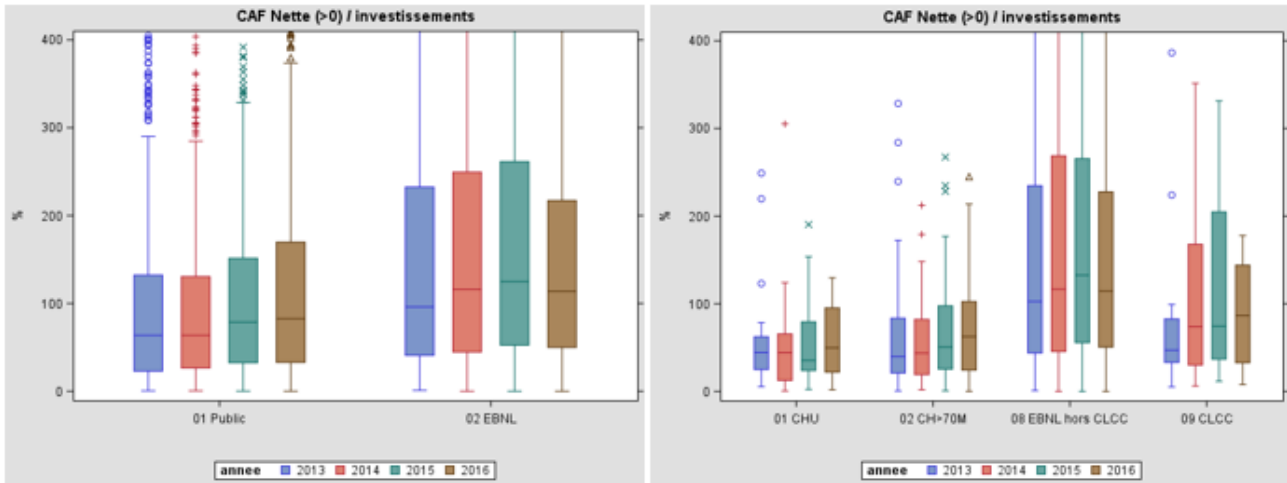
Catégorie d'établissements	CAF nette > 0				
	2016	Evolution (en points)			
	Ratio concerné / calculables	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Publics	80,56%	-2,99	-1,76	-1,36	-2,04
<i>CHU</i>	79,31%	0,00	-17,86	7,14	-3,57
<i>CH>70M</i>	74,36%	0,00	3,48	-6,96	-1,16
Privés à but non lucratif	88,66%	1,89	-5,68	4,42	0,21
<i>EBNL (hors CLCC)</i>	88,64%	2,00	-6,00	5,00	0,33
<i>CLCC</i>	88,24%	0,00	0,00	-5,88	-1,96
TOTAL	83,04%	-1,52	-2,94	0,38	-1,36

F 35 I Capacité de remboursement de la dette : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



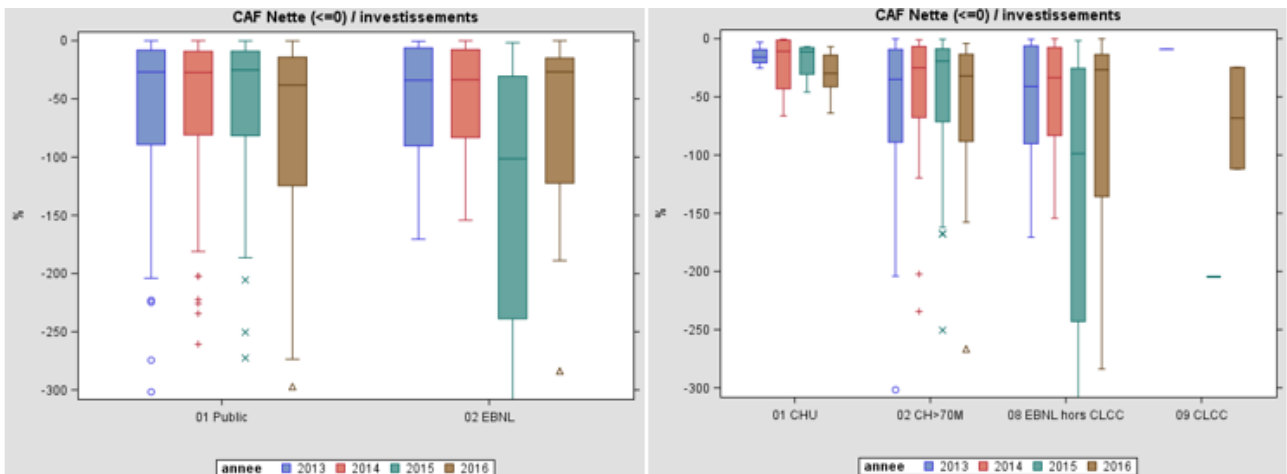
Rappel : Seuls les établissements ne présentant pas une IAF sont inclus dans ce calcul.

F 36 I Ratio CAF nette / Investissements avec (CAF nette > 0) : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



Rappel : Seuls les établissements ne présentant pas une IAF, ayant une CAF nette positive et ayant des investissements non nuls sont inclus dans ce calcul.

F 37 I Ratio CAF nette / Investissements avec CAF nette <= 0 : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



Rappel : Seuls les établissements ne présentant pas une IAF, ayant une CAF nette négative ou nulle et ayant des investissements non nuls sont inclus dans ce calcul.

T 88 I Évolution depuis 2013 de la composition des investissements annuels par catégorie d'établissements

	Evolution de la structure des investissements (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
20 – Immobilisations incorporelles (sauf 2095)*	1,67	-0,25	0,18	0,53
211– Terrains	0,74	-0,19	-0,24	0,10
212-Agencements et aménagements de terrains	-0,03	0,15	-0,12	0,00
213-Constructions sur sol propre	-7,56	-1,37	0,43	-2,83
214-Constructions sur sol d'autrui	0,16	-0,40	0,47	0,08
215-Installations techniques matériel et outillage industriel	1,57	2,18	0,14	1,30
218-Autres immobilisations corporelles	0,86	0,55	0,45	0,62
23-Immobilisations en cours	2,59	-0,67	-1,31	0,21

PUBLICS	Evolution de la structure des investissements (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
20 – Immobilisations incorporelles (sauf 2095)*	1,86	-0,71	0,56	0,57
211– Terrains	0,88	-0,56	0,11	0,14
212-Agencements et aménagements de terrains	-0,02	0,08	-0,04	0,01
213-Constructions sur sol propre	-7,66	-0,30	0,56	-2,47
214-Constructions sur sol d'autrui	-0,01	-0,13	0,11	-0,01
215-Installations techniques matériel et outillage industriel	1,33	2,50	-0,27	1,19
218-Autres immobilisations corporelles	0,88	0,55	0,53	0,65
23-Immobilisations en cours	2,74	-1,43	-1,56	-0,09

CHU	Evolution de la structure des investissements (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
20 – Immobilisations incorporelles (sauf 2095)*	3,24	-2,11	0,82	0,65
211– Terrains	2,70	-2,18	-0,39	0,04
212-Agencements et aménagements de terrains	-0,04	0,21	-0,15	0,01
213-Constructions sur sol propre	-4,74	-1,02	0,18	-1,86
214-Constructions sur sol d'autrui	0,12	-0,07	0,00	0,02
215-Installations techniques matériel et outillage industriel	-0,02	3,45	0,10	1,18
218-Autres immobilisations corporelles	0,21	1,17	0,19	0,52
23-Immobilisations en cours	-1,48	0,56	-0,75	-0,56

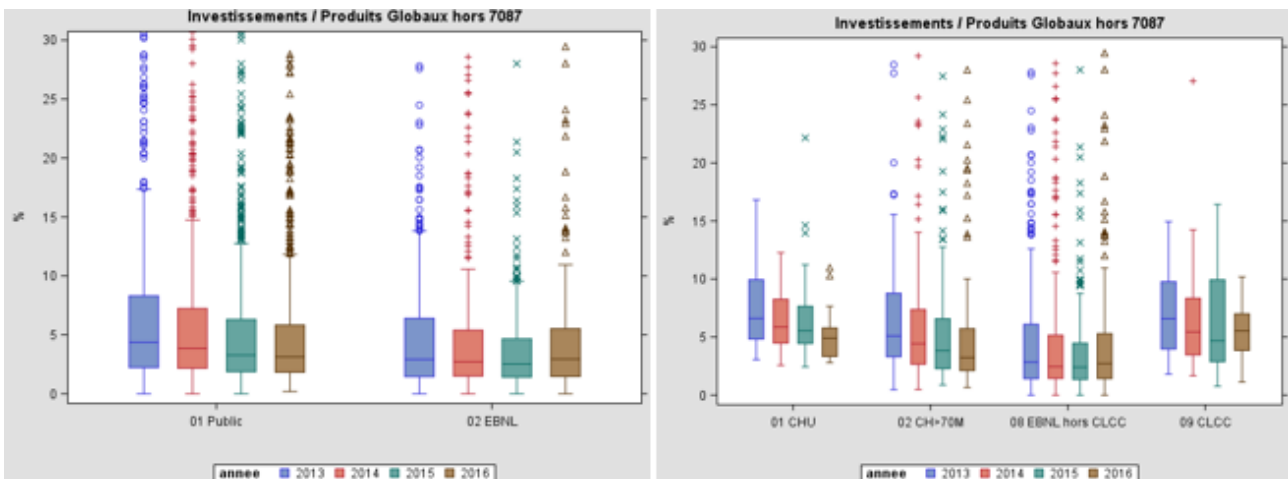
CH>70M	Evolution de la structure des investissements (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
20 – Immobilisations incorporelles (sauf 2095)*	1,18	0,34	0,35	0,62
211– Terrains	-0,19	0,49	0,98	0,43
212-Agencements et aménagements de terrains	0,20	0,03	0,02	0,08
213-Constructions sur sol propre	-13,96	-2,77	0,05	-5,56
214-Constructions sur sol d'autrui	0,01	0,00	0,28	0,10
215-Installations techniques matériel et outillage industriel	3,40	2,16	-1,20	1,45
218-Autres immobilisations corporelles	1,31	0,36	0,68	0,79
23-Immobilisations en cours	8,04	-0,62	-1,16	2,09

PRIVES A BUT NON LUCRATIF	Evolution de la structure des investissements (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
20 – Immobilisations incorporelles (sauf 2095)*	-0,13	3,74	-3,10	0,17
211– Terrains	-0,55	3,03	-3,26	-0,26
212-Agencements et aménagements de terrains	-0,17	0,72	-0,87	-0,10
213-Constructions sur sol propre	-6,50	-12,09	-1,65	-6,75
214-Constructions sur sol d'autrui	1,75	-3,00	3,14	0,63
215-Installations techniques matériel et outillage industriel	3,80	-0,96	3,16	2,00
218-Autres immobilisations corporelles	0,67	0,43	-0,34	0,25
23-Immobilisations en cours	1,14	8,12	2,93	4,06

EBNL (HORS CLCC)	Evolution de la structure des investissements (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
20 – Immobilisations incorporelles (sauf 2095)*	0,02	4,47	-3,42	0,36
211– Terrains	-0,35	0,45	-0,88	-0,26
212-Agencements et aménagements de terrains	-0,19	1,08	-1,30	-0,13
213-Constructions sur sol propre	3,20	-16,85	4,74	-2,97
214-Constructions sur sol d'autrui	0,99	-3,57	3,28	0,23
215-Installations techniques matériel et outillage industriel	4,23	1,24	0,08	1,85
218-Autres immobilisations corporelles	2,37	0,14	-1,26	0,42
23-Immobilisations en cours	-10,27	13,03	-1,24	0,51

CLCC	Evolution de la structure des investissements (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
20 – Immobilisations incorporelles (sauf 2095)*	-0,94	2,19	-2,30	-0,35
211– Terrains	-0,91	8,32	-8,21	-0,26
212-Agencements et aménagements de terrains	0,02	0,01	-0,09	-0,02
213-Constructions sur sol propre	-31,18	-2,08	-17,42	-16,89
214-Constructions sur sol d'autrui	3,65	-1,87	3,26	1,68
215-Installations techniques matériel et outillage industriel	0,02	-5,93	12,71	2,27
218-Autres immobilisations corporelles	-2,95	1,21	1,20	-0,18
23-Immobilisations en cours	32,28	-1,85	10,84	13,76

F 38 I Ratio investissements / produits globaux : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



T 89 I Composition de l'actif immobilisé par catégorie d'établissement en 2016 : données sources (T23)

Catégories d'établissements	Décomposition de l'actif immobilisé 2016				
	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Compte de liaison investissement	Actif immobilisé
Publics	756,2	46 678,7	232,3	0,0	47 667,2
CHU	437,8	16 200,1	73,3	0,0	16 711,3
CH>70M	132,7	14 825,6	78,1	0,0	15 036,4
Privés à but non lucratif	124,0	4 654,0	239,7	62,5	5 080,3
EBNL (hors CLCC)	89,1	3 563,5	207,0	62,5	3 922,1
CLCC	34,9	1 090,4	32,8	0,0	1 158,1
TOTAL	880,2	51 332,8	472,0	62,5	52 747,5

Données en millions d'euros

T 90 I Évolutions depuis 2013 de la composition des immobilisations corporelles (BILAN par catégorie d'établissements)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Evolution de la structure des immobilisations corporelles (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Terrains	0,42	0,12	0,11	0,22
Constructions	1,08	2,86	0,96	1,63
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-0,53	-0,05	-0,24	-0,27
Autres immobilisations corporelles	-0,22	-0,12	-0,05	-0,13
Immobilisations corporelles en cours	-1,06	-2,80	-0,97	-1,61
Immobilisations reçues en affectation	0,14	-0,03	0,03	0,05
Immobilisations affectées ou mises à disposition	0,17	0,01	0,16	0,12

PUBLICS	Evolution de la structure des immobilisations corporelles (en points)				PRIVES A BUT NON LUCRATIF	Evolution de la structure des immobilisations corporelles (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013		2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Terrains	0,53	-0,04	0,09	0,20	Terrains	-0,67	1,70	0,26	0,43
Constructions	1,07	3,12	1,03	1,74	Constructions	1,16	0,26	0,22	0,55
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-0,63	-0,01	-0,22	-0,28	Installations techniques, matériel et outillage industriel	0,45	-0,41	-0,43	-0,13
Autres immobilisations corporelles	-0,24	-0,16	-0,02	-0,14	Autres immobilisations corporelles	0,04	0,30	-0,31	0,01
Immobilisations corporelles en cours	-1,07	-2,92	-1,09	-1,69	Immobilisations corporelles en cours	-1,02	-1,68	0,24	-0,82
Immobilisations reçues en affectation	0,14	-0,02	0,03	0,05	Immobilisations reçues en affectation	0,04	-0,17	0,03	-0,03
Immobilisations affectées ou mises à disposition	0,19	0,01	0,18	0,13	Immobilisations affectées ou mises à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00

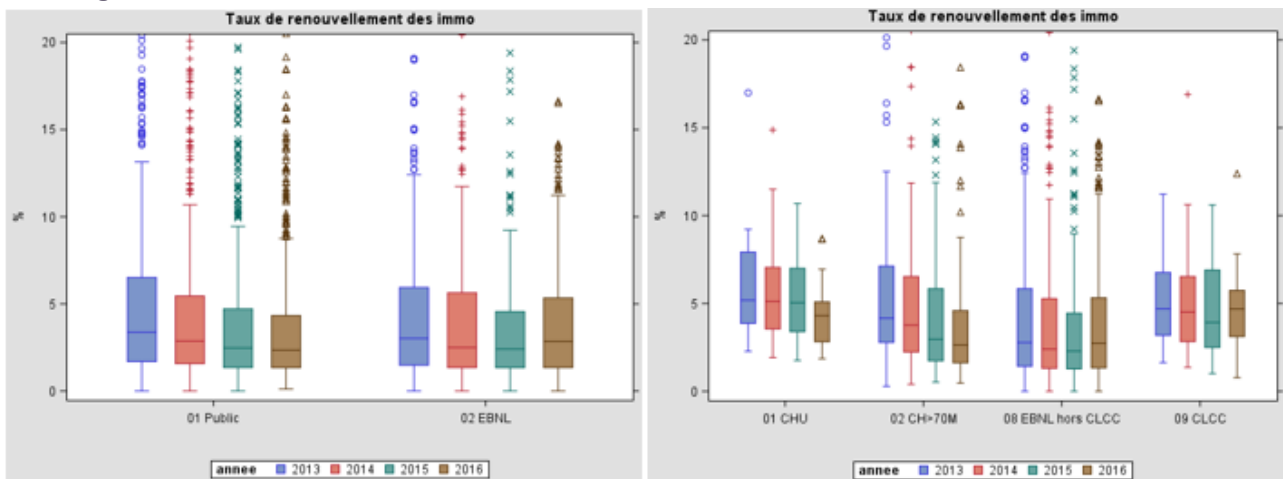
CHU	Evolution de la structure des immobilisations corporelles (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Terrains	1,37	-0,28	0,11	0,40
Constructions	0,14	6,63	0,89	2,55
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-1,01	0,33	-0,02	-0,23
Autres immobilisations corporelles	-0,37	0,04	0,05	-0,10
Immobilisations corporelles en cours	-1,01	-6,72	-1,35	-3,03
Immobilisations reçues en affectation	0,01	0,00	0,00	0,00
Immobilisations affectées ou mises à disposition	0,88	0,01	0,31	0,40

EBNL (HORS CLCC)	Evolution de la structure des immobilisations corporelles (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Terrains	-0,87	1,87	0,35	0,45
Constructions	1,62	-1,76	0,20	0,02
Installations techniques, matériel et outillage industriel	0,90	-0,88	0,04	0,02
Autres immobilisations corporelles	0,25	0,55	-0,34	0,15
Immobilisations corporelles en cours	-1,95	0,44	-0,28	-0,60
Immobilisations reçues en affectation	0,05	-0,22	0,04	-0,04
Immobilisations affectées ou mises à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00

CH>70M	Evolution de la structure des immobilisations corporelles (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Terrains	-0,01	0,14	0,15	0,09
Constructions	0,97	2,25	1,17	1,46
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-0,39	-0,24	-0,35	-0,33
Autres immobilisations corporelles	-0,22	-0,33	-0,08	-0,21
Immobilisations corporelles en cours	-0,31	-1,85	-1,01	-1,06
Immobilisations reçues en affectation	-0,03	0,00	-0,01	-0,01
Immobilisations affectées ou mises à disposition	-0,01	0,03	0,12	0,05

CLCC	Evolution de la structure des immobilisations corporelles (en points)			
	2014/2013	2015/2014	2016/2015	2016/2013
Terrains	-0,02	1,21	0,01	0,40
Constructions	-0,10	6,66	0,35	2,30
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-1,08	0,70	-1,94	-0,78
Autres immobilisations corporelles	-0,60	-0,42	-0,19	-0,40
Immobilisations corporelles en cours	1,80	-8,14	1,77	-1,52
Immobilisations reçues en affectation	0,01	0,00	0,00	0,00
Immobilisations affectées ou mises à disposition	-0,01	0,00	0,00	0,00

F 39 I Taux de renouvellement des immobilisations : dispersion statistique depuis 2013 par catégorie d'établissements



Partie 2 – ANNEXES : ANALYSE DETAILLEE DE LA DETTE

Annexe 1 : Méthodologie

Annexe 2 : Montant de l'encours global de la dette (bancaire + non bancaire)

Annexe 3 : Glossaire relatif à la dette

ANNEXE 1 : METHODOLOGIE

En 2016, un changement de méthodologie a été opéré pour le calcul des évolutions (période 2015-2016). Cette nouvelle méthodologie permet d'améliorer la fiabilité du calcul du taux d'évolution pour l'indicateur, en ne conservant que les établissements présentant une qualité de données satisfaisantes.

Désormais, pour mesurer l'évolution d'un indicateur, les critères suivants sont appliqués :

- Établissements présents sur l'année n et l'année n-1,
- Information(s) nécessaire(s) au calcul de l'indicateur considéré disponible(s) pour l'ensemble des contrats de l'établissement sur l'année n et l'année n-1 (exhaustivité de l'information)

Seuls les établissements répondants à ces 2 critères sont conservés pour le calcul des taux d'évolution.

Le tableau ci-dessous résume les informations pour la campagne 2016. La base de données est celle en date du 09 novembre 2017.

T 91 I Répartition des catégories d'établissements composant la base d'analyse pour les valeurs 2016

Catégorie d'établissements	Nombre d'établissements concernés par ODT 2016	Nombre d'établissements répondants ODT 2016	Nombre d'établissements étudiés	Ratio étudiés / concernés (% dans le nombre total d'établissements)	Part des établissements étudiés en masse (% dans le total des produits globaux)
CHU	32	32	32	100,0%	100,0%
CH	506	489	473	93,5%	98,4%
<i>CH>70M</i>	131	129	129	98,5%	98,7%
<i>20M<CH<70M</i>	173	172	166	96,0%	98,4%
<i>CH<20M</i>	202	188	182	90,1%	97,1%
CH ex-HL	226	211	187	82,7%	90,0%
CH ex-CHS	85	85	85	100,0%	100,0%
USLD	20	19	17	85,0%	87,1%
TOTAL	869	836	794	91,4%	98,9%

ANNEXE 2 : MONTANT DE L'ENCOURS GLOBAL DE LA DETTE (BANCAIRE + NON BANCAIRE)

L'encours global de la dette comprend la dette moyen et long terme des EPS auprès du secteur bancaire (comptes 163 et 164) ainsi que les autres dettes, soit les emprunts auprès du secteur non bancaire (comptes 167 et 168).

En 2016, l'encours global de la dette est estimé à 29 923,6M€ ; soit une évolution nulle par rapport à l'année 2015, à champ constant d'établissements.

L'encours global de la dette est principalement constitué d'emprunts auprès des établissements de crédits (C/164 : 87,6%), et dans une moindre mesure d'emprunts obligataires (C/163 : 7,8%). Cette répartition est proche celle observée l'an dernier.

Le compte 167 regroupe les emprunts et dettes assortis de conditions particulières, notamment les prêts (assortis d'intérêts ou non) consentis par l'État, les départements, les autres collectivités territoriales ou les caisses d'assurance maladie. En particulier, le compte 1675 est relatif aux « Dettes partenariats public-privé ».

Le PPP est un contrat dans lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement du partenaire public et/ou des usagers du service qu'il gère.

La loi de programmation des finances publiques pour les années 2015 à 2019 a été publiée au « Journal officiel » du 30 décembre 2014. Les PPP sous tutelle de l'état entrent donc en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

Les comptes 167 et 168 représentent 4,57% de l'encours global de la dette, c'est-à-dire respectivement 4,41% et 0,16%.

La part du compte 1675 « Dettes partenariats public-privé » est estimée à 80,2% au sein du poste 167.

T 92 I Encours global de la dette et son évolution 2015-2016 :

Catégorie d'établissements	C/163 Emprunts obligataires	C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit	C/167 Emprunts assortis de conditions particulières	C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)	Total	Évolution de l'encours global de la dette entre 2015 et 2016 (en %)
CHU	2 297,4	8 755,6	361,7	8,0	11 422,7	-0.7%
CH	37,4	14 799,6	861,5	24,7	15 723,2	-0.2%
CH>70M	29,0	9 535,7	645,4	20,7	10 230,7	0.5%
20M<CH<70M	8,4	3 962,9	114,7	2,5	4 088,4	-2.3%
CH<20M	-	1 301,0	101,5	1,5	1 404,0	1.6%
CH ex-HL	-	1 177,5	47,7	13,3	1 238,5	6.7%
CH ex-CHS	-	1 369,4	39,9	1,2	1 410,5	1.0%
USLD public	-	119,1	9,3	0,4	128,8	3.5%
TOTAL	2 334,8	26 221,1	1 320,1	47,6	29 923,6	0.0%

Données en millions d'euros



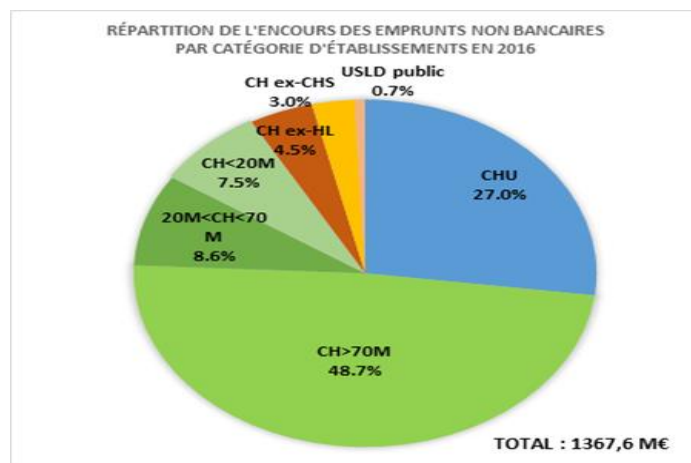
L'encours global de la dette des établissements publics de santé est stable entre 2015 et 2016. Cette stabilité générale se décline d'un côté par un encours en baisse pour les CHU (-0.7%) et pour la catégorie des CH (-0.2%) et notamment l'influence des CH de taille moyenne (-2.3%). De l'autre côté, les petits CH (+1,6%) et les grands CH (+0.5%) voient leur encours augmenter par rapport à l'an dernier. Cette augmentation de l'encours de la dette est aussi visible pour les CH ex-CHS (+1,0%) et les CH ex-HL (+6,7%).

60,8% des établissements déclarent avoir au moins un contrat lié aux comptes 167/168.

F 40 I Encours des emprunts non bancaires en 2016 par catégorie d'établissement et son évolution 2015-2016

Catégorie d'établissements	Encours de la dette lié aux comptes 167/168	Évolution de l'encours non bancaires (C/167, C/168) 2015/2016
CHU	369,7	-9,5%
CH	886,2	7,1%
CH>70M	666,1	1,2%
20M<CH<70M	117,1	55,4%
CH<20M	103,0	9,0%
CH ex-HL	61,0	-6,8%
CH ex-CHS	41,1	-0,9%
USLD public	9,7	-9,6%
TOTAL	1 367,6	0,7%

Données en millions d'euros



En 2016, les CHU et les grands CH sont concernés par 76% des emprunts non bancaires.



Les emprunts et dettes souscrits auprès du secteur non bancaire présentent une augmentation légère par rapport à 2015, avec une hausse de 0.7%

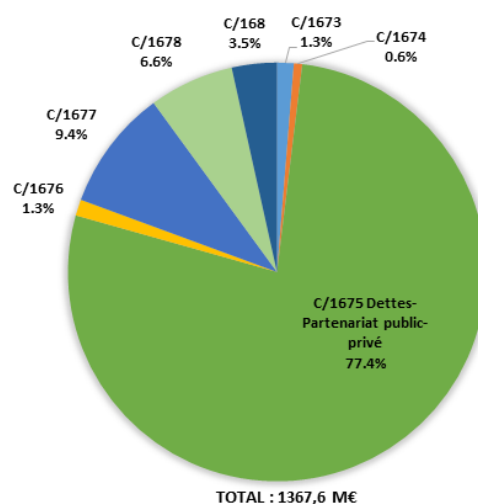
Cette évolution se traduit en une diminution de l'encours non bancaire pour les CHU (-9,5%) mais une augmentation au sein des CH de taille moyenne (+55%).

F 41 I Encours des emprunts non bancaires par compte en 2016

	Encours de la dette lié aux comptes 167/168
C/1673 Prêts de l'état	17,8
C/1674 Avances remboursables du FMESPP	8,8
C/1675 Dettes-Partenariat public-privé	1 058,8
C/1676 Prêt des collectivités et établissements publics locaux	17,1
C/1677 Prêts des caisses d'assurance maladie	127,9
C/1678 Autres prêts assortis de conditions particulières	89,8
C/168 Autres emprunts et dettes assimilées	47,6
TOTAL	1 367,6

Données en millions d'euros

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES EMPRUNTS NON BANCAIRES PAR COMPTES EN 2016



L'encours des emprunts non bancaires est composé à 77,4% des dettes partenariat public-privé (C/1675) et à 9,4% des prêts des caisses d'assurance maladie.

ANNEXE 3 : GLOSSAIRE RELATIF A LA DETTE**L'encours global de la dette des EPS :**

Il regroupe les comptes **163** (emprunts obligataires), **164** (emprunts auprès des établissements de crédit), **167** (emprunts assortis de conditions particulières) et **168** (autres emprunts et dettes, sauf intérêts courus non échus).

C/163 Emprunts obligataires

- C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine
- C/1638 Autres emprunts obligataires

C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit

- C/1641 Emprunts en euros
- C/1643 Emprunts en devises
- C/1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie

C/167 Emprunts assortis de conditions particulières

- C/1673 Prêts de l'état
- C/1674 Avances remboursables du FMESPP
- C/1675 Dettes-partenariats publics-privés
- C/1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux
- C/1677 Prêts des caisses d'assurance maladie
- C/1678 Autres prêts assortis de conditions particulières

C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)**La dette bancaire moyen et long terme des EPS :**

Elle regroupe, dans ce document, les comptes **163** (emprunts obligataires), **164** (emprunts auprès des établissements de crédit). Le montant d'emprunts (capital) restant à rembourser, correspondant au « capital restant dû » (CRD).

L'annuité de remboursement :

Il s'agit du capital (montant de la part de capital remboursée) et des charges financières (charges d'intérêt) pour un exercice.

La durée résiduelle :

Durée restant à courir sur l'emprunt, c'est-à-dire durée en années entre la date considérée (ici le 31 décembre 2016) et la date d'échéance de l'emprunt selon le contrat.

Le taux d'intérêt actuariel : taux d'intérêt équivalent annuel réel d'un emprunt.

Il existe une multitude de taux d'intérêt et de modalités d'application de ces derniers. Ainsi, afin d'être en mesure d'effectuer des comparaisons directes entre ces différents taux d'intérêt à une date donnée, on les exprime sur une base commune : le taux actuariel, calculé en prenant en compte notamment les paramètres suivants :

- Le montant du capital restant dû (CRD)
- La durée résiduelle de l'emprunt
- La périodicité sur laquelle portent les taux d'intérêt (ex. sur 1 an ou sur une période différente)
- Les modalités de remboursement des intérêts au cours du temps (ex. constant ou progressif)
- Les modalités de paiement des intérêts à chaque période (ex. début ou fin de période).

Les indemnités de remboursement anticipées (IRA) ou « valorisation du coût de sortie » :

Indemnités (pénalités contractuelles) dont l'emprunteur devrait s'acquitter en cas de remboursement anticipé de l'intégralité du capital restant dû de l'emprunt.

Le niveau de risque des emprunts :

Cf. cotation Gissler : http://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/091207banques_collectivites-1.pdf

Situation financière des établissements de santé publics et privés à but non lucratif

à fin 2016 et son évolution 2013-2016

ATIH 117 bd Marius Vivier Merle
69329 Lyon cedex 03

Tél : 04 37 91 33 10
Fax : 04 37 91 33 61

www.atih.sante.fr